

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

## LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

- Seize mille emplois supprimés d'ici à 1979.
- Les syndicats demandent une rencontre avec les pouvoirs publics et le patronat.

LIRE PAGE 18

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 11 sch.; Espagne, 16 pes.; France, 100 fr.; Italie, 1.000 L.; Japon, 100 ¥; Royaume-Uni, 10 s.; Suisse, 1 fr. S.A.; États-Unis, 10 c. d'avis. Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Le Proche-Orient à la recherche d'une stabilisation

En dépit des apparences, il n'est pas de même pas improbable que la situation au Proche-Orient finisse par se stabiliser. L'internationalisation du conflit dans le Sud-Liban semble, pour le moment du moins, écartée. Certes, les combats se poursuivent, tandis que les forces palestiniennes progressent et consolident les positions qu'elles ont conquises ces derniers jours aux dépens des milices de la droite chrétienne. Elles doivent leurs succès essentiellement à l'aide massive, en matériel et en hommes, que leur fournit la Syrie. Le président Assad ne cache plus sa volonté de favoriser, par tous les moyens, la réunification du Liban sous l'égide du président Sarkis et, à terme, sous le contrôle d'une armée nationale en voie de constitution. Il est significatif, à ce propos, que la Saïba, organisation d'obédience syrienne, ait reconnu officiellement, le jeudi 7 avril, qu'elle participait activement aux combats dans le Sud-Liban, dans le but de mettre en terme la rébellion des esclaves chrétiens.

Les autorités israéliennes, d'habitude si sourcilieuses, affirment n'avoir décelé aucun signe concret d'une aide syrienne aux guérilleros palestiniens progressistes. Mieux, un porte-parole militaire à Tel-Aviv soutient vendredi que l'ampleur des combats avait été fortement exagérée et que, en tout cas, les chrétiens ne seraient pas en danger immédiat. Autant d'affirmations qui ne sont pas corroborées par divers observateurs sur le terrain.

L'indulgence des autorités israéliennes paraît, à première vue, surprenante. Elle est cependant compréhensible. Il est désormais clair que Washington — tout autant que Damas — souhaite normaliser la situation dans le Sud-Liban, où la dissidence chrétienne ne peut qu'envenimer une dangereuse instabilité. Sans aller jusqu'à l'évidence du soutien militaire accordé par le président Assad aux forces palestiniennes progressistes, le porte-parole du département d'État a déclaré vendredi que son gouvernement continuait à penser que la Syrie « joue un rôle positif » au Liban.

Une déclaration aussi catégorique n'est certainement pas passée inaperçue à Jérusalem. En tout cas, les dirigeants israéliens sont trop absorbés par la dramatique crise politique que leur pays traverse pour dénier la volonté américaine ou pour s'engager dans une quelconque opération politique ou militaire.

Voilà-t-on changer d'avis le jour où le problème de la succession de M. Rabin sera réglé ? Un compromis, apparemment à Jérusalem, est sur le point d'être conclu. M. Shimon Peres, le ministre de la Défense, serait désigné à la tête du parti travailliste et, dans le cas d'une victoire de son parti, deviendrait premier ministre. Son rival, M. Ygal Allon, l'actuel ministre des affaires étrangères, accepterait, en compensation, le portefeuille-clé de la Défense.

Comme l'a laissé entendre vendredi le président Carter, l'accession au pouvoir de M. Peres — réputé plus intransigeant que M. Rabin — ne modifiera pas sensiblement les positions d'Israël. Tout au plus, il pourrait rendre le ministre israélien plus réaliste que le plus grand compte de l'avis de Washington.

Le président Carter a peut-être profité de l'indulgence pour lâcher vendredi une nouvelle « petite phrase » qui, dans une conjoncture moins trouble en Israël, aurait sans doute provoqué un tollé de protestations dans la presse de l'Etat hébreu. Après sa récente prise de position en faveur d'une « patrie » palestinienne (homeland), le chef de l'exécutif américain a ajouté une pierre à l'édifice de son projet de paix en déclarant qu'il n'excluait pas une délégation palestinienne autonome à la conférence de Genève.

(Lire nos informations page 20.)

## L'AFRIQUE AU CENTRE DE LA POLITIQUE MONDIALE

### ZAIRE : le conflit tend à s'internationaliser avec l'intervention marocaine

Le Maroc a confirmé, le vendredi 8 avril, qu'il envoyait des troupes au Zaïre pour aider le gouvernement de Kinshasa à rétablir la situation au Shaba. Il s'agit officiellement de l'ONU et l'O.U.A. de sa décision de lui « apporter un soutien agissant face à l'agression étrangère » (voir page 4, l'article de notre correspondant à Rabat). Les premiers éléments du corps expéditionnaire, qui selon des informations non confirmées comptent un millier d'hommes, sont arrivés vendredi au Zaïre.

L'U.R.S.S. a dénoncé, le même jour, dans un communiqué de l'agence Tass, l'« ingérence américaine » à propos de l'intervention marocaine. Les Etats-Unis ont affirmé y être entièrement étrangers. L'Angola assure, pour sa part, n'avoir « aucun rapport avec la rébellion provinciale contre le pouvoir arbitraire du président Mobutu » et lance une mise en garde contre les « graves conséquences » d'une intervention qui accentuerait l'internationalisation du conflit.

### Deux doctrines aux prises

L'intervention armée du Maroc au Zaïre marque une date importante dans l'histoire du continent africain. C'est, en effet, une application ouverte et explicite d'une doctrine de la « solidarité continentale » au nom de laquelle un Etat membre de l'O.U.A. estime pouvoir mener, à la demande d'un autre Etat, « une opération militaire de secours assez ample pour permettre de renverser une situation et de modifier l'issue d'un conflit en cours. Les cas précédents, tel l'envoi de soldats guinéens au Congo après le raid sur Cotonou du 18 janvier, tenant plutôt de la manifestation symbolique de sympathie.

Dans une lettre au président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, le Zaïre avait, le 2 avril, lancé un « appel à tous les pays membres afin de l'assister dans son effort en vue de bouter hors du territoire national les mercenaires à la solde du totalitarisme ». Bien que Kinshasa se targue aujourd'hui du soutien de « toute l'Afrique », il est trop évident que les régimes « militants » auxquels MM. Podgorny et Castro viennent de rendre visite, se résistent des difficultés du régime du général Mobutu. L'O.U.A. profondément divisée, ne pourrait donc prendre parti en tant que telle. Le Maroc s'est vu, en outre, opposer un veto à l'envoi de soldats guinéens pour justifier son intervention.

Une « solidarité continentale » Se disant « convaincu que la cause de la paix en Afrique est une et indivisible », le ministre chrétien des affaires étrangères espère, par l'envoi de troupes, contribuer à rétablir le problème zairois dans un cadre pacifiste. Lorsque Rabat avait, lors de la crise qui suivit l'indépendance de l'ancienne colonie belge, envoyé des forces au Congo, il se plaçait dans le cadre d'une mission de l'ONU. La référence faite aujourd'hui à l'O.U.A. hors d'état d'exprimer une volonté commune semble plus formelle que fondée en droit. En fait, c'est bien à la demande du Zaïre et à elle seule que répond le geste marocain. Il oppose donc avec éclat, sans le mentionner expressément, un « devoir de solidarité continentale » à celui que les Cubains, au nom de l'« internationalisme prolétarien », ont prétendu accomplir en envoyant des troupes en Angola. Il répond du même coup au souhait de bon nombre de régimes africains anticomunistes de plus en plus inquiets des succès que l'U.R.S.S. et son allié cubain remportent sur le continent noir.

Exprimant un sentiment très répandu, le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Kamougue, s'étonnait le 7 avril à Paris de l'absence d'un enseignement d'école d'administration, aucun mémoire de recherche, rien n'est organisé pour savoir ce qui se passe en fait : quelques rapports d'inspecteurs, plus ou moins confidentiels, mais qui peut les lire ? Pour aller derrière la façade, il faut tomber sur un chef de service local, un préfet ou un agent, un agent en volée de confiance. On apprend alors que leurs services sont si submergés par la paperasse — et par là, toute route bloquée, ils vivent le vœu des lois, des décrets et des circulaires — qu'ils désignent à qui mieux mieux.

Les responsables marchent au radar et les exécutants livrés à eux-mêmes font au mieux ou au plus mal. Quant aux professionnels, eux

inquietants. Après celui de Wilson, le cas de Rabat semble indiquer que même la proximité familiale d'une dignitaire, qui ferait sourire les moins dévoués des capitaines de l'industrie ou du commerce, est incompatible avec des fonctions politiques. La vie des peuples est déjà difficile avec des gouvernements à leur mesure. Si ces derniers tentent d'être des petits saints, elle deviendrait tout à fait impossible.

A vrai dire, c'est assez

ROBERT ESCARPIT.

### CONGO : Moscou ne peut que faire son devoir nous déclare le nouveau chef de l'Etat

À l'annonce de sa prestation de serment en tant que chef de l'Etat congolais, le colonel Joachim Yhombi-Opango, qui succède au commandant Ngouabi, assassiné le 18 mars, a accordé à notre envoyé spécial à Brazzaville une interview. Il s'y félicite du soutien du camp socialiste aux pays africains et d'une influence soviétique « bénéfique aux pays en lutte », car l'Union soviétique « ne peut que faire son devoir ».

De notre envoyé spécial  
Brazzaville. — Robuste, la moustache fine, la voix lente et bien posée, le colonel Joachim Yhombi-Opango, nouveau chef de l'Etat congolais, donne une impression de calme et d'autorité. Il nous reçoit dans son sombre bureau du Palais du peuple à Brazzaville. Sur les murs, une immense planisphère et les portraits du président Ngouabi, assassiné le 18 mars dernier, et de Léoline devant sa table de travail. Le colonel est vêtu du tricot des parachutistes et porte un brassard de deuil.

« Monsieur le président, vous savez, dans votre première déclaration politique, exhorté vous compariiez au travail et à la discipline. Pourquoi avoir insisté sur ces mots d'ordre ? »

« Nous avons mis l'accent sur la rigueur, car nous avons la lourde mission révolutionnaire de redresser l'économie nationale, désorganisée par l'impérialisme. »

« Dans ce contexte, il est plus qu'évident que l'autorité du parti et

de l'Etat s'affirment davantage. Ce redressement, nous ne pouvons l'opérer que par le travail collectif, dans la discipline et la rigueur révolutionnaires.

« Toute attitude contraire telle que paresse, égoïsme, égoïsme, d'indiscipline et de désordre constitue un acte de sabotage. L'Union nationale révolutionnaire, de l'Etat, doit être la force motrice de la révolution et de la libération économique.

« Quelles doivent être les relations entre l'armée et le parti ? »

« Nous avons une formule qui résume exactement les choses. Nous avons dit que notre armée était le « bras droit du parti ». Le parti est le seul état-major de combat de toutes les forces vives révolutionnaires.

Propos recueillis par J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

## Des réformes en l'air

par ANDRÉ HOLLEAUX (\*)

usagers, aux citoyens ordinaires, devant cette mer d'incertitude, ils barbotent tout autour. Les exemples abondent. En voici quelques-uns :

Le professeur J.-B. Soutou, professeur à la faculté de médecine de Tours, écrit que la loi sur l'avortement est tournée et bafouée de plus en plus souvent.

Le premier président, Pinot, chargé d'une étude sur la prostitution, écrit que le système est dominé par la contradiction entre le principe fondamental de la liberté et l'interdiction finale faite aux prostituées d'exercer leur activité.

Sous le couvert des opérations dites « coup de poing », des policiers interprètent à leur manière, qui n'est guère civile, la réglementation des contrôles d'identité sur la voie publique. Pour s'en convaincre, allez quelques minutes à l'audience des flagrants délits du tribunal de Paris.

Décalages  
Si les opérations de remembrement foncier se faisaient réellement sous le signe de l'équivalence des terres échangées, il n'y aurait pas trop de remous. Mais telles qu'elles sont réalisées dans certaines régions comme la Bretagne ou le Sud-Ouest, elles sont des ribambelles d'injustices et de désespoirs.

Si les règlements sur l'alimentation des animaux d'élevage étaient appliqués, les vaches et les porcs gorgés d'antibiotiques disparaîtraient des marchés.

Si les vins étaient fabriqués conformément aux règles, 70 % ne seraient plus commercialisables et ainsi de suite.

Les « d » se collectent. La formule suivante laquelle les lois sont en vigueur est de l'humour noir, car d'après le dictionnaire, « vagueur » signifie « égaré d'un être en pleine santé et dans la plénitude de son développement ».

Il existe des lois que ceux qui sont au parfum disent inapplicables ; même dans l'hémicycle du Palais-Bourbon on voit à de larges majorités dans un climat de désenchantement qui en dit long sur ce qui allait suivre.

Voyez la loi Gallie sur la politique foncière, dont le rapporteur à l'Assemblée avait en fin de débat que la lenteur des textes d'application à prendre rendait la loi illusoire pendant une telle durée que toutes ses vertus s'en trouvaient amoindries.

On s'est embrassé lorsque fut votée la loi toute récente sur la

(\*) Président de l'Association pour l'amélioration des rapports entre l'administration et les usagers (A.B.A.P.).

### Cuba veut dialoguer en position de force avec les Etats-Unis

M. Fidel Castro a quitté Moscou et regagné Cuba le vendredi 8 avril, au terme d'un voyage de cinq semaines en Afrique et en Europe de l'Est. Avant de quitter la capitale soviétique, M. Castro s'était entretenu avec MM. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et Luis Corvalan, secrétaire général du P.C. chilien, qui vit en exil à Moscou.

L'agence Tass a annoncé, le 8 avril, que l'Union soviétique allait aider Cuba à se doter d'une centrale nucléaire d'une capacité de 1700 mégawatts.

M. Fidel Castro est arrivé à La Havane alors que M. McGovern s'y trouvait encore. Le sénateur démocrate américain — venu, en principe, accompagner dans l'île une équipe de basket-ball — a été invité à prolonger son séjour jusqu'à dimanche.

Le rapprochement américain-cubain semble donc en bonne voie, mais c'est en position de force que La Havane veut dialoguer avec Washington.

« Souffler en même temps le froid et le chaud : telle est, ces jours-ci, la ligne diplomatique que semble avoir adoptée La Havane dans ses relations avec Washington.

A Moscou, au terme de sa visite de quatre jours en Union soviétique, M. Fidel Castro signe avec M. Leonid Brejnev un communiqué qui jette deux grosses pierres dans le jardin de M. Carter. Le texte dénonce les agissements de « milieux capitalistes » qui avancent des revendications artificielles et pratiquent l'ingérence « dans les affaires intérieures des autres Etats ».

Les allusions sont claires : les positions de M. Cyrus Vance sur les interventions du président américain sur la question des droits de l'homme, en Europe de l'Est, à Cuba et ailleurs, sont sévèrement condamnées.

Lors d'une escale à Terre-Neuve, sur le chemin du retour, M. Castro indique pourtant que Cuba souhaite améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Il ajoute il est vrai que tout changement dans ce domaine dépend de Washington.

A La Havane, M. Raul Castro, ministre cubain de la Défense, reçoit pendant plus de trois heures le sénateur McGovern. Au cours de cette longue conversation, le dirigeant cubain précise, selon l'agence France Presse, que jamais le retrait des troupes cubaines d'Angola ne fera l'objet de négociations entre La Havane et Washington. Quatre jours plus tôt, le ministre avait déclaré lors d'une réunion de jeunes communistes de l'île : « Le thème du retrait des troupes pourrait être évoqué à condition qu'il s'agisse de celui des Américains de la base de Guantanamo » (sitée à Cuba).

J.-P. C.

(Lire la suite page 3.)

## AU PRIX « FUTURA » DE TÉLÉVISION

### Demain c'est aujourd'hui

Quarante-et-une productions réalisées dans trente-deux pays étaient représentées au cinquième Festival international de Berlin-Ouest dont le palmarès vient d'être rendu public. Aucun premier prix n'a été décerné à l'issue de cette compétition, consacrée aux émissions de télévision traitant, sous tous les aspects, de l'avenir de l'humanité. Deux seconds prix Futura sont allés à un reportage français sur les possibilités de la génétique, « Des enfants à la carte », et à un film britannique sur la médecine de l'an 2000, « Prophéties ».

Au train où on va, où va-t-on ? Où va le monde, le meilleur, le pire des mondes, souillé, pillé, surpeuplé ? De quel côté va tourner cette terre éventrée, crueuse de puits, de galeries, livrant ses dernières richesses à nos convoitises, hérissée, hideuses pustules, d'ordures, de déchets, de débris entassés, charriant les eaux mortes de la pollution industrielle ou radioactive ?

Ces questions, n'est-ce pas à la télévision, ou plus pulvérisées par les moyens de communication, de les poser, de les exposer aux citoyens

directement concernés ? A commencer par le grand sujet de controverse du moment : les centrales nucléaires. Il se trouve justement que le prix Futura — il est décerné tous les deux ans — vient de revenir à Berlin-Ouest, envoyées par une trentaine de pays, plus de quarante émissions sur un thème bien précis : l'avenir de l'humanité. Alors, dans l'ensemble, l'énergie nucléaire, est-on pour ou contre ? Mystère. On n'en a pas parlé. Ou à peine.

(Lire l'article de Claude Sarraute page 9.)

## SELON KINSHASA

va envoyer un contingent au Shaba pour soutenir l'armée zairoise une fois fournie une « aide spéciale ».

Diffusion des armements, l'armée zairoise sera renforcée par un contingent de 1000 hommes, dont 500 seront envoyés au Shaba. Le contingent zairoise sera composé de 1000 hommes, dont 500 seront envoyés au Shaba. Le contingent zairoise sera composé de 1000 hommes, dont 500 seront envoyés au Shaba.

## M. DE GUIRINGAUD : la rivalité des superpuissances exacerbe les tensions en Afrique

Devant la situation des affaires africaines, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a déclaré que la rivalité des superpuissances exacerbe les tensions en Afrique. Il a souligné que la situation en Afrique est de plus en plus complexe et que les tensions sont de plus en plus fortes.

## Old England a choisi pour vous...

Allez au paradis... l'imperméable réversible pied-de-poule... la chemise à carreaux... le pull-over décontracté en V... le costume à la mode...

## Old England

12, Bd des Capucines, Paris 1<sup>er</sup> 93 30 12 30 - 14 15 30

## VENUS ELEVES

8,60 à 12,20%

## 20 ans de SOBI

25, Bd d'Alsace 93 30 12 30 - 14 15 30

## CRÉDIT DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENT

25, Bd d'Alsace 93 30 12 30 - 14 15 30

## CRÉDIT DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENT

25, Bd d'Alsace 93 30 12 30 - 14 15 30

## CRÉDIT DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENT

25, Bd d'Alsace 93 30 12 30 - 14 15 30

## CRÉDIT DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENT

25, Bd d'Alsace 93 30 12 30 - 14 15 30



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### La région de la Basse-Elbe sera-t-elle la Ruhr du XXI<sup>e</sup> siècle ?

Les incidents qui ont eu lieu à propos de la future centrale nucléaire de Brokdorf — dont la construction a été provisoirement interdite par le tribunal administratif de Schleswig — ont attiré l'attention sur une région jusqu'alors ignorée des grands courants industriels (cf. le Monde du 22 février). En fait, deux centrales nucléaires fonctionnent déjà au

bord de l'Elbe. D'autres sont en construction ou en projet.

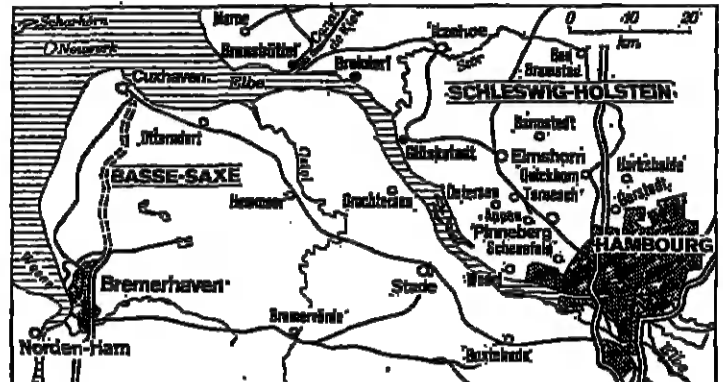
Partagée entre trois Länder, la région de la Basse-Elbe, de Hambourg à la mer du Nord, doit devenir un nouveau centre industriel de la R.F.A. — bien que les autorités ne veulent pas créer une nouvelle Ruhr — dans la

#### De notre envoyé spécial

Gillkstadt (Schleswig-Holstein). — Le bac qui traverse l'embouchure de l'Elbe met plus d'une heure pour passer d'une rive à l'autre. Le brouillard confond le ciel et l'eau. Sur la rive ouest, les joncs qui percent les marais, refuge de nombreuses variétés d'oiseaux aquatiques, forment le seul relief. A l'est, de hautes digues protègent les maisons des paysans et des pêcheurs contre les caprices du fleuve. Traditionnellement, la région est une zone de loisirs et de vacances pour les habitants de Hambourg qui trouvent à quelques kilomètres de chez eux calme et air pur.

Cette vision appartient-elle au passé ? C'est ce que craignent les indigènes qui protestent contre la construction des centrales nucléaires. Ils n'ont pas seulement peur que leurs champs mangent de l'herbe radio-active, comme le dit un paysan de Brokdorf, mais que la centrale soit le premier élément d'une vaste zone industrielle, comme c'est le cas un peu plus au nord, à

Brunsbüttel. Le jour même où la municipalité de Brokdorf décidait d'ajouter à son nom « Les Bains », pour bien marquer sa vocation touristique, le gouvernement du Land de Schleswig-Holstein a choisi d'y implanter une centrale nucléaire. Les autorités des trois Länder (Hambourg, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein) ont exercé leur souveraineté sur la Basse-Elbe et défendent de vouloir y créer « la Ruhr du vingt et unième siècle ». Elles assurent qu'il ne s'agit que de quelques kilomètres de développement séparés par de vastes territoires abandonnés à l'agriculture et au tourisme. La crise économique, à vrai dire, a refroidi un peu les enthousiasmes. Des projets ambitieux élaborés à la fin des années 60 — telle la canalisation de l'Elbe de Hambourg à la mer du Nord — ont été remis dans les cartons.



Brunsbüttel. Le jour même où la municipalité de Brokdorf décidait d'ajouter à son nom « Les Bains », pour bien marquer sa vocation touristique, le gouvernement du Land de Schleswig-Holstein a choisi d'y implanter une centrale nucléaire.

Les autorités des trois Länder (Hambourg, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein) ont exercé leur souveraineté sur la Basse-Elbe et défendent de vouloir y créer « la Ruhr du vingt et unième siècle ». Elles assurent qu'il ne s'agit que de quelques kilomètres de développement séparés par de vastes territoires abandonnés à l'agriculture et au tourisme. La crise économique, à vrai dire, a refroidi un peu les enthousiasmes. Des projets ambitieux élaborés à la fin des années 60 — telle la canalisation de l'Elbe de Hambourg à la mer du Nord — ont été remis dans les cartons.

#### Le « lobby hambourgeois »

Chaque Land cherche à attirer à lui les industries. Hambourg, qui, dans les années 60, a perdu cinquante mille emplois, ne voit pas d'un très bon œil les entreprises d'installer dans les deux Länder voisins. Enfermée dans des limites géographiques étroites, la ville-Etat n'a plus beaucoup de terrain à offrir. La Basse-Saxe propose des zones industrielles à Stade pour l'industrie lourde et à Cuxhaven pour les entreprises moyennes. En face, le Schleswig-Holstein fait de même. A Brunsbüttel, sur l'autre rive de l'Elbe.

La planification régionale ne dépasse guère les frontières d'un Land. Il existe des commissions regroupant les représentants des trois Länder, mais elles s'occupent plus des problèmes de transport et de logement liés à la métropole hambourgeoise qu'à l'aménagement du territoire. La conférence de l'Allemagne du Nord, à laquelle participent les chefs de gouvernement des quatre Länder « maritimes » (les trois déjà cités, plus Brême), se réunit trop peu souvent pour avoir une efficacité pratique.

M. Mathöfer, ministre de la recherche scientifique, pourtant partisan convaincu des centrales nucléaires, dénonce une « industrialisation sans conception » qui risque de détruire toute une région. Pour gagner les faveurs des investisseurs, chacun essaie de leur offrir les conditions les plus alléchantes : des subventions allant de 15 % à 25 % des investissements selon la classification des pôles de développement, ou des avantages « annexes » comme la mise à la disposition d'un terrain, des prises de participation, de l'énergie à bon marché, etc.

« Vous avez dû en entendre de belles sur nous à Hambourg », nous dit un fonctionnaire du ministère de l'économie de Basse-Saxe, qui semble éprouver des doutes sur les vertus du fédéralisme. Il regrette que des projets de la ville hanseatique aient les faveurs du « lobby hambourgeois » de Bonn, aux dépens des projets de sa propre administration (1).

Hambourg a attiré l'entreprise d'aluminium Reynolds, l'usine

située en face de l'embouchure de l'Elbe. Il s'agit de construire une île artificielle qui abriterait une centrale nucléaire, un port en eau profonde, une aciérie, une usine de production de gaz, une centrale de raffinage du pétrole.

Sans doute l'industrialisation était-elle nécessaire pour assurer l'emploi dans des zones jusque-là désertées. Mais la région comprise entre Stade et Gillkstadt était la première région productrice de fruits de la R.F.A. Mais avec l'arrivée de quelques usines de raffinage, les zones agricoles ont été abandonnées à l'agriculture et au tourisme. La crise économique, à vrai dire, a refroidi un peu les enthousiasmes. Des projets ambitieux élaborés à la fin des années 60 — telle la canalisation de l'Elbe de Hambourg à la mer du Nord — ont été remis dans les cartons.

#### Un nouveau Rhin ?

A Stade, le nombre des ouvriers de l'industrie a augmenté de 33 % entre 1970 et 1975, alors qu'il diminuait de 13,5 % dans l'ensemble de la Basse-Saxe et de 11,5 % dans la République fédérale. Chez Dow Chemical, le personnel est resté à 80 %, de la région. C'est pourquoi, à peu près la même à l'Elbe, chez Bayer, où la construction de l'usine a assuré quatre à cinq cents emplois pendant trois ans. Un responsable du port de Brunsbüttel reconnaît cependant que les travaux de sous-traitance ou d'entretien profitent surtout à des entreprises venues de Hambourg, car les petites entreprises locales ne sont pas équipées pour satisfaire la demande. C'est pourquoi le Sénat de Hambourg suit avec un grand intérêt l'industrialisation de la Basse-Elbe. Jusqu'à l'affaire de Brokdorf, les écologistes avaient été relativement discrets. « Les règlements ici sont les plus durs de toute l'Allemagne », déclare le directeur de l'usine Bayer de Brunsbüttel. Les investisseurs destinés à la lutte contre la pollution représentent de 5 à 30 % des investissements industriels globaux. Mais il explique l'absence de réactions hostiles chez les habitants des communes environnantes par la politique d'information de sa société. De l'autre côté de l'Elbe, les arboriculteurs étaient moins satisfaits des émissions de fluor provoquées par des usines de raffinage de chlorure d'aluminium. Il y a quelques années, on obligeait plusieurs écoles à interrompre leurs cours.

Un des « planificateurs » de Hambourg a beau expliquer que l'année dernière, avec les basses eaux consécutives à la sécheresse, n'y avait de poisson qu'à côté de la centrale nucléaire de Stade parce qu'elle rejette de l'eau enrichie d'oxygène, les défenseurs de l'en-

vironnement ne sont pas convaincus. Ils exigent que l'Elbe ne devienne un « canal industriel », voire un égout.

Dans une étude demandée par les gouvernements régionaux, restée confidentielle, mais dont le journal Frankfurter Rundschau a rendu compte, des experts affirment que l'on ne sait rien de l'Elbe, et que l'on a fait des plans en ne tenant compte que des capacités du fleuve fournisseur d'eau et voie de communication. Les données qui permettraient un « jugement écologique » font défaut. Les études collectées 20 à 30 millions de Deutschmarks. Jusqu'à ce qu'elles soient menées à bien, les experts suggèrent aux gouvernements de refuser toute nouvelle installation industrielle. Mais la ville de Hambourg continue aussi à soulever un fleuve qui est déjà très sale, dit-on, quand il franchit la frontière venant de la R.D.A. L'Elbe risque ainsi de devenir un nouveau Rhin qui engloutit des milliards, non pour devenir propre, mais seulement pour ne pas se polluer davantage.

DANIEL VERNET.

## Portugal

### Les bénéficiaires de la réforme agraire craignent que celle-ci ne soit remise en question

De notre correspondant

Lisbonne. — Une nouvelle loi sur la réforme agraire est en préparation. Le projet a déjà été discuté en conseil des ministres. Il sera présenté prochainement à l'Assemblée législative.

On ne connaît pas encore le détail du projet mis au point par l'actuel ministre de l'Agriculture, M. Antonio Barreto. Selon un communiqué du gouvernement, la loi cherchera à « promouvoir le développement des associations, l'amélioration de la situation économique, sociale et culturelle des travailleurs ruraux et des agriculteurs, et augmenter la production et la productivité dans l'agriculture ».

De son côté, l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso, a déclaré que ni le groupe parlementaire du P.S. ni le groupe chargé des questions agricoles au sein du même parti n'ont connaissance du texte. L'ancien ministre pourrait éventuellement s'opposer aux nouvelles orientations de la réforme agraire au cas où certains des principes essentiels de la loi de juillet 1976 seraient modifiés.

Dans son édition du mercredi 6 avril, l'hebdomadaire centriste Expresso a indiqué que le projet de loi visait à « promouvoir la production et la productivité dans l'agriculture ».

Malgré de légers incidents dans le département d'Evora, l'année a été bonne. Une certaine inquiétude règne, pourtant, dans les unités collectives de production. Les agriculteurs indépendants, quant à eux, sont plutôt optimistes. Le dialogue entre les associations de propriétaires agricoles et les pouvoirs publics — impossible sous le général Vasco Gonçalves, et très difficile à l'époque de M. Lopes Cardoso — aurait repris ces derniers temps. Une représentation de la Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) a exposé au ministre de l'Agriculture certaines revendications : rédefinition des critères d'application des droits de réserve reconnus aux personnes expropriées et augmentation de la surface minimale prévue pour les exploitations agricoles privées dans la zone de la réforme agraire. Selon la loi, cette surface est actuellement de 50 000 points (de 30 à 700 hectares, selon la qualité du terrain). Pour les agriculteurs, ce système manque de rigueur. L'attribution des terres aux différents types d'exploitations doit être basée sur la production, et non sur la superficie. D'autre part, la petite dimension des exploitations privées empêcherait la concurrence entre celles-ci et le secteur nationalisé. Aussi, les agriculteurs demandent-ils que le minimum prévu passe de 50 000 à 75 000 points. Cela reviendrait à rendre aux anciens propriétaires 500 000 hectares de

terres expropriées occupées par les travailleurs agricoles et exploités collectivement.

En ce qui concerne le droit de réserve des agriculteurs demandant la nouvelle loi, les dispositions essentielles sont :

possibilité pour les propriétaires de vendre librement leur surface réservée sans que l'Etat bénéficie d'un droit de préemption ;

possibilité de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

Dans ces unités collectives de production, les agriculteurs ont le droit de transmettre sans limitation les terres réservées aux héritiers ;

reconnaissance du principe de l'exploitation agricole familiale ;

La satisfaction de cette dernière revendication entraînerait la remise d'une surface réservée à chacun des membres d'une famille travaillant sur la terre.

## Danemark

### Accusé d'espionnage

#### UN INDUSTRIEL AURAIT LIVRÉ DU MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE

#### SECRET A UNE PUISSANCE DE L'EST

(De notre correspondant)

Copenhague. — Un industriel danois de trente-huit ans, M. Bent Weibel, emprisonné depuis près d'un an pour espionnage, et dont le procès doit s'ouvrir le 15 avril, vient de passer aux aveux. La police refuse néanmoins de spécifier la nature et l'importance de ses aveux et d'identifier la puissance de l'Est pour laquelle M. Weibel reconnaît avoir travaillé. La presse danoise assure cependant que M. Bent Weibel a remis plusieurs fois en deux ans, à un agent soviétique des exemplaires de pièces électroniques perfectionnées qu'il fabriquait pour le compte de l'OTAN.

M. Weibel représentait également plusieurs firmes d'électronique scandinaves. Copenhague est très préoccupée par cette affaire. En juin 1975, lorsque les Danois étaient décidés à commander des chasseurs F-16 à la société General Dynamics, les Américains leur avaient fait comprendre, comme aux trois autres gouvernements intéressés (Belge, néerlandais et norvégien), que leur participation à la production de ces appareils et de ses équipements électroniques n'était concevable que s'ils étaient capables de respecter les normes de sécurité draconiennes concernant le secret de fabrication. — C.O.

(1) Le ministère de l'Intérieur du Land de Bade-Wurtemberg a annoncé que le suspect, inculpé jeudi après-midi par le Monde du 9 avril) avait été relâché après vérification d'identité. — (N.D.L.R.)

## Italie

### Les six partis de l'« Arc constitutionnel » dénoncent l'enlèvement de M. De Martino

De notre correspondant

Les auteurs de l'enlèvement, le 5 avril, de M. Guido De Martino, secrétaire de la fédération socialiste de Naples, n'ont toujours pas été identifiés. Vendredi soir 8 avril, un correspondant du Monde a pu téléphoner au bureau romain du quotidien « Paese Sera » pour indiquer que le prisonnier militaire Guido De Martino serait libéré le 22 avril à 11 heures si, le 20 avril à 10 heures, huit membres des NAP actuellement emprisonnés étaient libérés et conduits à l'aéroport de Milan. Le correspondant demandait aussi une distribution gratuite de nourriture pour une valeur de 5 milliards de lires (20 millions de francs), du 15 au 18 avril, à Milan, Bologne, Naples, Messine et Cagliari.

Un peu plus tard, un autre correspondant se réclamant,



# AMÉRIQUES

## Cuba veut négocier en position de force avec les États-Unis

(Suite de la première page.)

Mais M. Raul Castro a déclaré également, selon l'agence Associated Press, devant des journalistes qui « couvraient » la visite des journalistes américains : « On peut faire sauter un pont en un instant, mais ensuite il est difficile de le reconstruire pierre à pierre. Si les deux parties reconstruisent leur pont du pont nous pourrions nous servir la main sans vainqueur ni vaincu. »

M. Raul Castro a donné acte à M. McGovern que, depuis le 11 janvier dernier, c'est-à-dire quelques jours avant l'accession au pouvoir de M. Carter — les États-Unis avaient cessé de surveiller le territoire cubain avec leurs avions espions SR-71, ce qu'ils avaient fait toutes les six ou sept semaines durant les vingt-six mois précédents, indique l'agence Reuters.

Mais le ministre cubain de la défense se serait montré pessimiste sur les possibilités de reconstruire l'accord signé en 1973 entre Washington et La Havane pour prévenir les actes de piraterie aérienne ou maritime. Ce texte — dénoncé par la partie cubaine après l'attentat commis le 6 octobre dernier à La Barbade contre un avion de la Cubana de Aviation — attendait dans l'attente de M. Castro avait vu la main de la C.I.A. — arrive à expiration le 16 avril.

### Des apaisements

Tout se passe comme si Cuba, très conscient d'avoir « forcé l'histoire » et d'avoir, par son action audacieuse en Angola, donné un avantage substantiel aux bases soviétiques en Afrique, cherchait, néanmoins, à tenir compte des éventuelles réactions d'un adversaire que la crise des fusées de 1962 lui a appris à ne pas sous-estimer. Certes, M. Carter a déjà donné maintes preuves, orales, de sa volonté de renouer des relations avec les pays en voie de développement sur des bases nouvelles. Mais le président Kennedy n'était-il pas, lui aussi, arrivé au pouvoir avec d'excellentes intentions, illustrées notamment par la création de l'Alliance pour le progrès ?

Il semble que M. Raul Castro se soit efforcé de donner à M. McGovern des apaisements sur l'ampleur de la présence cubaine en Afrique. Certes, il y a des soldats de la Havane en Angola. Mais, a-t-il précisé, ils seront progressivement remplacés par des techniciens civils engagés dans la reconstruction du pays. M. Raul Castro avait également donné à son interlocuteur américain l'assurance que les troupes de son pays n'ont ouvert aucun autre front sur le continent noir — et, en tout cas, par au Zaïre.

Selon l'Agence France-Presse, M. Raul Castro a affirmé que M. McGovern que les troupes de M. Natanziel Ntumba, qui affrontent l'armée du président Mobutu au Shaba, avaient combattu avec les soldats de la C.I.A. de M. Agostinho Neto, mais qu'elles ne recevraient, actuellement, aucun appui extérieur. Le sénateur a paru impressionné par l'excellente connaissance de la situation au Zaïre manifestée par son interlocuteur.

Celui-ci a précisé que la présence de troupes cubaines en Afrique se bornait, hormis le cas de l'Angola, à « conseiller militairement quelques gouvernements amis » à l'aide de dix à cinquante personnes dans chaque cas.

Les Cubains semblent manifester dans toute cette affaire une assurance exceptionnelle face à la puissance américaine. Seule La Havane, désormais, pose des conditions à la reprise du dialogue. La levée de l'embargo, ou du moins un geste « substantiel » à ce sujet, est toujours présentée par les Cubains comme une condition préalable au progrès des négociations entre les deux pays. Washington avait d'abord essayé d'entendre que le départ des troupes cubaines d'Angola, la libération des prisonniers politiques cubains et la fin de l'implication de La Havane dans les Caraïbes (surtout à Porto-Rico) conditionnaient la reprise du dialogue. M. Carter et Vance — sans parler de M. Young, ambassadeur à l'O.N.U. — ont depuis lors considérablement assoupli leur position.

Malgré leur intransigence, les Cubains ont accepté de participer à des discussions sur la délimitation des zones de pêche entre les deux pays, renouant un dialogue secret qui s'était poursuivi de la fin de 1974 à l'automne de 1975. Ils paraissent, d'autre part, disposés à accueillir favorablement les premiers contingents de touristes que M. Carter a autorisé à se rendre dans l'île. Le dialogue est en bonne voie, donc, mais dans des conditions qui font la plus belle part à M. Fidel Castro. — J.-P. C.

### LE COMMUNIQUÉ SOVIÉTO-CUBAIN

Moscou (A.F.P.). — L'Union soviétique et Cuba « sont solidaires des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui luttent contre l'impérialisme », indique le communiqué soviéto-cubain diffusé par l'agence Tass à l'issue de la visite de M. Fidel Castro à Moscou.

« Le premier secrétaire du parti communiste cubain et le second Brejnev, secrétaire général du P.C. soviétique, poursuivent le communiqué, ont exprimé au cours de leurs entretiens la volonté de leur parti de poursuivre le maximum d'efforts pour consolider l'unité des pays socialistes et pour développer l'interaction du mouvement communiste international et du mouvement de libération nationale. »

La partie soviétique, indique le communiqué commun, apprécie l'extension des contacts politiques de Cuba avec de nombreux États, ainsi que la montée de son prestige dans le monde.

L'Union soviétique et Cuba, conclut le communiqué, ont dénoncé les tentatives de certains milieux capitalistes qui, en avançant des revendications artificielles et en s'ingérant dans les affaires intérieures des autres États, visent à rendre plus difficiles la consolidation de la paix et l'arrêt de la course aux armements. Les deux parties ont souligné qu'elles voulaient contribuer à assainir le climat international.

## A travers le monde

### Espagne

● L'UNION SYNDICALE OUVRIÈRE (UO), syndicat illégal de tendance socialiste autogestionnaire, vient, samedi 9 avril et dimanche 10 avril à Madrid, son premier congrès confédéral en présence de huit cents délégués, représentant quelque soixante mille adhérents. Des représentants d'autres syndicats illégaux espagnols, comme M. Marcelino Camacho, des communistes ouvriers ainsi que de nombreux délégués étrangers, français (de la C.G.T.), belges, yougoslaves, portugais, algériens, marocains, chiliens, assistent à ce congrès. — (A.F.P.)

### Ethiopie

● UN PILOTE D'HELICOPTÈRE CANADIEN a été enlevé par des insurgés dans la région de Gode (500 kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba) en Ethiopie, a annoncé vendredi 8 avril le ministère canadien des affaires extérieures. — (A.F.P.)

### Laos

● M. KAYSONE PHOMVICHAN, premier ministre du Laos, reconnaît, dans une interview à une revue soviétique, diffusée mercredi 6 avril par la radio laotienne, que « les progrès du socialisme sont toujours entravés par des difficultés dues à des actes de sabotage récemment commis par l'ennemi ». — (A.F.P.)

### Turquie

● UN ETUDIANT A ETE TUE PAR BALLES et huit autres ont été blessés le vendredi

## L'épiscopat se prononce en faveur d'une Constitution ratifiée par le peuple

Le comité permanent de la conférence épiscopale chilienne vient de publier un document sur la situation du pays. Ce texte, important, intervient après la dissolution de la démocratie chrétienne et les restrictions supplémentaires apportées à la circulation de l'information par le gouvernement du général Pinochet. Nous en donnons ici de larges extraits.

« Comme tant d'autres pays, le nôtre est en pleine transition. Il est difficile, en ces circonstances, de conserver les grandes valeurs qui, naguère, constituaient la base de notre vouloir commun en les intégrant dans un cadre juridique qui éliminera les dangers ou les risques qui se sont manifestés ces dernières années ». lit-on dans l'introduction.

« Les nouveaux modèles politiques proposés au pays insistent d'un schéma de pensée et d'action qui se déclare « humaniste et chrétien » (1). L'Eglise ne s'en trouve que davantage autorisée à parler... », poursuit le document.

« Le fondement de la conception chrétienne de l'homme et de la société est notre croyance en la dignité de la personne humaine... L'homme, nous dit le Nouveau Testament, est créature de Dieu, fils de Dieu, collaborateur de Dieu, héritier de Dieu. Nous pouvons affirmer que les droits de l'homme ont été promulgués par Dieu avant d'être par les hommes eux-mêmes. »

« De là vient la supériorité de l'homme par rapport à l'Etat — reconnue par la Déclaration de principe, et la supériorité de l'ordre des personnes sur l'ordre des choses. »

« Se fondant sur les mêmes principes, Son Excellence (le général Pinochet) a réaffirmé le respect sans limite de son gouvernement pour l'indépendance du pouvoir judiciaire et la pleine valeur qu'il accorde à toutes les résolutions, fondement d'un Etat de droit. »

« Nous adhérons à cette solennelle réaffirmation d'un principe dont nous avons sans cesse réclamé l'application, afin que, jamais, des organismes officiels ou des groupes spontanés ne puissent s'approprier des attributions, ni disposer de la liberté, de la propriété, de l'honneur et de la vie des citoyens, hors de toute ordre et de toute protection juridiques. »

« Nous profitons de l'occasion pour demander respectueusement au président de la République de prendre toutes mesures pour que le gouvernement prête toute la coopération nécessaire aux tribunaux et que d'éclaircir, une fois pour toutes le sort de chacune des personnes présumées disparues depuis le 11 septembre 1973 (2). Sans cela, il n'y aura aucun repos pour les familles, aucune paix véritable dans le pays, et l'image du Chili à l'extérieur ne sera pas lavée. Si des abus, ou des actes arbitraires, parfois inévitables, — ont été commis, mieux vaut le reconnaître et prendre des mesures afin qu'ils ne se produisent plus. »

« Le gouvernement a estimé nécessaire de se mettre fin à l'existence des partis politiques traditionnels », a défini comme « des groupes qui cherchent le pouvoir pour leur propre bénéfice... » (discours du général Pinochet du 13 mars 1977).

### Le fruit d'un libre consensus

« Afin qu'un débat sur les partis ou les courants d'opinion soit constructif, il nous paraît juste de considérer non seulement les défauts et les excès des lites partisans dont notre pays a été la victime ces dernières années, mais aussi les fruits méritoires que de saines luttes entre les partis ont apportés à notre patrie en cent cinquante ans de vie républicaine. La tradition profondément juridique de notre nation, laquelle notre gouvernement désire être fidèle, doit beaucoup à l'existence de partis représen-

tatifs des grands courants de la pensée civique. »

« Il serait également injuste de méconnaître les mérites éminents et les grandes qualités civiques d'innombrables hommes politiques, qui, par O'higgins (3) à nos jours, ont été l'honneur et la gloire de notre patrie. Il est certain qu'un pays peut, à un moment donné, choisir un modèle politique qui lui parait plus conforme à son génie et sa réalité nationale. Mais, conformément à l'enseignement de l'Eglise, ce nouveau ordre ne peut être que le fruit d'un libre consensus national, exprimé de façon légitime. »

« Nous soulignons également l'importance de l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise, qui, par sa portée universelle, réaffirme la liberté d'information et d'expression. De telles mesures ne favorisent pas la formation d'une quelconque opinion publique, indispensable à tout consensus national. »

« Nous prenons note des paroles du président de la République, qui a affirmé dans un récent discours que « il ne confondrait jamais l'exercice de l'autorité avec l'arbitraire et la persécution des personnes », et qu'« il n'utiliserait pas la loi pour étouffer la liberté de pensée ou de conscience. »

« Pourtant, nous croyons que le respect des droits de l'homme ne sera pas garanti tant que le pays n'aura pas une Constitution, l'ancienne ou une nouvelle, ratifiée par le suffrage populaire. C'est que les lois ne seront plus dictées par les législateurs représentants des citoyens; et tant que tous les organismes de l'Etat, du haut en bas de l'échelle, ne seront pas soumis à la Constitution et à la loi. »

« Le document analyse enfin la situation économique du Chili. Le président de la République et le ministre de l'Economie ont déclaré que l'Etat ne reprendra pas en charge l'économie, mais qu'il continuera à intervenir dans une certaine mesure. Nous affirmons, cependant, que le problème demeure angoissant et urgent. »

« Un argument qui pour de nombreuses familles, surtout celles qui n'ont pas de travail ou ne reçoivent que le salaire minimum — les conditions si précaires, si difficiles d'aujourd'hui sont presque intolérables. La reconstruction économique du pays exige de grandes sacrifices de la part de tous; les paysans, les ouvriers et les habitants des villes marginales semblent porter une part excessive du fardeau. »

### Pérou

#### Les militaires hésitent

### à prendre des mesures économiques impopulaires

Le commandement militaire péruvien a décidé de suspendre, à partir du jeudi 7 avril, le couvre-feu en vigueur dans la région de Lima depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1976. En revanche, l'état d'urgence qui avait été instauré à la même date dans tout le pays, ainsi que la suspension des garanties constitutionnelles seront maintenues. Ces diverses mesures étaient entrées en vigueur à la suite des troubles du Lima avait été le théâtre, au milieu de l'année dernière, après une hausse des prix des combustibles. La situation économique du pays, cependant, demeure difficile.

De notre correspondant

Lima. — Une sérieuse crise d'orientation affecte l'économie péruvienne. Les dirigeants, divisés sur la stratégie à appliquer, doivent maintenant déterminer la manière dont le pays s'acquittera de sa dette extérieure. Les réunions entre le président, la junte militaire et les responsables de l'économie se sont multipliées ces derniers jours.

Une mission du Fonds monétaire international a visité, à la mi-mars, Lima. Pour le gouvernement péruvien, il s'agit d'obtenir l'aval préalable du F.M.I. Avant de contracter des prêts auprès de différentes banques privées, pour environ 240 millions de dollars. C'est la somme indispensable pour régler le service de la dette. En 1976, le Pérou avait déjà dû, pour la même raison, rechercher 400 millions de dollars.

Le Fonds monétaire a, cette fois, posé des conditions draconiennes : une nouvelle dévaluation de 17 %, une hausse du prix de l'essence de 80 % et de fortes coupes dans les dépenses publiques entraînant un quasi-abandon de tous les grands projets d'investissements publics. Un tel programme, qui aggraverait fortement la récession, pourrait avoir des conséquences sérieuses dans un pays qui connaît une situation sociale déjà difficile : la moitié de la population active se trouve sans emploi ou en état de sous-emploi, le pouvoir d'achat moyen en 1976 par l'Organisation des États américains, a baissé d'environ 40 % depuis 1973. Il atteint aujourd'hui un niveau inférieur à celui de 1968.

La Banque centrale du Pérou avait proposé une autre solution consistant à repousser la forte dévaluation préconisée par le F.M.I. à l'automne 1977, à l'acceptation d'une hausse du prix de l'essence de 20 %, et tendant à obtenir de chaque entreprise publique qu'elle s'autofinance progressivement sans subsides de l'Etat. Mais le minis-

tre de l'économie, M. Luis Barua, n'a pas accepté ce programme, jugé trop rigide. La marge de manœuvre du ministre est étroite, face aux pressions de ministères militaires, à la fois préoccupés par l'explosion sociale que pourrait provoquer l'abandon du programme du Fonds monétaire et peu disposés à accepter des coupes budgétaires dans leur département respectif.

THIERRY MALINIAK.

## LE MONDE diplomatique

NUMERO D'AVRIL

### L'ITALIE EST-ELLE INGOUVERNABLE ?

(Carlo MAURIZI)

### MOSCOU

### ET L'EUROCOMMUNISME

(Bernard FÉRON)

### L'EUROCOMMUNISME ET SES CONTRADICTIONS

(Nicola ALIVIZATOS)

Le numéro : 5 F.  
5, rue des Italiens, 75227 Paris  
Cedex 09.  
Publication mens. du Monde.  
(En vente partout.)

### OCUREUR SUBACK

### es extrémistes responsables

«... ont une volonté... »

### Danemark

### Accusé d'espionnage

### UN INDUSTRIEL AURAIT DU MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE SECRET A UNE PUISSANCE DE 10

«... de notre... »

### Italie

### Le parti de l'Arc constitutionnel cent l'embarquement de M. De Martino

«... de l'embarquement... »

«... le plus tard... »

De notre correspondant

«... de l'Union... »

«... de l'Union... »

«... de l'Union... »

«... de l'Union... »

«... de l'Union... »



## PROCHE-ORIENT

Israël

### La succession de M. Rabin Un compromis paraît se dessiner entre MM. Péres et Allon

De notre correspondant

Jérusalem. — Le monde politique israélien n'est pas touché par le repos sabbatique en cette fin de semaine dramatique pour lui. Des décisions trop importantes doivent être prises dans un temps très court, puisque mardi 12 avril au plus tard, les listes de candidats pour les élections du 27 mai doivent avoir été déposées. En ce qui concerne les travaillistes, les appels, dans le bref délai qui leur est imparti depuis le retrait du chef du gouvernement, dans la nuit du 7 avril, à prendre une décision qui, pour le choix de M. Rabin, leur avait demandé plusieurs mois.

Les tractations vont bon train, axées essentiellement sur la recherche d'un accord entre MM. Shimon Péres et Ygal Allon, qui sont les deux candidats sérieux à la succession de M. Rabin. Tous les signes indiquent que le ministre de la Défense part favori dans la compétition et peut compter sur le ralliement de dirigeants du parti qui avaient ap-

porté leur appui au premier ministre démissionnaire. M. Péres s'efforce de réunir sur son nom non seulement les hésitants de son propre parti, mais aussi la direction du parti frère, le Mapam, qui vient de rappeler à M. Péres son alliance avec les travaillistes s'ils mettaient à leur tête le ministre de la Défense. Le Mapam, lié par une décision de ses instances dirigeantes, ne paraît pas devoir répondre aux avances de M. Péres. Dans une interview diffusée ce samedi matin 9 avril à la radio, M. Péres a développé ses idées politiques essentielles, résumant, notamment, avec insistance les arguments de ceux qui font de lui un tenant de l'intransigeance quant aux conditions d'un règlement de paix. Il n'y a pas chez les travaillistes, a-t-il dit, de faucons ou de colombes, puisque les grandes lignes politiques, à quelques nuances près, sont identiques. M. Péres s'est déclaré tout à fait favorable à la conférence de Genève, dont il espère la tenue la plus tôt possible après les élections israéliennes.

Dans les milieux informés de la direction travailliste, on paraissait s'attendre, ce samedi, à un accord imminent qui permettrait au comité central de dimanche de faire l'économie de longues discussions. Cet accord, croit-on, savoir, ferait de M. Péres le leader du parti, et donc le premier ministre — si le parti conserve la majorité — et M. Allon serait le numéro deux, avec des fonctions plus importantes au sein du gouvernement. Il deviendrait premier ministre adjoint, et prendrait la portefeuille de la Défense, auquel M. Péres renoncerait. Une telle solution renforcerait considérablement la position personnelle de M. Allon dans son parti. Toutefois, celui-ci perdrait, dans le cadre du front commun avec le Mapam, l'appui de ce dernier, qui se retirerait. Mais on n'exclut pas la possibilité que le Mapam fasse partie d'une coalition gouvernementale axée sur les travaillistes après la rupture du front (Maarakh).

ANDRÉ SCAMAMA.

## ASIE

Chine

### INCENDIE DANS UN GRAND HOTEL DE PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Un incendie dont les causes ne sont pas connues a été circonscrit dans la matinée de samedi 9 avril à l'hôtel de Pékin (Beijin Fandian), l'établissement de prestige de la capitale chinoise, qui devait accueillir samedi soir le fils du président Carter et une délégation de membres du Congrès américain.

Il ne semble pas que des victimes soient à déplorer, mais la nouvelle aile de l'hôtel, qui compte environ un millier de chambres, a été envahie par une épaisse fumée noire, selon un résident suisse de l'établissement.

Cinq voitures de pompiers sont intervenues pour lutter contre le sinistre; elles avaient quitté les lieux avant 9 heures. A ce moment, le hall et plusieurs étages de l'hôtel étaient encore envahis par la fumée.

Les résidents de l'hôtel, pour la plupart étrangers, n'ont, à quelques exceptions près, pas été évacués.

Une certaine inquiétude, mais pas de panique, s'est emparée des locaux, car aucune sonnerie d'alarme n'a résonné pour les avertir d'un danger quelconque. Ils sont sortis sur les balcons, ou ont gagné les parties supérieures du bâtiment, qui compte dix-sept étages.

« J'ai pu constater que les sorties de secours étaient bloquées, ce qui est vraiment inquiétant, et je l'ai fait remarquer au personnel de l'hôtel », a déclaré un locataire.

Pakistan

### VIOLENTES MANIFESTATIONS DE L'OPPOSITION A LAHORE

Lahore (A.F.P., Reuters). — De violentes incidents ont éclaté samedi matin 9 avril, à Lahore, à l'occasion de la première réunion de la nouvelle assemblée provinciale. Plusieurs milliers de manifestants de l'opposition ont tenté de s'approcher du siège de l'assemblée, et ont été repoussés par d'importantes forces de police. Douze personnes au moins ont été tuées.

Une manifestation de femmes a été également dispersée rudement par les policiers, à quelques centaines de mètres du bâtiment où les nouveaux députés de la province du Punjab prêtèrent serment.

D'autre part, le président en exercice de l'Alliance nationale pakistanaise, le regroupement des neuf partis d'opposition, a été arrêté samedi matin à Lahore, alors qu'il avait pris la tête d'une manifestation interdite. M. Nazrullah Khan était le dernier des principaux chefs de l'opposition encore en liberté.

Enfin, trois anciens parlementaires du Parti du peuple pakistanaise (P.P.P.) ont annoncé vendredi, qu'ils quittaient la formation du premier ministre, M. Bhutto, pour fonder le Parti démocratique du peuple pakistanaise (P.D.P.P.).

## AFRIQUE

République populaire du Congo

### Les déclarations du nouveau chef de l'État

(Suite de la première page.)

« L'armée, au Congo, est au service de la révolution et du parti; et il ne peut en être autrement. Je suis, en ma qualité de chef de l'État, le commandant en chef de l'armée populaire nationale. Je vous prie donc en connaissance de cause.

« La question de l'unité nationale reste au cœur de la vie politique congolaise. Quelles mesures préconisez-vous pour la renforcer ?

« L'impérialisme, pour nous débattre, a toujours cherché à utiliser tous les moyens, y compris ce que nous appelons une fausse sociologie, selon laquelle il y a des tribus héréditairement ennemies. Le président Marien Ngouabi a été un artisan de l'unité nationale, parce qu'il estimait, à juste titre, que les masses populaires congolaises, qu'elles soient du nord ou du sud, de telle ou telle tribu, sont indifféremment exploitées par l'impérialisme. Nous avons toujours dénoncé les diviseurs du peuple qui appellent à la haine tribale. C'est pourquoi nous insistons sur l'unité nationale, qui se renforce grâce à un travail d'éducation idéologique.

« Quelles sont les décisions concrètes qui doivent permettre un redressement de l'économie congolaise ?

« Le Parti congolais du travail a préconisé, depuis très longtemps, des mesures concrètes en vue de la libération nationale. Certaines connaissent un début d'exécution. Le fond de la question, c'est que l'homme congolais doit impérativement, accroître sa capacité de travail, chose que nous estimons être à sa portée.

« Vous avez annoncé un renforcement du secteur d'Etat. A quels domaines songez-vous ?

« Il s'agit fondamentalement de redresser, dans les meilleurs délais, les entreprises d'Etat, qui sont presque toutes déficitaires. Il faut en faire des unités économiquement viables. Il faut que l'Etat n'ait plus à débiter d'immenses crédits, sous

forme de subventions. Cela permettrait de réaliser d'autres opérations économiques pouvant satisfaire les besoins de nos masses.

« Que pensez-vous de l'accroissement de l'influence soviétique dans le continent noir ?

« La Révolution d'octobre a bouleversé notre monde. Partout où se mènent les luttes de libération nationale, en vue du triomphe des idées de progrès, le premier pays socialiste du monde, c'est-à-dire l'Union soviétique, ne peut, à notre sens, que faire son devoir. De telles luttes se mènent quotidiennement en Afrique. Le soutien du camp socialiste aux pays africains est nécessaire au passage de la lutte anti-impérialiste, anticolonialiste, à l'anti-neocolonialisme. L'influence que

peut prendre le premier pays socialiste ne peut être que bénéfique à ces pays en lutte.

« Les rapports entre le Congo et la France connaissent des hauts et des bas. Bien que la coopération et les échanges entre Paris et Brazzaville restent intenses. Comment voyez-vous l'avenir de ces relations ?

« C'est une question délicate, parce que toute coopération bilatérale ou multilatérale connaît toujours des difficultés. Le fait n'est pas d'ailleurs en lui-même. Le tout est de maintenir la volonté politique de coopérer. C'est l'essentiel. Le président Ngouabi envisageait la possibilité de rencontrer le président de la République française. En octobre 1976, notre ministre des

affaires étrangères et de la coopération s'est rendu à Paris, porteur d'un message du président Ngouabi au président Giscard d'Estaing. Toutes ces initiatives et tant d'autres demeurent valables.

« Irez-vous bientôt à Paris ?

« Bientôt, c'est peut-être trop dire. Notre volonté de normaliser les relations avec la France reste maintenue. Même si les contacts au sommet sont nécessaires, nous sommes une direction politique collégiale, le Parti congolais du travail est un tout et ses cadres peuvent, à tout moment, avoir pour mission d'aider au redressement des relations entre la France et le Congo.

Propos recueillis par J.-P. LANGELLIER.

EN ENVOYANT DES TROUPES DANS LE SHABA

### Rabat entend défendre « l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Zaïre »

De notre correspondant

Rabat. — « Le gouvernement du royaume du Maroc est convaincu que la paix en Afrique est une condition préalable à la mise à sa disposition d'un contingent des forces armées royales marocaines en vue de la défense de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de ce pays, il espère contribuer à circonscrire le problème dans le cadre strictement africain. » Tel est le passage essentiel d'une note que le ministre marocain des affaires étrangères, M. Ahmed Laraki, a adressée le vendredi 8 avril au ministre des affaires étrangères du Togo en sa qualité de président de la vingt-huitième session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

Rendu public dans l'après-midi, ce texte a confirmé les déclarations officielles faites la veille à

Kinshasa au sujet de l'envoi au Zaïre d'un corps expéditionnaire marocain (Le Monde du 9 avril). A Rabat, un communiqué du ministère de l'Information a indiqué que les premiers éléments de ce contingent étaient arrivés au Zaïre, et les ambassadeurs du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, du Gabon et du Nigeria ont été officiellement informés de la décision du roi Hassan II d'apporter un concours militaire à Kinshasa.

L'importance de ce concours n'a pas été précisée. Certaines évaluations font état d'un bataillon. Il est en tout cas le premier que le Zaïre ait reçu d'un Etat africain. Le souverain du Maroc a agi, en l'occurrence, avec la même célérité qu'il avait mise en 1973 à répondre à un appel de la Syrie, où quelques mois avant le déclenchement de la guerre d'octobre, un corps expéditionnaire marocain se trouvait à pied d'œuvre.

De la note de M. Laraki (dont une copie a été adressée au secrétaire général de l'O.N.U. pour être distribuée aux représentants des Etats membres comme document officiel) se dégagent les grandes lignes d'une politique constam-

ment soutenue par le Maroc. Elle a trouvé son expression dans l'organisation, peu de temps avant la mort de Mohammed V, en 1961, de la conférence de Casablanca, qui préconisa la coordination des efforts des Etats africains après l'époque coloniale et ouvrit la voie à la création de l'O.U.A.

Au nom de la défense de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des Etats, le Maroc soutient le Zaïre étant donné « l'agression perpétuelle de l'extrémité » dont ce pays est victime. « Conduite par des mercenaires », cette agression, fait observer la note, répond aux critères retenus à cet égard par l'O.N.U. Aucune considération politique, économique, militaire ou autre ne saurait donc la justifier.

LOUIS GRAVIER.

● M. Habib Chatty, ministre tunisien des affaires étrangères, est arrivé vendredi 8 avril à Marrakech, où séjourne actuellement le roi Hassan II. Il a été chargé par le président Bourguiba d'une nouvelle mission de conciliation entre l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental (U.P.).

### Deux doctrines aux prises

(Suite de la première page.)

Tandis que Cuba répète n'être pour rien dans l'opération menée par les anciens « généraux katangais », l'agence « Tass » s'indigne de « l'assistance spéciale » fournie par Pékin au Zaïre et dénonce les accusations d'ingérence adressées à l'O.R.S.S. Enfin, l'Angola, d'où proviennent les forces d'invasion, a assuré vendredi « n'avoir aucun rapport avec ce qui se passe dans le pays voisin ». Selon Luanda, les troupes du Shaba « n'ont relevé d'un « soulèvement général » auquel se rallient un nombre croissant de bataillons de l'armée zaïroise. Le gouvernement angolais met enfin en garde les auteurs d'intervention, et en premier lieu le Maroc, contre « les graves conséquences qui pourraient résulter » de leur attitude.

### Une internationalisation croissante

L'ampleur même de la polémique, ainsi que l'intervention marocaine, témoignent de l'internationalisation croissante du conflit zaïrois. Selon le Washington Post, l'« autre pays africain » qui entend y jouer un rôle serait l'Egypte. Toutefois, le ministre des affaires étrangères égyptien, cité par l'agence Associated Press, juge « improbable que Le Caire puisse employer des

troupes à l'étranger tant qu'Israël occupera une partie du territoire ».

Le Maroc va-t-il, comme il le propose, « circonscrire le problème dans le cadre strictement africain » ? Il entend répondre à une « agression perpétuelle de l'extérieur ». En l'état actuel des informations en provenance du Shaba, s'il est pratiquement certain que l'Angola se laisse faire sans encourager les envahisseurs, aucune preuve n'a été apportée de la présence dans les rangs de militaires cubains et encore moins soviétiques. En revanche, il apparaît à l'évidence que le général Mobutu est aux prises avec une désagréable menace de son armée et de l'Etat, dont il était parvenu, tant bien que mal, à maintenir la cohésion. Les forces marocaines risquent d'être impliquées dans des combats dégringolant en guerre civile et d'avoir peine à limiter leur mission à la « défense de l'intégrité territoriale » d'un pays ami.

L'intervention de Rabat démontre, en tout cas, que la coupure entre les « deux Afriques » est désormais consommée et se traduit par des affrontements armés entre Africains. Les deux doctrines de « l'internationalisme prolétarien » et de la « solidarité continentale » ont l'effet commun d'aggraver le déchirement entre « militants » et modérés, qui menacent d'éclatement l'O.U.A. et rendent désirable l'unité dont elle se réclame. Dans la vague de conflits qu'exaspère le blocage de la situation en Afrique australe, du pour une bonne part à l'incertitude de l'Occident, les justifications idéologiques sont désormais en place et elle seule qui en fera les faits.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

● Le Zaïre a formellement demandé avoir organisé le recrutement de mercenaires aux Etats-Unis pour combattre les envahisseurs dans la province du Shaba. « Le gouvernement zaïrois, indique l'Agence Zaïre Presse (AZAP), a chargé son ambassadeur à Washington de déposer une plainte contre un dénommé David Bufkin, de nationalité américaine, qui, selon plusieurs journaux américains, prétend avoir été chargé de ce recrutement pour le compte de la République du Zaïre. » (Reuters).

### LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE



Le Président KIM IL SUNG

Le 15 avril courant marquera le 65<sup>e</sup> anniversaire du Maréchal KIM IL SUNG, Président de la République Populaire Démocratique de Corée et Leader respecté et bien-aimé du peuple coréen.

A cette occasion, le peuple coréen devrait se rappeler comment il lui a apporté la liberté et le bonheur dont il jouit aujourd'hui. La République Populaire Démocratique de Corée, sous la sage direction du Maréchal KIM IL SUNG, a été transformée dans un court délai en un pays puissant et prospère.

### LE PARADIS SOCIALISTE

La République Populaire Démocratique de Corée, instaurée et conduite par le camarade Kim Il Sung, Grand Leader, est un paradis socialiste où tout le peuple mène une vie libre et heureuse.

Le camarade Kim Il Sung, Leader respecté et bien-aimé dit :

« Dans notre pays, toute la politique de

l'Etat s'exerce aujourd'hui pour les intérêts et le bonheur du peuple travailleur, des ouvriers et des paysans en premier lieu, et toutes les richesses de la société sont destinées à améliorer le bien-être du peuple travailleur.

Le régime social établi en R.P.D.C. est le meilleur régime socialiste : le peuple travailleur, ouvriers et paysans en tout premier lieu, est le maître authentique du pays. Toute la politique de ce pays s'exerce pour le bonheur et pour l'amélioration du bien-être du peuple.

De cette façon, le peuple coréen, libéré de l'exploitation et de l'oppression, vit heureux sans aucun souci aucune inquiétude pouvant concerner la nourriture, l'habillement, le logement, les études de ses enfants, les soins médicaux, le travail, etc.

Au fur et à mesure que le pays devient riche et puissant, il n'a aucun souci pour le bonheur et pour l'amélioration du bien-être du peuple.

La République Populaire Démocratique de Corée a achevé l'année dernière dans tous les domaines le plan sexennal du développement économique, grandiose programme de construction socialiste qui a été présenté par le V<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail de Corée.

Par suite de l'accomplissement du plan sexennal, la puissance industrielle du pays s'est considérablement renforcée, et l'agriculture a récolté l'année dernière 8 millions de tonnes de céréales.

La vie du peuple s'améliore de jour en jour.

Sur la base des solides assises de l'économie nationale indépendante de la R.P.D.C., l'accroissement rapide de la production augmente sans cesse le revenu national et élève systématiquement et harmonieusement les salaires des travailleurs.

Après l'armistice de juillet 1953, les salaires des ouvriers et des employés ont été considérablement majorés à sept reprises. Rien qu'en 1970, ils ont augmenté en une seule fois de 31,5 % en moyenne. De la sorte, en 1971, la mensualité moyenne par ouvrier et employé a été multipliée par 11 en comparaison de 1948.

La vie des travailleurs s'améliore rapidement grâce aux bénéfices complémentaires de l'Etat.

Afin d'assurer une alimentation stable aux ouvriers et aux employés, l'Etat les ravitaillait en riz à 8 djoun le kilo, et il l'achète aux paysans à 60 djoun le kilo.

(Suite dans le Monde du 12 avril 1977.)



Pyeong-Yang, capitale de la République Démocratique de Corée

## Libres opinions

### Les « Verts » au Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe, qui se réunit à Strasbourg, a vu, pour la première fois, des représentants du mouvement écologiste. Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les « Verts » ont été admis à participer aux débats, mais leur rôle reste à définir. Ils ont été représentés par des députés de divers pays, dont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni.







C'est à la fin de l'été 1958, tout juste, que le premier ministre, M. Guy Mollet, a été élu. Il a été élu avec une majorité absolue, mais cette majorité n'a pas été suffisante pour lui permettre de mener à bien sa politique. Il a été élu avec une majorité absolue, mais cette majorité n'a pas été suffisante pour lui permettre de mener à bien sa politique.





# Le Monde aujourd'hui

LA MER DIFFÉRENTE

## Treize jours sur un chalutier

« C'EST celui du milieu », dit l'armateur, en désignant du doigt la file des chalutiers amarrés au quai de la nouvelle criée de Lorient. J'ai du mal à cacher une certaine déception, et je sens que l'équipe ressent la même chose. Sans s'attendre à un beau yacht blanc, les récits de Pierre Loti nous avaient fait imaginer un bateau de pêche plus romantique que ce navire rouillé, usé par le service à la mer, avec son châteaufort sur l'avant et son portique sur l'arrière, caractéristique des chalutiers de pêche-à-l'arc. Et chacun de nous pense en lui-même : « Et dire que nous allons passer treize jours en mer là-dessus ! »

L'appareillage est pour 9 heures. Sur le quai, pas de Bretonnes en robes noires et coiffes blanches qui agitent un mouchoir. Les femmes des marins, assises dans des voitures, généralement neuves, regardent leurs époux partir pour une banale marée de treize jours. Une amarré qui claque. Un coup de barre. Le Bressay-Bank évite, puis se dirige machine-en-avant vers la sortie du port.

Passé le fort Saint-Louis, il prend sa vitesse de croisière, 10-12 nœuds qu'il maintiendra jusqu'à son arrivée sur la zone de pêche au nord de l'Irlande, soit deux jours et demi de route.

Quinze minutes après le départ, l'équipe de « Thalass » le magazine de la mer de FR 3, journaliste, cameraman et ingénieur du son, glisse sur sa couchette, malade au point de ne rien avaler et de ne pas tenir debout pendant trente-six heures. Ah ! les copains qui nous disaient à Paris : « Un reportage sur un chalutier de pêche hauturière ? C'est un beau coup. Tu en as de la chance ! »

Et puis, cela passe. Un beau jour, on apparaît timidement sur la passerelle, un peu honteux, un peu gêné. Bien sûr, il y a quelques sourires, mais on est tout de même accablé avec beaucoup de gentillesse et de compréhension. On apprend que le bosco aussi était malade et que, pour chaque marin, le mal de mer a existé et existait encore parfois.

De Lorient, il faut deux ou trois jours pour arriver sur les lieux de pêche. A bord, l'équipe pont (un bosco, six matelots, un novice) prépare le chalut. L'image traditionnelle du marin en ciré jaune, assis par terre, le filet sur les genoux. Peu de paroles, le bruit de la machine et des tôles qui vibrent couvrent tout. Nous filmons, contents de retrouver l'image classique qui plait au téléspectateur.

C'est le patron, « le singe » comme le nomment les marins, car il vit « perché » sur la passerelle, qui décide où et quand commencer la pêche.

L'expérience, la connaissance des lieux et les dialogues (en code chiffré) avec les autres chalutiers amis lui dictent son choix.

« A virer ! » commande-t-il. Un matelot fait glisser le « cul » du chalut par l'arrière dans la mer. Puis toutes les pièces qui le composent, filets, rondelles de roulement, flotteurs et panneaux d'ouverture, disparaissent ensuite dans le sillage du Bressay-Bank. Tous à bord maintenant vont vivre au rythme du chalut. C'est-à-dire deux à trois heures par petits fonds (80 à 100 m). Cinq à six heures par grands fonds (800 à 1 000 m). De jour comme de nuit.

A la remontée comme à la descente du chalut, les gestes sont les mêmes. Enclencher la poulie. Hisser au treuil. Ouvrir les panneaux de la cale, puis le « cul » du chalut. Vider dans la cale. Recueillir les prises déchirées, puis à nouveau relancer.

Et de nouveau les hommes redescendent dans la cale, sortent leurs couleurs, les alignent sur la meule, vidant les poissons, les trient et les portent au congélateur. Et tant qu'il y aura du poisson, tant que le

chalut, à sa remontée, ressemblera à un ventre bien rond, le patron restera sur le même lieu de pêche.

Quant à nous, nous filmons. Embarqués d'abord, curieux ensuite, enfin petit à petit lassés, mais toujours respectueux devant leurs gestes toujours semblables, dans le martèlement incessant du bateau et les paquets de mer glacés quand le vent et la houle creusent l'océan.

La pause ne viendra que lorsque le chalut ne rendra plus, que le patron décidera d'aller ailleurs. Alors, les hommes enlèveront leurs cirés pleins de sang et se coucheront après avoir diné. Et s'ils se réveilleront d'eux-mêmes, sous le klaxon du « Paré à virer », nous les questionnerons sur leurs vies.

« Ce, c'est l'ail du chalut, que le relai. Elle s'est déchirée. Ou encore : « Ce poisson, c'est un pélerin, ça ne vaut rien qu'il ne me bouffe si je tombe à la mer. »

Pourtant, ils savent qu'une chute par-dessus bord signifie une mort certaine. Un chalutier est incapable, quand il tire son chalut, de manœuvrer. De leurs gestes quotidiens, ils parlent facilement. Mais dès qu'il s'agit d'orienter l'entretien sur des choses plus personnelles, on a du mal à trouver des questions.

« C'est dur ? »  
— Il sourit.  
« Pourquoi avez-vous choisi d'être marin ? »  
— Mon père était marin.  
— Et pour le même raison, resterez-vous à terre ?  
— Bien sûr !  
— Quel est ce qui vous est le plus pénible ?  
— L'isolement, ne voir sa femme et ses enfants que six jours par mois.  
— Et vos enfants, leur conseil-leriez-vous d'être marins ?  
— Sûrement pas. »

Les cobayes de la télévision. Plusieurs centaines de téléspectateurs américains sont payés pour regarder les enregistrements des émissions de télévision qui vont être diffusées. Des électrodes sont placées sur leurs mains afin de détecter leurs émotions. Le système est identique à celui des détecteurs de mensonge. Quand le cobaye est calme, ses poumons restent sèches, mais quand il éprouve une émotion, que ce soit la peur, la fureur, la culpabilité ou une excitation sexuelle, les glandes sudoripares se mettent à sécréter, réduisant la conductibilité des champs électriques.

A la suite de ces tests, deux douzaines de présentateurs et d'annonceurs de la télévision ont été licenciés à Los Angeles, leur crédibilité et leur potentiel de sympathie ayant été jugés de nature à faire baisser l'indice d'écoute (4).

« Vivre au rythme de l'espace » : c'est le titre d'une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites d'un quotidien (5). « Connaissance de soi », « méditation de sa vie relationnelle affective et sexuelle », « séances d'évolution personnelle de thérapie où l'on travaille sur le rêve tout en ayant les pieds par terre », « conseiller psychiste », psychodrames, dynamique de groupe, rêve éveillé... Les activités offertes sont nombreuses.

Mais ce n'est pas tout, l'imagination est au pouvoir : « Groupe scientifique qui cherche à comprendre à besoin des témoignages de toute personne ayant vécu des phénomènes tels que « rêves prémoniteurs, dédoublement, voyance, télépathie, etc. » Ou bien : « Cours pratique et concert en direct, parapsychologie, musique libératrice, médecine parallèle, magie, pratique yogachariste le plus efficace, par ATAM le plus ancien macrobiotique de l'Europe. » Pour 10 francs d'entrée, ce n'est pas cher. Et encore : « Voudrais créer communauté chrétienne et hathayogique dans la nature, ayant esprit ouvert à tout sauf au mal. »

Dans la colonne voisine du même journal, la rubrique « Chéri je t'aime » offre des recettes d'équilibre moins subtiles. Direct : « Beau mec, vingt-sept ans, cherche belle nana... » Tout est politique : « Très jeune quadragénaire, type latin et accent provençal très marqué, 1,76 mètre, 79 kg, sexuellement surdoué, mais quand même très fleur bleue... cherche dans la région d'Avignon jeune femme ou jeune fille sensuelle à répétition, sensible, indulgente, facile à vivre et le cœur à gauche. »

Encore n'ose-t-on reproduire ici quelques annonces où sont détaillées, double décimètre en main, des particularités anatomiques bien précises ou étalés complaisamment en termes crus des désirs peu avouables.

La grande misère des retraités. Une petite annonce encore (6). « Ancien diplomate vend habit et jaquette, grande taille, jamais portés, 1 500 francs. »

La Bourse malade de la politique. Cela donne : « Le marché exprime son inquiétude, une inquiétude accentuée par l'insouciance des dirigeants de la gauche qui n'ont pas su ou pas voulu se mettre d'accord pour expliquer les modalités des nationalisations qu'ils préconisent... (2). »

Là aussi, retournons les cartes : « Le marché exprime son inquiétude, une inquiétude accentuée par l'incompétence des dirigeants de la majorité qui n'ont pas su ou pas voulu se mettre d'accord pour expliquer les modalités de la lutte contre l'inflation, le chômage et la stagnation engendrée par leur politique. »

La fortune d'un mot. Le président de la République, s'adressant solennellement au pays le 28 mars au soir, déclare : « La majorité définitivement son organisation. »

Le lendemain 29, M. Claude Labbé promet devant les élus gaullistes réunis aux Baux que « le Rassemblement va définir un programme clair. »

Commentant l'allocation présidentielle, M. Dominati estime que M. Giscard d'Estaing « a indiqué clairement la voie à suivre ». M. Dominique Bussière, au nom des jeunes giscardiens, réchiffre : « Le président a tiré clairement les enseignements des élections municipales. » M. Claude Estier voit les choses autrement : M. Giscard d'Estaing, dit-il, « entend faire savoir clairement à M. Chirac, quelques heures avant le vote, que c'est lui qui dirige les affaires de l'Etat ». Les jeunes gaullistes de l'U.J.P. soulignent : « Il vient très clairement de désigner les responsables (3). »

Obscures clartés de la clarification !

UN DEPIE

LEUR MON

## Au fil de la semaine

CHACUN jour, d'un œil distrait, nous lisons, ou entendons, ici ou là une phrase, une formule, un mot qui devraient nous faire bondir, nous ébahir, ou moins nous étonner. Et puis tout va si vite, tout le monde parle si fort, que nous tournons la page, pris par nos soucis ou nos plaisirs.

La poussée de la gauche. « Dans nombre de villes conquises par les sociaux-communistes, on pouvait assister dimanche soir à cet affligeant spectacle : des hordes de militants plus ou moins hirsutes défilant sur les mairies conquises, vociférant les bons vieux slogans antiburgeois et chantant « l'Internationale » à tue-tête. » Comme aux plus beaux jours de 1968, on sautonnait dans les couloirs pour fêter « la mise à mort de la réaction » tandis que les artistes de service commençaient à discuter de la façon dont on pourrait décorer comme il se doit l'hôtel de ville, redevenu « la maison du peuple » (1).

Essayons d'imaginer le négatif de cette étonnante photographie : « Dans les quelques rares villes conquises par les gaulligiscardiens, on pouvait assister dimanche soir à cet affligeant spectacle : des hordes de militants, cheveux ros et ravalant les mécaniques, défilaient sur les mairies sauvées, vociférant les bons vieux slogans antimarxistes et chantant « la Marche lorraine » à tue-tête. »

Comme aux plus beaux jours de 1958, le champagne coulait à flot pour fêter « la mise à mort du socialisme » tandis que les gros bras de service commençaient à discuter de la façon dont on pourrait organiser la garde de l'hôtel de ville, resté « la maison des notables ». »

La Bourse malade de la politique. Cela donne : « Le marché exprime son inquiétude, une inquiétude accentuée par l'insouciance des dirigeants de la gauche qui n'ont pas su ou pas voulu se mettre d'accord pour expliquer les modalités des nationalisations qu'ils préconisent... (2). »

Là aussi, retournons les cartes : « Le marché exprime son inquiétude, une inquiétude accentuée par l'incompétence des dirigeants de la majorité qui n'ont pas su ou pas voulu se mettre d'accord pour expliquer les modalités de la lutte contre l'inflation, le chômage et la stagnation engendrée par leur politique. »

La fortune d'un mot. Le président de la République, s'adressant solennellement au pays le 28 mars au soir, déclare : « La majorité définitivement son organisation. »

Le lendemain 29, M. Claude Labbé promet devant les élus gaullistes réunis aux Baux que « le Rassemblement va définir un programme clair. »

Commentant l'allocation présidentielle, M. Dominati estime que M. Giscard d'Estaing « a indiqué clairement la voie à suivre ». M. Dominique Bussière, au nom des jeunes giscardiens, réchiffre : « Le président a tiré clairement les enseignements des élections municipales. » M. Claude Estier voit les choses autrement : M. Giscard d'Estaing, dit-il, « entend faire savoir clairement à M. Chirac, quelques heures avant le vote, que c'est lui qui dirige les affaires de l'Etat ». Les jeunes gaullistes de l'U.J.P. soulignent : « Il vient très clairement de désigner les responsables (3). »

Obscures clartés de la clarification !

## LECTURES

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Les cobayes de la télévision. Plusieurs centaines de téléspectateurs américains sont payés pour regarder les enregistrements des émissions de télévision qui vont être diffusées. Des électrodes sont placées sur leurs mains afin de détecter leurs émotions. Le système est identique à celui des détecteurs de mensonge. Quand le cobaye est calme, ses poumons restent sèches, mais quand il éprouve une émotion, que ce soit la peur, la fureur, la culpabilité ou une excitation sexuelle, les glandes sudoripares se mettent à sécréter, réduisant la conductibilité des champs électriques.

A la suite de ces tests, deux douzaines de présentateurs et d'annonceurs de la télévision ont été licenciés à Los Angeles, leur crédibilité et leur potentiel de sympathie ayant été jugés de nature à faire baisser l'indice d'écoute (4).

« Vivre au rythme de l'espace » : c'est le titre d'une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites d'un quotidien (5). « Connaissance de soi », « méditation de sa vie relationnelle affective et sexuelle », « séances d'évolution personnelle de thérapie où l'on travaille sur le rêve tout en ayant les pieds par terre », « conseiller psychiste », psychodrames, dynamique de groupe, rêve éveillé... Les activités offertes sont nombreuses.

Mais ce n'est pas tout, l'imagination est au pouvoir : « Groupe scientifique qui cherche à comprendre à besoin des témoignages de toute personne ayant vécu des phénomènes tels que « rêves prémoniteurs, dédoublement, voyance, télépathie, etc. » Ou bien : « Cours pratique et concert en direct, parapsychologie, musique libératrice, médecine parallèle, magie, pratique yogachariste le plus efficace, par ATAM le plus ancien macrobiotique de l'Europe. » Pour 10 francs d'entrée, ce n'est pas cher. Et encore : « Voudrais créer communauté chrétienne et hathayogique dans la nature, ayant esprit ouvert à tout sauf au mal. »

Dans la colonne voisine du même journal, la rubrique « Chéri je t'aime » offre des recettes d'équilibre moins subtiles. Direct : « Beau mec, vingt-sept ans, cherche belle nana... » Tout est politique : « Très jeune quadragénaire, type latin et accent provençal très marqué, 1,76 mètre, 79 kg, sexuellement surdoué, mais quand même très fleur bleue... cherche dans la région d'Avignon jeune femme ou jeune fille sensuelle à répétition, sensible, indulgente, facile à vivre et le cœur à gauche. »

Encore n'ose-t-on reproduire ici quelques annonces où sont détaillées, double décimètre en main, des particularités anatomiques bien précises ou étalés complaisamment en termes crus des désirs peu avouables.

La grande misère des retraités. Une petite annonce encore (6). « Ancien diplomate vend habit et jaquette, grande taille, jamais portés, 1 500 francs. »

- (1) Le Nouveau Journal du 22 mars.
- (2) Le Figaro daté 26-27 mars.
- (3) Toutes ces citations sont extraites du Monde du 30 mars.
- (4) Rapporté par le Quotidien de Paris.
- (5) Dans Libération daté 26-27 mars.
- (6) Dans le Figaro.



Copyright Le Monde et Jean Effel.

## FACE A FACE

### Le cadre et les deux ravaleurs

Le cadre, en manches de chemise dans son bureau surchauffé, observe derrière sa fenêtre, là dehors, à moins de vingt centimètres, un Noir et un Africain du Nord occupés au ravalement de l'immeuble, qui grattent la pierre en cadence. Le Noir porte une cagoule de laine rouge qui lui donne vaguement l'air d'un bourreau et l'autre une casquette de cuir à oreillettes enfoncées jusqu'aux yeux. Ils sont debout côte à côte sur une planche de bois plutôt mince et, pour tenir l'équilibre, ils s'accrochent d'une main nue aux barres de fer de l'échafaudage qui grimpe jusqu'au toit. Au huitième étage, le vent, le sacré vent du Nord les enveloppe de partout et la fumée leur sort de la bouche à chaque respiration.

Le cadre est plutôt mal à l'aise dans son fauteuil noir à apais-tête. Il pense à la revalorisation du travail manuel. Quelle revalorisation, vraiment, pour ces deux-là venus de si loin (et de si chaud) pour gratter à longueur d'heure la pierre gelée, fatiguée, encrassée et morte des immeubles parisiens ?

Mais ils ouvrent le transistor qu'ils ont posé entre leurs bottes, sur la planche. Ils l'ouvrent en grand, sans doute parce que le vent des hauteurs leur souffle déjà assez fort aux oreilles et aussi, bien sûr, pour s'en aller ailleurs, si c'est possible. Alors, pendant quatre heures, à travers le carreau, le cadre va avoir R.T.L. dans son bureau. Il entendra Méné Grégoire comme si elle était sur ses genoux, Jacques Paoli et ses correspondants et puis Michel Drucker en promenade. Et tous les messages de la « pub ». Il sera vingt fois sur le point d'aller ouvrir la fenêtre et de crier : « Moin fort ! Je travaille ». Et il pensera simplement : « Voilà, c'est leur revanche, même s'ils ne le savent pas », et plus tard : « Finalement, la chance de la vie, la première (et la seule ?) c'est celle de la naissance. D'un côté de la vitre et de l'autre, à peu d'exceptions près ».

Il ne sera délivré qu'à la nuit tombante, lorsque les deux ravaleurs descendront enfin de l'échafaudage, barre de fer après barre de fer, lentement et lourdement, emportant avec eux leur journée de labeur et la voix de Sheila qui diminue le long du mur.

OLIVIER RENAUDIN.

## DRAME

### La jeune fille et le vieux monsieur

UN Jean bleu. Un pull vert et beige. Un blouson de plastique couleur saumon. Rien d'autre pour la signaler. Rien, paraît-il, une « errante » assez mal identifiable. Une seule chose sûre : elle avait vingt ans.

Quand elle est venue, après un minuit, avec son ami (qu'il faut bien appeler son complice) pour cambrioler le beau magasin de Sablons, dans l'hôtel, qui dormait tous deux étendus dans la rue déserte, et qu'elle a commencé à tracturer la porte vitrée, le vieux monsieur qui habite en face s'est mis à la fenêtre avec son fusil de chasse. Il a choisi deux cartouches, il a bien visé, il a tiré et il a atteint la jeune fille en pleine tête.

Il avait des excuses. Il était malade, il était cardiaque, il ne pouvait pas dormir, il en avait assez d'être volé : cela était arrivé neuf fois en dix ans. Il était propriétaire du magasin, que son fils gère. Et ce magasin vendait des objets électroménagers qui sont, comme chacun sait, le symbole visible de ce qu'il y a de plus sacré et de plus inouchable dans la vie moderne.

Donc il a fait feu. Il avait soixante-trois ans. Mais l'œil et la main encore prompts. Les gendarmes sont venus et n'ont pu que découvrir le cadavre de la jeune fille sur la trottoir. Avec le pull, le Jean, le blouson saumon.

Je m'excuse auprès du lecteur si le titre de ce petit article a pu lui faire croire à une histoire sordide, piquante, ou si ne sais quoi. Navré de l'avoir déçu.

RAYMOND JEAN.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE WALL STREET JOURNAL

Milliardaire en quarante-huit mois

Peut-on devenir milliardaire (en dollars) en deux ans ? Oui, annonce le très sérieux WALL STREET JOURNAL sur une pleine page publicitaire.

L'annonceur du quotidien financier américain assure : « Les milliardaires ne sont pas cent fois plus malins que vous. Ils connaissent seulement la formule qui permet de faire fortune. »

Cette formule qui « éveille le génie financier qui sommeille en vous » comporte quelques recettes simples. Par exemple : « commencer à constituer votre capital avec 100 dollars (500 F) ; acheter sans payer comptant ; gagner 10 000 dollars (50 000 F) au minimum chaque fois que vous achetez quelque chose (sans toucher à votre capital) ; éviter (légalement) de payer des impôts ; acheter à la moitié du prix du marché, etc. ».

La route de ce « libre financier » passe par un chèque de 12 dollars (60 francs) à envoyer à un certain M. Haroldsen, qui est lui-même devenu « milliardaire en quarante-huit mois ».

The New York Times

Passes, nous ferons le reste...

« Voilà le fin de fin dans une société centrée sur l'automobile, rapporte le NEW YORK TIMES : une « fenêtre » de 2 mètres de long sur 1,50 mètre de haut dans le mur blanc et or d'un « funeral home » — ces maisons mortuaires américaines où on peut faire embaumer luxueusement son « cher disparu ».

En passant lentement devant la fenêtre, les automobilistes qui veulent rendre un dernier hommage au mort peuvent apercevoir le corps dans le cercueil ouvert, surmonté d'une croix cercelée de néon bleu. En se penchant légèrement, le conducteur peut signer le registre des condoléances sans descendre de voiture. »

Daily Mail

Les cancrs de Birmingham

« Chaque année, à Birmingham, de soixante à soixante-dix élèves âgés de quatorze à seize ans se retrouvent en classe pour évaluer le nombre de futures mères augmentant chaque année dans leurs cours, a porté sur une population scolaire d'environ cent mille personnes.

Cette enquête, réclamée par les enseignants qui se demandent pourquoi le nombre des futures mères augmentait chaque année dans leurs cours, a porté sur une population scolaire d'environ cent mille personnes.

Selon M. Sydney Dawes, président de la commission d'enquête, certaines de ces élèves ne veulent simplement pas apprendre quel que ce soit à l'école. Nous en avons trouvé qui n'étaient devenues enceintes que pour éviter cette corvée. C'est effrayant ! Il ne s'agit pas de pauvres petites innocentes, mais souvent d'élèves difficiles qui se sont mises délibérément dans cette situation (...). On se demande vraiment ce qu'elles font ensuite de leur enfant. Quelques-unes le gardent, d'autres le font adopter. »

Frankfurter Allgemeine

La pluie, la pluie !

« L'entraîneur de l'équipe de football de Port-au-Prince, Josef Piontek, qui habitait Brême, n'a guère de problèmes de communication avec ses joueurs : il parle le créole », rapporte la FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG.

Mais, selon le quotidien allemand, « ce que Piontek a fait de mieux pour son équipe, c'est de faire oublier aux Haïtiens l'horreur qu'ils avaient de la pluie. A ses débuts, il est arrivé plusieurs fois à l'entraîneur d'entendre son équipe s'exclamer : « La pluie, la pluie », et de se retrouver seul devant un stade de vingt mille personnes tandis que l'averse passait.

Il a fallu les convaincre un à un, raconte Piontek, très fier de ce haut fait. »

ERRATUM. — Dans l'extrait de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, publié sous le titre « Cordons sans Franco » (le Monde daté 3-4 avril), il fallait lire : « Le sculpteur réclamait 10 millions de pesetas (722 000 francs). »

EL MOUDJAHID

Profession : témoin

Le quotidien algérien EL MOUDJAHID publie cette lettre de lecteur indigné :

« A propos de la bureaucratie, je me permets de vous citer le cas qui m'a le plus touché : il s'agit de l'attestation de non-emploi « légalisée » à la mairie avec deux témoins : il s'agit d'un homme marié à la mairie avec deux témoins, sans liens familiaux avec l'intéressé. Cette attestation a été demandée à ma femme cela fait plus d'un an, mais elle ne l'a pas obtenue. C'est que ma femme ne travaille pas. Elle ne sort jamais et ne fréquente pas les voisins. Alors où trouver ces deux témoins ? Comment peuvent-ils témoigner que ma femme ne travaille pas puisqu'ils ne la connaissent pas ? Ma déclaration sur l'honneur n'est pas valable, parce que je suis l'époux.

Mais je peux vous dire que des témoins, pourvu qu'on leur donne leur « pourboire », signent n'importe quoi. D'ailleurs c'est leur profession. Vous les trouverez à la mairie. Je peux vous citer l'exemple d'un agent qui, pour obtenir une attestation de sortie par le village, s'est fait une attestation de non-emploi signée par deux témoins qui ne sont autres que ses collègues de travail ! »

Lettre de Beni-Abbès  
Nationalisme et socialisme au cœur du Sahara



La route plonge tout droit vers le sud, sur un plateau désolé que l'on croirait inhabité sans l'apparition d'un chameau agité. Monotonie désespérante qui s'accroît au fil des kilomètres, des 250 kilomètres parcourus depuis Béchar, dernière cité avant l'immensité, lorsque surgit un panneau touristique un peu vieilliot : « Visitez Beni-Abbès — son zoo et son musée — 15 kilomètres. »

Quelques villages isolés nous entraînent sur un promontoire, et c'est l'émoussement. Surgissent du néant, dans un immense gîte, le blanc, le vert et l'ocre frappent l'œil sans transition. Tout est beau, tout semble pur. L'oued Saoura a creusé la stérile hamada (1) d'un profond canyon qui, à défaut d'eau, laisse flâner dans son lit de petites dunes blanches proménées par les vents. Au pied de la barrière, des majestueuses montagnes de sable orangé.

Puis le vert apparaît, éblouissant, de la palmeraie. Elle ne semble pas souffrir du bayoud (2), qui dégarait les palmiers. C'est la forme d'un scorpion géant et en son sein, tel l'abdomen, un vieux ksar de terre brune. Il est vide aujourd'hui et cela depuis 1959, après l'expulsion de ses habitants réinstallés au pied de la grande dune et du fort, bien sûr ! Des fidèles nostalgiques entretiennent la mosquée, enfouie sous les décombres. Et l'on y dort pendant l'été. Toutes blanches sur la falaise, de grandes bâtisses attirent l'œil vers la ville qui est là, discrète comme une ombre, tant le « toub » des gourbis (4) se fonde dans la couleur des roches.

« Tu viens visiter ma maison. » Le ton du petit garçon qui nous aborde sans complexe, l'œil malicieux et les mains dans les poches, est si simple et dénué d'arrière-pensées qu'on ne saurait lui résister. Le soleil franchi, il nous conduit dans la traditionnelle salle d'accueil des

Sahariens : un grand tapis aux couleurs vives, une table basse entourée de petits coussins et tout au fond deux grands buffets encombrés de bijoux et de cuivres, que les regards oublient depuis la récente invasion de la télévision. Assis à même le sol, un long silence nous entoure, comme pour laisser à l'énergie le temps de s'apaiser et aux yeux éblouis de s'accoutumer à l'obscurité. Un visage de femme, le premier depuis notre arrivée dans la cité. Un regard vil, sans questions indiscrètes, et bientôt le thé sera servi.

Entre le père, visage noir aux cheveux grisonnants. Un sourire l'illumine : « Je suis sûr que c'est Mahmoud qui vous a conduits ici ! Mahmoud (5) ! » Descendant probable de ces esclaves que les nomades allaient enlever au Soudan (6) pour cultiver les jardins, Hadj Ibrahim affirme qu'il est « connu dans tout le Sud ». Né à Timimoun, il vécut successivement à Tamanrasset, Béchar et Adrar avant de venir s'installer à Beni-Abbès. Mécanicien, il est devenu routier avec le développement des transports, puis chauffeur du commandant pendant les jours sombres, chauffeur du wali (7) à la libération, enfin moniteur d'auto-école avec la naissance des classes moyennes.

Témoin de l'accélération de l'histoire au pays de l'indigence, il nous raconte les temps torrides de sa vie, par bribes. Ce qu'il a connu de plus pénible, il le tira très longtemps. Arrestation, torture. Bien placé pour explorer, il s'est fait prendre pour collecteur de fonds destinés au maquis. Un frisson dans la dose, l'auditeur français est mal à l'aise mais fier de la confiance gagnée. Notre hôte s'empresse d'ailleurs de le rassurer : « Cette guerre était folle : je travaillais pour l'armée française et collaborais avec l'Armée nationale populaire, mais c'est un compatriote qui m'a dénoncé et le commandant de la base qui m'a sauvé. »

Francophile sans rancune et Algérien sans ambiguës : pas de contradiction, c'est le passé. Alors cette guerre larvée avec le Maroc qui préoccupe tous les esprits : « Si Hassan II ose violer nos frontières, je serai au front le premier. Et pourtant ma femme est marocaine. » Prêt à combattre pour les Sahraouis ? « Là, c'est différent. Je suis soldat de leur cause, mais c'est à eux de se battre. Une patrie, ça se mérite. »

De nationalisme, glissons au socialisme : est-elle positive l'action de Boumediène pour ce petit possesseur qui reconnaît sa relative aisance avec ses douze enfants ? « Le

président est un homme très fort, irrationnel même, mais ses collaborateurs ne sont pas à sa hauteur. » Et le vote, un seul candidat, 98 % des voix, est-ce bien démocratique ? « Justement, les électeurs ont voulu donner le pouvoir réel, tout le pouvoir à un homme. A lui de prendre ses responsabilités. Maintenant, il n'a plus d'alternance. »

Dans le feu de la conversation s'échappe alors la dénonciation longtemps contenue d'abus multiples : corruption et incompétence de l'administration, inaction des responsables du parti, laisser-aller généralisé.

Propos interrompus par la télévision qui présente l'inauguration d'un village socialiste. « Ça ou moins, c'est vraiment une réussite ! » conclut le père, captivé par l'émission.

Un fumet délicat inonde la pièce annonçant le couscous patiné au beurre arabe dans un grand plat de bols. Tout homme présent est invité de fait. Gaston arrive, c'est le dernier convive. Professeur au C.E.S., il est un des derniers Français de la ville. Au fil des ans, tous ses compagnons s'en sont allés. Le chercheur du C.N.R.S. a dû mettre fin à ses recherches sur l'énergie solaire ; le docteur Karta va être remplacé par un jeune diplômé de l'université d'Oran. Il doit rejoindre un poste en Kabylie à la suite de la mutation de tout le personnel étranger de la santé publique, jugé indésirable dans la zone saharienne. Exception faite des rapatriés qui perpétueront la Fraternité de Charles de Foucauld. Trois frères et une dizaine de sœurs poursuivent l'œuvre de l'ermite qui séjourna ici de 1901 à 1905 avant d'aller s'établir dans le Hoggar.

Gaston vit à Beni-Abbès depuis dix ans. Né en Algérie, il n'a pas voulu suivre ses parents en France lors de l'indépendance. Qu'est-ce donc qui le retient ici ? La sympathie des contacts, la présence du soleil certes, mais aussi quelque

chose d'insaisissable qui touche profondément la majorité des expatriés en Algérie : la banalité immédiate de la considération. Faut-il ou grand, homme ou femme, chevaux, long ou court, qu'importe. Il ne s'agit pas seulement du gentil « bonjour chef ! » pourtant bien significatif. Mais d'une sorte de déférence généralisée, parfois intéressée, le plus souvent spontanée, qui permet de se sentir grandi.

Gaston n'a pas dépassé le brevet de la classe de troisième. Il est pourtant « monsieur le professeur ». Pour éviter un désagréable départ, il a demandé la nationalité algérienne. Il attend depuis six ans, terriblement inquiet chaque année au moment des renouvellements de contrat. Le temps passe à la recherche de fossiles, de bifaces néolithiques et de jolies meules polies des premiers artisans de la région.

Les vestiges d'un passé peu connu donnent au site une étoffe historique. Les races se sont mêlées en un style de vie uniforme mais les différences ne sont pas éliminées. Des liens ténus soudent cette communauté heureuse, mais la racine reste latente. Les chrétiens sont aimés, ils ne font pas d'adeptes ; leur maison communautaire, qui se distingue par son humble croix de bois, est un centre d'accueil pour tous, mais la voix du muezzin est plus forte et guide la vie de la cité. Les antennes de télévision poussent des bâties de terre. Et le potier arabe pétrir des amphores sans âge à l'endroit même où les autorités envisagent d'édifier une usine de mise en bouteilles de l'eau minérale.

YVES JORAND.

- (1) Hamada : plateau caillouteux.
- (2) Bayoud : maladie des palmiers.
- (3) Ksar : village fortifié.
- (4) Toub : terre sèche ; gourbi : habitation en terre.
- (5) Hamdullah : gîte à Beni-Abbès.
- (6) Soudan : actuel Mali.
- (7) Wali : préfet.

HAUTE-VOLTA

« Maintenant, ils veulent aller en avion »

Un jeune Africain, qui travaille avec les équipes de l'Unesco à la Haute-Volta, interroge ses compatriotes. Voici ce que lui a répondu un paysan :

« Notre village fait partie de la région de Yatou. Nous n'avons pas d'autre activité que l'agriculture. C'est dur, car il ne pleut plus comme autrefois. Avant, quand on vivait avec nos parents, on les voyait cultiver, ils arrivaient à payer leurs impôts, s'amuser, faire des fêtes (festivités en l'honneur des morts), et tout ce qu'il faut. Mais maintenant la vie a changé, car les pluies ne suffisent plus. Dans notre travail, tu peux faire un grand champ. Il pleut, tu cultives et tu es content de voir les tiges et les feuilles vertes du mil. A l'approche de la récolte, la pluie s'arrête brusquement, et le mil se gâte. »

« Moi, je cultive dans le champ de mon ancêtre. Les terres sont des problèmes, car il y a des gens qui ne sont pas du village et qui viennent s'installer. On leur donne un morceau de terrain pour y construire leur concession. S'ils veulent cultiver, ils doivent voir le chef de terre auquel tout appartient. »

« Et lui demandant un champ pour nourrir leur famille. Alors, le chef, qui connaît les paysans dont les ancêtres avaient beaucoup de terres, va les voir et leur dit qu'un étranger désire un champ. Comme nous acceptons tout le monde, on ne sait pas refuser si c'est demandé de cette façon. »

« Il y a parfois des gens qui sont empêchés de travailler. Par exemple, quelqu'un tombe malade, n'arrive plus à semer et à cultiver son propre champ, pas de mil. Comment fera-t-il pour se nourrir à la saison sèche ? Alors, il ira voir un paysan qui a une charrette, lui expliquera, et ils s'entendront. Comme nous les paysans nous nous aidons et nous aidons les autres, nous avons pitié les uns des autres, et le propriétaire de la charrette acceptera de venir cultiver le champ de l'autre. A la récolte, il lui en laissera la moitié, et l'autre moitié servira à payer le service rendu. »

« Tu vois le bas-fond, là-bas, nous pouvons dire que Dieu a aidé notre village, nous cultivons des choux, des carottes, et même de l'aubergine. Des pommes de

terre, des tomates. Cela nous aide à payer les impôts. »

« La montée des prix nous fait beaucoup souffrir. Dans le temps, avec 10 francs, on pouvait avoir à manger. Maintenant, 25 francs, ça ne suffit plus à un gosse de deux ans, encore moins à un adulte. Ce sont les gens qui ont fait cette situation, mais pas le monde. Car le monde appartient aux hommes. On dit que la montée des prix vient du manque de pétrole, alors qu'avant il n'y avait pas de pétrole et qu'on vivait bien. Maintenant, ils veulent aller en avion, en voiture, c'est ça qui donne tous ces problèmes. »

« En saison sèche, les maladies sont nombreuses, mais nous avons surtout peur de la rougeole. Quand la rougeole apparaît, elle tue beaucoup d'enfants, et comme il n'y a pas de dispensaire ici, on ne peut pas lutter contre elle. »

« Une école rurale a été installée ici. Mais aujourd'hui, nous trouvons que l'école rurale gêne nos enfants. On les recrute tous les trois ans à l'âge de quinze ans. Un enfant de quinze ans peut bien aider son père et s'occuper de lui, afin qu'un jour il puisse l'aider. Mais, si on les met à l'école rurale, après trois ans, ils disent qu'ils ne veulent plus rester avec nous, parce qu'ils sont habitués aux promenades inutilisées. Alors, ils s'enfuient vers les grandes villes pour chercher du travail. Je suis vieux, la bonne vie, c'est d'avoir une voiture et de se promener. Chez nous, ce n'est pas ça. Parce que nous ne pouvons pas faire comme eux. Mais on n'aime pas tellement les grandes villes parce que les enfants n'écourent pas les conseils des parents. Parce que nous, les vieux, on écoute les conseils des plus âgés, on les respecte aussi, à plus forte raison entre père et fils. Alors, on pense que notre vie est meilleure que celle de la grande ville. Moi, je vis comme mes parents. Je suis leurs amis, et nous nous aidons. Je suis content. Mes ancêtres aussi ont vécu et sont morts ainsi, et n'ont pas eu de déception. Alors moi, je pense que si je vis comme ils ont vécu, rien de mauvais ne m'arrivera, et je suis fier de cette vie-là. »

(1) On a pu entendre d'autres extraits de cet entretien dans l'émission « Tribune libre » du 4 avril, sur FR 3, à 19 h 40.

AUJOURD'HUI

RECHER. FAVO. LA MUSIQUE

LE THÈME DE L'OISEAU

« L'oiseau est un thème très ancien, très présent dans la culture humaine. On le trouve dans la littérature, la musique, la peinture. C'est un symbole de liberté, de légèreté, de beauté. Dans la musique, l'oiseau est souvent représenté par des mélodies aériennes, des notes qui semblent voler. C'est un thème qui a inspiré de nombreux compositeurs, de la musique classique à la musique contemporaine. »

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

LE PRIX FUTURA

Tout, sauf les centrales nucléaires. Le prix Futura récompense les œuvres qui abordent les thèmes de l'écologie, de l'environnement, de la paix. Cette année, le prix a été attribué à une œuvre qui traite de la protection de la nature et de la lutte contre le réchauffement climatique. Les jurés ont été impressionnés par la qualité de l'écriture et la pertinence du sujet.

مكتبة من الأصل



RADIO-TELEVISION

Le Sahara

Le Sahara... (Text continues vertically on the left margin)

MICHEL FANO, LA MUSIQUE ET L'IMAGE

LE THÈME DE L'OISEAU, COMME DANS MAHLER...

La croisée — c'est rarissime du sonore et du visuel, du musical et du cinématographique, un nom apparaît simultanément cette semaine — ce n'est pas si fréquent non plus — à l'affiche d'un film et au générique d'une émission de télévision : au Michel Fano, musicien (on n'a pas oublié son introduction au Wozzeck d'Alban Berg écrite en collaboration avec Pierre-Jean Joue), au Michel Fano, compositeur (la musique du film La Griffe et la Dent, fondée sur le rapport des substances d'images et des substances de son, vient de lui valoir le « déibel d'or ») s'associe donc Michel Fano, réalisateur... d'une émission musicale.

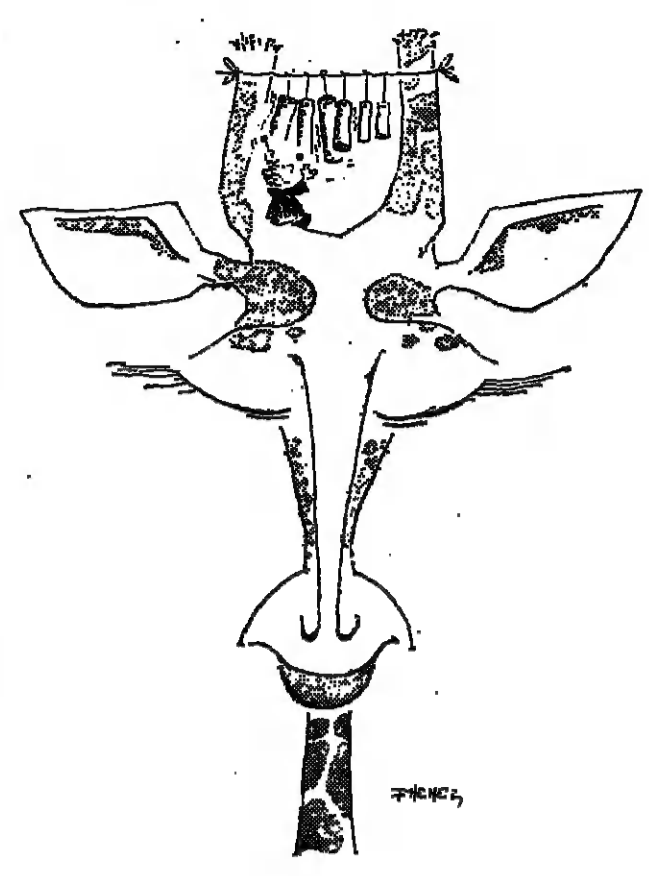
Pierre Boulez répète, en privé et en public, ses propres *Scènes*. Mais l'observateur musicien ne manquera pas non plus d'écouter, au-delà des paroles tenues par Boulez « à l'image » — elles ne manquent pas d'intérêt — le discours fourni en contrepoint par l'image et par le montage. La forme comme sous-titrage du contenu : Michel Fano, qui dresse ici ce qu'il appelle le « bilan de ses circulations », s'explique, au passage, sur cette exigence.

Trois temps et deux espaces

« Nous avons filmé pendant deux jours à Lyon-Villeurbanne (ou l'exécution d'Eclats par l'Ensemble Intercontemporain était précédée d'une répétition-confrontation de Boulez) et une journée à l'Espace Malmoussin de Rueil, au moment du défilage de la partition. Nous disposons de trois temps et de deux espaces. Nous nous trouvons devant du vrai travail (la répétition), devant du faux travail mis en représentation (la conférence) et devant un vrai concert : trois étapes de la conscience de l'œuvre par rapport aux instrumentistes ; trois étapes de la conscience que le télé-spectateur peut prendre de l'œuvre ; trois étapes de cette œuvre, que l'on peut réentendre et se faire éprouver de façon différente.

« Cette intervention de la mémoire devait permettre une perception nouvelle des œuvres contemporaines, qui ne mette plus l'accent, comme au temps de la critique romantique, sur les intentions supposées du compositeur, mais sur son désir physique du son. Si l'émission sur Boulez ressemble un peu à une démonstration, c'est qu'Eclats est une œuvre de démonstration, le lieu où une double activité de compositeur et de chef d'orchestre trouve son faisceau de convergences. Il faut beaucoup de films comme ça pour des œuvres comme ça.

« Traditionnellement, les émissions musicales s'attachent à respecter l'œuvre, dans une exécution intégrale. Ici, le télé-spectateur n'entend que des fragments. Parce qu'il s'agit d'un film, d'une réflexion sur le fonctionnement d'une partition qui se fonctionne que si le film fonctionne. Les gros plans sur la harpiste constituent, par exemple, des images prémonitrices : les cordes de l'in-



(Dessin de CHENEZ)

Berg, le premier

« Le son est la durée du film. Combien de fois j'ai vu des séquences longues, trop longues, changer de dimension par la musique. Même si ça les rallonge, la durée subjective change, c'est capital. Oui, tout, pour moi, est parti de Wozzeck : Berg, le premier, s'est interrogé sur le rapport du son et du sens. Wagner, avant lui, avait inventé le leitmotiv. Mais Berg a fait de ce code symbolique une utilisation réellement moderne — cinématographique — au point, par exemple, de rendre simultanée la succession de deux images. Moi, peut-être, avant la fin de ma vie...

« Une musique comme celle de la Griffe et la Dent représenterait sept mois environ de véritable création, sans compter le rangement des objets sonores et leur mise en fiches. Le travail s'effectue à la table de montage : la fabrication de la substance sonore est toujours synchronisée avec l'organisation de la bande-son. D'où — c'est moins coûteux — l'emploi du synthétiseur commandé par ordinateur.

« Mais ce chat vient aussi...

d'une inquiétude. Je me suis aperçu qu'entre certaines images significatives — un poisson, par exemple, aux formes abstraites — et certains sons électro-acoustiques se produisaient par moments une résonance particulière. Tout à coup, « ça passe » sans explication. Le plaisir naît. Comme s'il s'opérait une relation de congruence entre une énergie visuelle et une énergie sonore.

« On sait, médicalement, ce qu'une tache sur un écran provoque dans le cerveau. Mais on ignore les effets d'un son sur l'oreille. Il existe peut-être, de l'un à l'autre, une relation d'ordre substantiel, et non plus sémantique, ni référentiel. J'ai donc choisi le synthétiseur parce qu'il me permet de penser la musique et, éventuellement, de la quantifier, en termes d'énergie pure, comme une distribution d'énergie dans le temps.

« Je voudrais parvenir à réaliser des configurations sonores qui...

ne soient plus que des « thèmes d'énergie ». Musicalement, l'instrument électronique est très favorable, et j'ai un projet de recherche en collaboration avec le département de Jean-Claude Risset à l'IRCAM. Pour l'image, c'est autre chose. L'image traditionnelle, figurative, a encore beaucoup à dire. D'autant que les formes et les couleurs, même si elles sont réalisées par un synthétiseur, ne sont jamais abstraites. Le spectateur y projette du sens : autant jouer avec un sens que l'on contrôle.

Voilà cinquante ans que le cinéma sonore existe, et on ne sait toujours pas ce qu'on fait. Moi, maintenant, j'ai envie de savoir comment et pourquoi je mets tel son avec telle image. Tant que cette question n'aura pas été résolue, je continuerai à travailler.

Propos recueillis par ANNE REY.

★ Jeudi 14 avril, TF 1, 22 h. 30.

Ce que le mot chef veut dire

La première chaîne diffuse, en effet, le jeudi 14 avril, à une heure beaucoup trop tardive (22 h 35) une leçon de musique — c'est le nom de la série de l'INA, produite par Mildred Clary, — qui ne se réduit pas, pour une fois, à l'information qu'elle dispense. Le profane y discernera sans doute ce que le mot « chef » veut dire lorsqu'une voix et des mains dictent à d'autres mains la mise en place d'une partition semi-àlatoire, lorsque

LE PRIX FUTURA  
Tout, sauf les centrales nucléaires

NOTRE avenir, sujet imposé par le prix Futura décerné tous les deux ans à Berlin-Ouest, l'événement de l'humanité, on l'a vu se dessiner à l'écran de 8 heures du matin à 7 heures du soir, six jours durant, dans toutes les langues et sous toutes les latitudes. On a vu, en effet, H.L.M. à Singapour, on a vu intéressé à la cueillette des fruits en Yougoslavie, à l'agriculture sans engrais chimique aux Pays-Bas, à la lutte contre l'exode rural en Iran, au progrès de l'enseignement au Nigeria, à la construction de canaux en Chine et de crèches en Bulgarie...

Enfin, on a parlé de tout sauf des centrales nucléaires, dont l'apparition donne pourtant lieu ici ou là et particulièrement outre-Rhin à d'importantes manifestations d'hostilité. Si, soyons justes, Peter Watkins a réalisé sur ce thème un film d'anticipation, d'une relative nouveauté, de seize-vingt minutes à l'intention des Suédois, ces Suédois qui ont élu un Parlement moins favorable que le précédent — du moins l'espèrent-ils — à cette inquiétante source d'énergie. Les Russes, eux, n'y sont pas hostiles, et en juger par leur prestation, un hymne au soleil et aux usines thermonucléaires, d'un optimisme très officiel.

A part cela, rien. Pas un mot. Il semble qu'au lieu d'éclairer l'opinion, de l'informer et de se pencher sur son sort, à prendre en main sa destinée, les dirigeants se soient contentés d'une décision pourtant lourde de conséquences. Renoncement pris auprès des invités, des participants, ni chez eux ni chez nous, nulle part on n'a véritablement ouvert et suivi ce dossier à l'écran, sinon en catastrophe, obligé et contraint par la violence des réactions du public soudain mis devant le fait accompli.

Et quand bien même aurait-on évoqué le problème à l'occasion d'une « table ronde » ou à l'heure des informations, n'est-ce pas sous forme d'enquête, de documentaire ou, mieux encore, de dramatique qu'il conviendrait de nous le présenter ? Watkins en a administré la preuve, éclatante, avec son histoire de directeur d'une installation de retraitement des résidus radioactifs, obligé de vivre par mesure de sécurité dans un bunker à 30 mètres sous terre, qui attend en regardant la télé, entouré de ses proches et de ses collaborateurs, que sonne, le 31 décembre 1999, l'heure du réveil. Avec rétrospectives à la télévision et même à la télévision écoutée. On imagine ce que cela peut donner et la force de frappe d'une émission de ce genre.

On a assisté, à ce propos, à une expérience révélatrice organisée par la deuxième chaîne allemande. Deux familles amies, deux

familles d'ouvriers, ont accepté de vivre pendant quatre semaines sans télévision. Ils travaillent ou de jour ou de nuit dans une fabrique de cigarettiers. Il fallait voir leurs têtes au bout de quinze jours de privation ! L'une des femmes en pleurait littéralement.

Enfin, insistait le reporter — apparemment ennemi des masses — c'est l'occasion où jamais de se parler, de communiquer. Et eux « de s'engueuler, ou l'un, de se chamailler pour des détails sans intérêt, de trouver insupportable une vie ainsi amputée de son prolongement, de son ouverture sur l'univers. Quand, à l'atelier, les copains évoquaient devant eux le film ou l'émission vendue de la veille, ils en étaient malades de regret. On les comprend. Il faut avoir vraiment beaucoup de conversation pour rivaliser avec Renoir, Fellini, Malmoussin. Le président Carter ou n'importe quel document sur n'importe quel sujet général ou particulier mais élargi, élevé aux dimensions de la collectivité des hommes.

Au premier plan de leurs préoccupations — les récompenses accordées à la Grande-Bretagne et à la France en témoignent — ce que nous réservait l'avenir dans le domaine de la télévision. Il en est une autre auquel le monde occidental — un monde vieillissant, grisonnant — paraît de plus en plus sensible à en juger par le nombre d'entrées qui lui étaient consacrées, c'est celle du troisième âge, du « tiers âge », comme l'appellent les auteurs d'un autre dossier, relatif au thème de l'exploitation, de la « coopération » des « seniors » dans un faux Eldorado en Suisse. Et puis, bien sûr, la question, toujours aussi grave, des handicapés et de leur réinsertion dans la société.

A noter la formidable tabou que constitue encore la sexualité des vieillards et des infirmes. Ni les Canadiens, ni les Allemands de l'Ouest, ni les Belges n'ont osé l'aborder de front. A noter également la rôle traditionnel automatiquement réservé à la femme vamps, épouse, mère et, en cas de problème, ou de drame, infirmière : un petit garçon autrichien, par exemple, réduit à l'état végétal à la suite d'un accident de voiture, dont le père ne songe pas un seul instant à s'occuper, ne serait-ce que pour soulager son épouse.

Devant le sexisme ouvert, tranquille, sans fausse honte ou faux semblant, de l'ensemble des productions, y compris des films de science-fiction hongrois ou scandinaves, il y a vraiment de quoi désespérer du sort de plus de 50 % de l'humanité. D'ici à l'an 2000, la condition féminine ne sera guère améliorée semble-t-il. Il serait peut-être temps de s'en soucier en prévision du prochain prix Futura.

CLAUDE SARRAUTE.

« Traditionnellement, les émissions musicales s'attachent à respecter l'œuvre, dans une exécution intégrale. Ici, le télé-spectateur n'entend que des fragments. Parce qu'il s'agit d'un film, d'une réflexion sur le fonctionnement d'une partition qui se fonctionne que si le film fonctionne. Les gros plans sur la harpiste constituent, par exemple, des images prémonitrices : les cordes de l'in-

« Mais ce chat vient aussi...

JOUER SUR FRANCE-INTER, EUROPE 1 ET R.T.L.

L'arme la plus sûre dans la « guerre des ondes »

ONZE heures traites, c'est un grand moment, celui où les auditeurs se font de plus en plus nombreux pour écouter la radio, les générations, les voix familières des animateurs. Bref, c'est l'heure des jeux, et les enchères se succèdent Radio Monte-Carlo, Europe 1, R.T.L. battent leur plein, en fin de soirée, dès 11 h. 30 jusqu'à 13 heures. Les jeux radiophoniques, comme les casinos, attirent le public, le captivent, et parfois le captivent, chaque responsable de programme change de grille ou de formule, sur Europe 1 et sur R.T.L., comme d'ailleurs sur France-Inter. Parce que les temps changent mais les impératifs commerciaux eux sont sans limite. Dans cette « guerre des ondes » difficile à percevoir, le jeu est devenu le plus sûr moyen d'élargir un auditoire, de susciter l'intérêt des annonceurs publicitaires, et de rassurer, d'une certaine façon, la rentabilité de l'heure d'antenne. Alors, que reste-t-il du jeu ? Et sous quelle forme le retrouve-t-on au hasard des chaînes, si divers, et si semblables.

Jeu de connaissance, jeu joyeux, jeu-prétexte, jeu d'argent. Jeux animés en direct d'une ville ou enregistrés en public, puis diffusés, jeux qui se vendent aux entreprises commerciales (pour l'ouverture d'un grand magasin par exemple) ou jeux municipaux. Autant de subtilités, d'utilisations, de différences. Le jeu attire les curieux et les passionnés, qu'ils soient candidats ou auditeurs, qu'ils interviennent par téléphone ou par correspondance. Multiplicité des ressources, mais les questions se ressemblent et se retrouvent, et seule la forme se modifie. Ainsi, chaque poste périphérique entend donner une couleur particulière à ses émissions et impose un ton qui lui est propre.

Des questions souvent simples

Sur Radio Monte-Carlo, on est très gai, très détendu, parce que le soleil déride les visages et déride les lèvres. Jean-Pierre Foucault se promène de ville en ville et il anime sans prétention la Carlotte. Bon moment de sourires, d'amusement. Un ton très gentil. Des questions simples, de bon sens. Et beaucoup d'argent à gagner avec un principe qui rappelle celui du Loto. Une combinaison de quatre chiffres est tirée tous les jours. Les auditeurs qui envoient leur réponse chiffrée sur carte postale sont donc susceptibles de remporter le « gros lot ». Chaque jour de nouvelles cartes postales, et un nouvel espoir.

Sur R.T.L., la Case Trésor offre également une somme importante et présente, elle aussi, une série de petits jeux : questions plus ou moins difficiles sur la sport, les variétés, la télévision, l'histoire. Un peu de tout, ça et là, occasion de bouillades et de divertissements que l'auditeur reçoit chez lui comme une avalanche de sons. Le ton a pris le pas sur le résultat du jeu : et cette émission, aujourd'hui vidée de son sens, l'aï apparaitre les rouages d'une mécanique parfaitement étudiée. Le jeu utilise le candidat — élément anonyme — comme moyen de garantir une écoute, cette ultime finalité. Et les vrais enjeux se révèlent enfin. Ils s'intitulent : rentabilité, efficacité, prospérité, implantation, bénéfice, stabilité, avenir. La seconde de publicité est d'ailleurs la plus chère au cours de cette tranchée horaire — 11 h. 30 - 13 heures.

Pauvre jeu. Et pourtant les sommes à emporter sont tentantes. Elles peuvent atteindre plusieurs millions d'anciens francs. De somptueux sports qui coûtent à la station un prix tout à fait raisonnable. Et ainsi, quelques quarante ans après la création des jeux radiophoniques, on assiste au perversissement d'une idée et à un détournement d'intention. Du jeu mythique s'incarne par le Quitté ou Double — actuellement diffusé sur Radio Monte-Carlo — au jeu-prétexte (prétexte à raconter des histoires, par exemple, comme sur Europe 1), il ne reste que la trace.

Cors de chasses et envolée tragique pour annoncer le Quitté ou Double de Zappy Max. Applaudissements graves. Tension du public. Règlement très strict. Questions écrites par des spécialistes, supervisées et classées. Sélection des candidats. « Nom, prénom, profession, situation de famille. » Suspense, silence d'une foule aux aguets. On se croirait au cirque. Tombera-t-elle ? Tombera. Et reviendra six mois plus tard.

Les bonnes histoires du terroir

Sur Europe 1, Pierre Bellemare, tonitruant, un peu gouaillieur, s'amuse beaucoup avec les jeux de la province. On rit. Plaisanteries ; et on demande à des auditeurs, sélectionnés chaque jour dans une ville, de « coller » l'équipe d'animateurs. C'est la Question du pourquoi, et c'est l'idée « neuve » de Pierre Bellemare. Faire participer l'auditeur, entrer en « contact » avec lui, lui donner la parole et l'illusion qu'il est aussi fort que vous — si ce n'est plus. Alors, les énigmes tombent sur lui — si ce n'est plus. Alors, les énigmes

défilent — énigmes régionales, histoire des ce que la France est riche d'anecdotes imprévues.

Où, et si le candidat passe brillamment cette étape, il va tenter de gagner 20 000 francs (10 000 francs pour lui, 10 000 francs pour la ville qu'il représente). Avec des questions toujours simples et une étape en chansons. Des cadeaux impressionnants, un peu tape-à-l'œil — ménagère de quarante-huit pièces, parking, vélo pliable pour adulte, confort de la maison, loisir, détente, plein air, jardins. Toutes ces petites joies de tous les jours... Et tant de franchise camaraderie !

Pourtant, ce n'est pas si neuf, les « incolables ». Ce date même. Une vieille émission de Claude Dauphin. Une idée qui est reprise également par R.T.L. pour changer de rythme et de visage. A partir du 19 avril, le Bingo va remplacer la Case Trésor. Décidément, le Loto est à la mode et la participation des auditeurs l'est encore davantage. Petit salon de gens illustres en compagnie de Philippe Bouvard dès 12 h. 30 sur R.T.L. Les voilà ces incolables qui devront répondre aux questions — sélectionnées et triées — des auditeurs. Conversation à bâtons rompus. « Mon Dieu, que cette question est drôle. Vous ne trouvez pas ? »

La concurrence est presque devenue une caricature. Elle n'a pas fait fleurir l'imaginaire. Les responsables de radio surveillent chaque sonde de très près. C'est la folie des territoires qui soutient et qui s'empare.

Sur France-Inter, par principe, on refuse de jouer ainsi. Le Rétro-Nouveau de Bernard Goley a disparu le 4 avril. Sans être un jeu — il n'y avait pas d'argent à gagner — il rappelait un petit peu ces « émissions-fleets » qui ordonnent le « rassemblement » massif. Le thème a prêté à changer de tactique. Elle s'est donc orientée vers un programme tout à fait différent. C'est dans cette différence qu'elle se situe comme concurrente. Mais il y a toujours le Jeu des mille francs. Il a presque vingt ans. Et les questions, bleues, blanches et rouges, font toujours tomber plusieurs milliers de lettres par semaine. Véritable institution. Vestige et désuétude. Aussi mémorable que le Quitté ou Double, Lucien Jeunesse, immobile, salue son auditoire d'un « A demain si vous le voulez bien. » Comme un clown, infatigable.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.



# RADIO-TELEVISION

FR 3, TOUJOURS

## Le point de vue du S.N.R.T.-C.G.T.

Le Monde daté 27-28 mars a publié un article du président de FR 3, M. Claude Contamine. Les syndicalistes que nous sommes — responsables de la défense des personnels, de leurs revendications salariales et professionnelles, dont il est question dans les propos du président de FR 3 — avons l'habitude d'entendre les affirmations qui ont été portées à la connaissance des lecteurs du Monde. Parmi ces affirmations, relevons quelques-unes qui nous paraissent importantes : « Ceux qui croient, ceux qui sont responsables des conflits et qui prétendent que quelque chose ne va pas à la télévision française, qu'ils soient spectateurs ou professionnels, sont des rétrogrades... »

— Ceux qui, tels les artistes-interprètes, le S.N.R.T., proclament que la télévision est malade des cinq cent vingt-quatre films présentés sur les écrans des trois chaînes en 1976, qu'elle souffre de « rediffusion » et de l'absence de créations et de productions françaises, que son état critique empire avec l'entrée remarquable par le nombre des séries américaines ou autres, ne sont pas sérieux... »

— Ceux qui, enfin, prétendent que radio et télévision sont soumises à l'idéologie dominante sont des sectaires... Le mécontentement exprimé récemment par les personnels des sociétés issues de l'O.R.T.F., dont l'écho a réjoui dans la presse nationale, serait-il le fruit de réveils, peu sérieux et sectaires ?

Il est fort possible que certains auditeurs et spectateurs mal informés (la faute à qui ?) le pensent ainsi. Il est grand temps de leur apporter des explications qui illustrent à leur manière combien les affirmations peuvent être gratuites et qu'à l'inverse la vie de tous les jours, la pratique comme nous disons, témoigne bien mieux d'une situation fort coûteuse pour tous.

Au cours d'une récente conférence de presse, le journaliste Jean-Christophe Averty lançait la boutade suivante : « Si la télévision doit être américaine, qu'on me la dise, car je veux être payé comme aux U.S.A. et en dollars ! »

M. Contamine a beau jeu de prendre à la légère la critique du « robinet à images » qu'on nous fabrique officiellement. S'il est vrai que « Kojak » et « Colombo » existent moins sur FR 3, la télévision reste un tout, malgré le démantèlement, par conséquent il est trop facile de choisir un porte-parole, pour ne pas parler l'évidence. Au reste, FR 3 agit en tant que films étrangers. Pour ce qui concerne l'excitant véhicule de l'idéologie dominante que constitue également le réseau FR 3, il convient de rappeler que malins exemples attestent des interventions directes et répétées des préfets de région auprès des rédactions, voire jusqu'aux tables de montage. Sans s'étendre sur le rôle des directeurs régionaux dans les DCM/COM, véritables « gouvernements », ce qui leur vaut parfois de se heurter à la vindicte populaire, comme en témoigne le récent rapatriement d'urgence du directeur de FR 3 à la Martinique...

Plus près de nous, devons-nous rappeler que la station de FR 3-Strasbourg a été l'objet d'un scandale politique ?

Une importante partie de la redevance versée par les téléspectateurs est détournée de sa destination au profit de la production cinématographique privée. La société FR 3 s'octroie chaque année, en qualité de coproducteur, une bonne douzaine de films de cinéma. C'est également qu'il assure la « promotion » à bon compte des films réalisés, et les recettes — quand il y en a — provenant des coproductions sont intégralement réinvesties dans la production cinématographique privée.

Il ne s'agit là, ni plus ni moins, que d'un détournement de fonds publics au profit d'intérêts privés, pour lesquels, rappelez-le, des aides existent déjà, notamment au travers de la taxe importante incluse dans le prix des places de cinéma. Et s'il est vrai que ces aides, vu la majeure partie du budget des affaires culturelles, ne permettent guère d'encourager financièrement la création cinématographique, il ne faut pas que la redevance serve de « vache à lait ».

J.-P. GARNIER, Secrétaire national de la radio-télévision, secrétaire général du syndicat C.G.T.-FR 3.

Leçon de lecture au Centre Georges-Pompidou

## Le tango au service des bibliophiles

« Leçon de choses », spectacle polyvalent conçu et réalisé par Georges Lafaye, prétexte à l'exposition inaugurale de la Bibliothèque publique d'information (B.P.I.) du Centre Georges-Pompidou. « Du livre à l'audio-visuel, une bibliothèque aujourd'hui », initie les nouveaux bibliophiles — ceux qui désormais peuvent consulter l'image au même titre que le livre — à une nouvelle forme de lecture et de vision.

Cette exposition-spectacle est présentée au cinquième niveau du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou jusqu'au 15 avril.

A partir d'objets de la réalité quotidienne — un stylo, une prise de courant, un ticket de métro — et d'images du service iconographique de la B.P.I., Georges Lafaye donne libre cours à l'écriture du regard et entraîne le spectateur dans un jeu infini d'interférences d'images et de sons — du tango à Stockhausen — l'invitant à prolonger la signification de l'objet projeté, à le réinventer. Leçon de choses, réflexion sur l'essence culturelle, illustre le rôle et la fonction de la B.P.I., qui se veut instrument de culture plutôt que de savoir.

Le spectacle a été programmé par un appareil dit « Synchron 8 » et propose une animation polyvisuelle tridimensionnelle, qui rompt la monotonie du mur d'images conventionnel par le jeu de panneaux mobiles, déterminant des effets lumineux, optiques et mécaniques variés. Leçon de choses est la conclusion de l'exposition « Du livre à l'audio-visuel » conçue également par Georges Lafaye. Le visiteur est convié à prendre contact avec la B.P.I., « bibliothèque d'aujourd'hui », qui, pour la première fois en France, accorde une importance particulière aux documents audio et visuels.

A la différence des pays anglo-saxons, où figure souvent dans le cadre des bibliothèques un département audiovisuel, à la B.P.I. tous les documents, quel que soit leur support, sont intégrés et présentés par thèmes. Le visiteur trouve sur un sujet

précis un choix de livres, disques, films et photos, ainsi que le matériel indispensable à la lecture, au visionnage ou à l'écoute du document qu'il souhaite consulter. Un espace est consacré, dans le parcours de l'exposition, aux appareils audio et visuels permettant aux visiteurs de faire l'expérience de nouveaux médias.

L'exposition présente les nouveaux supports utilisés à la B.P.I. : la micro-fiche, qui permet un gain de place, est précieuse pour les livres rares ou épuisés (les *Mémoires* de Voltaire représentent quatorze micro-fiches seulement) ; le micro-film a été retenu pour les collections anciennes de périodiques (ainsi peut-on lire le *Times* et *London* depuis 1870 ou l'*Humanité* depuis 1904) ; le visiteur est renseigné sur le fonds de documents sonores — plus de dix mille disques et cassettes de musique classique, de jazz, de variétés et de pop-music, de poésie et de théâtre. Il y apprend également qu'un fonds important de films 16 mm ou vidéo sur la formation permanente, sur les domaines scientifique et pédagogique, est à la disposition du public, et que quelque vingt mille images sont en libre accès au service iconographique — dossiers traitant de la vie contemporaine, de l'environnement, des voyages et des techniques d'art et d'industrie.

L'exposition informe également le visiteur sur l'existence d'un centre d'information de la photographie et sur les possibilités qu'offre la Médiathèque de langues — avec ses cent méthodes audio-visuelles et son matériel perfectionné, permettant l'approche et le perfectionnement des langues à volonté et sans professeur.

La B.P.I. a également entrepris de constituer une documentation homogène sur l'audio-visuel en France et à l'étranger, dans le but de servir de centre de référence au public désireux d'accéder à ce fonds encore méconnu des non-spécialistes. D'autre part, afin de compléter le fonds audio-visuel déjà existant et acquis sur le marché, un service de production a été créé, où seront réalisés les documents audiovisuels au Centre Beaubourg.

EVELITA MOOD.

## Écoutez-voir

● OFFICE PASCAL : MESSE DE LA RÉSURRECTION EN DIRECT DE MOSCOU. — Lundi 11 avril, France-Musique, 20 heures.

Pour la première fois, une cérémonie religieuse traditionnelle est enregistrée en Union soviétique et retransmise en France. France-Musique diffuse l'office orthodoxe de Pâques en direct du monastère de Zagorsk. Un programme exceptionnel a été prévu et prolonge l'événement.

Ari Fakinos proposera de suivre musicalement le chemin à la fois géographique et historique que la culture byzantine a parcouru depuis le Proche-Orient jusqu'à la Russie. Puis Danièle Pistone tentera de restituer au jour les influences de l'étranger sur la tradition orthodoxe à partir du milieu du dix-huitième siècle. Enfin, Patrick Sansonovitch recherchera les réminiscences byzantines dans les œuvres de musique instrumentales des dix-neuvième et vingtième siècles.

● ESSAI : MIROIRS DES TEMPS PRÉSENTS (LA MAISON DE VOS RÊVES). — Jeudi 14 avril, A 2, 21 h. 50.

Depuis quatre ans, l'équipe de *Miroirs des temps présents* poursuit un travail passionnant. Après *Cloîtres de Paris*, ou la journée d'un touriste, Guy Chalou, Gérard Gordan et Bernard Gesbert

proposent la *Maison de vos rêves*, ou le nouvel art de vivre au XX<sup>e</sup> siècle. Comme pour les précédentes émissions, il s'agit d'une critique des rites de la vie quotidienne, à la fois sérieuse, documentée et satirique. Les discours des promoteurs, les procédés utilisés par les publicités immobilières sont reproduits dans une mise en scène fictive. D'où les limites de ces émissions : le spectateur non averti peut très bien les recevoir comme de purs divertissements et prendre à la lettre, au premier degré, ce qui se veut également une analyse des travers de la télévision.

D'autres projets ont été remis, une émission est en attente, sans programmation, l'autre en cours d'achèvement, mais la série a été supprimée du plan de production pour 1977. Malgré les réserves qu'on peut apporter, il s'agit pourtant là de recherches indispensables.

● DOCUMENTAIRE : SCÉNARIO POUR UNE VILLE (PAU). — Vendredi 15 avril, FR 3, 21 h. 30.

Montrer comment les villes moyennes représentent un type de collectivité privilégiée pour concilier les impératifs économiques et ceux du cadre de vie : tel est le propos de Guy Claes et Eric Clouet pour les portraits de villes qu'ils ont réalisés. Annecy avait été choisie en raison de l'expansion particulièrement forte de son agglomération. La cancérologie principale de Pau c'est, pour les auteurs, d'avoir inventé

une forme d'écologie urbaine. Espéray et La Rochelle-Rochefort viendront ensuite, chacune traitée selon son caractère, chacune restituée, cependant, avec le même souci esthétique. Cette série n'aborde les problèmes municipaux ni en termes politiques ni strictement économiques. Mais on perçoit assez bien la vie, le mouvement des rues, on est sensible à la présence de la pierre ou du béton. Il manque une dimension à l'analyse.

● RENCONTRE MUSICALE : JOURNÉE CLAUDE LEFEBVRE. — Samedi 16 avril, France-Culture, de 14 heures à 19 heures.

Organisée dans le cadre des *Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle*, la journée Claude Lefebvre a été conçue par le compositeur lui-même, et réunit (en deux concerts) des œuvres instrumentales et des compositions électro-acoustiques allant de Bach à Xenakis, de Beethoven à Boulez. De Claude Lefebvre, on pourra entendre *Ramifications*, pièces d'orgue écrites en 1978. *D'un arbre de nuit...*, pour flûte, violoncelle et piano, créé à Royan en 1971 et *Invresse*, commandé pour l'ensemble des cuivres du Nouvel Orchestre philharmonique.

Enclavée dans ce samedi musical, la première émission d'une nouvelle série — *Histoires* — sera consacrée à Rimbaud. Que reste-t-il d'une vie lorsqu'on la réduit à une histoire ? Un jeune cinéaste, Alain Borer, raconte.

## Les films de la semaine

● LES TROIS MOUSquetaires, de Bernard Borderie. — Dimanche 10 et lundi 11 avril, TF 1, 17 h. 30 et 18 h. 5.

Longtemps spécialiste de la série noire, Bernard Borderie a traité les aventures des héros de Dumas comme celles de Lemony Caution ou de la « même verte-de-gris ». La deuxième époque est encore plus abracadabrante que la première, et cela nous gâte nos lectures d'enfance. A éviter.

● LES TUNIKES ÉCARLATES, de Cecil B. De Mille. — Dimanche 10 avril, TF 1, 20 h. 30.

Gary Cooper, Texas ranger, et la police montée canadienne affrontent, en 1885, les méfaits révoltés contre le gouvernement britannique d'Okanwa. Une page d'histoire du Canada revue par De Mille avec son sens particulier de l'aventure à grand spectacle. Personnages manichéens, scènes d'action, intrigues amoureuses, flamboyances de technicolor. Une tradition qu'on retrouve avec un grand plaisir.

● MARIANNE DE MA JEUNESSE, de Julien Duvivier. — Dimanche 10 avril, FR 3, 22 h. 30.

Collégien amoureux, forcé aux animaux enchaînés, les brumes, et jeune fille blonde séquestrée dans un mystérieux manoir, c'est un peu le *Grand Mécanisme* en Bavière (d'après un roman de Peter de Mendelssohn paru dans les années 30). Abandonnant tout réalisme, Duvivier a créé un univers de rêves et de fantasmes romantiques et poétiques. A part dans son œuvre et très réussi.

● LA TUNIQUE, de Henry Koster. — Lundi 11 avril, A 2, 16 h. 23.

Comment un tribun romain, qui avait gagné aux dés la tunique de Jésus crucifié, fut touché par la foi chrétienne. Belle démonstration du style Saint-Exupéry en

Hollywood. On plaint Richard Burton de s'être égaré.

● LES DÉGOURDIS DE LA 11<sup>e</sup>, de Christian-Jaques. — Lundi 11 avril, TF 1, 20 h. 30.

Dans ce film qui relève du « comique rouler », on verra Fernandel, costumé en romain, participer à une fausse orgie que Saturnin Fabre prend pour un vrai et où Pauline Carton est une esclave nubienne qui déteste.

● SEUL LE VENT CONNAÎT LA RÉPONSE, d'Alfred Vohrer. — Lundi 11 avril, FR 3, 20 h. 30.

Tel un détective privé américain, un inspecteur d'assurances est lancé dans une enquête sur la Côte d'Azur. Quand le cinéma des coproductions européennes cherche à copier Hollywood et n'y parvient que d'une manière banale.

● SHOCK CORRIDOR, de Samuel Fuller. — Mardi 12 avril, A 2, 20 h. 30.

Une critique virulente de la société américaine, assaillie à une invasion d'immigrants de tous pays, et aux côtés de laquelle les véritables transgressions dont l'hôpital psychiatrique est le théâtre ont au moins le mérite de leur ampleur, de leur lyrisme. Une fable violente, pleine de cris et de fureurs, qu'il faut voir — mais il faut le pouvoir — d'un œil d'analyse. En comparaison, voir au-dessus d'un nid de coucou ressemble à de la guimauve.

● LA FUREUR DES APACHES, de William H. Witney. — Mardi 12 avril, FR 3, 20 h. 30.

Un western où sont mis en cause les militaires racistes des États-Unis, les bandes indiennes. Tout l'intérêt est dans le sujet, le metteur en scène ayant oublié d'avoir des idées et André Murphy apparaît sans pour ce qu'il est l'acteur le plus parfait du cinéma américain.

● SAPHO OU LA FUREUR D'AIMER, de Georges Ferral. — Jeudi 14 avril, FR 3, 20 h. 30.

Mieux valait laisser le roman vieillit d'Alphonse Daudet (le « collage » d'un jeune bourgeois et d'une femme de mauvaise vie, plus âgée que lui) dans la poussière des bibliothèques que d'en faire cette transposition ridicule, vaine et esthétisante, dans la société huppée d'aujourd'hui.

● LES PETITES MARGUERITES, de Vera Chytilova. — Vendredi 15 avril, A 2, 22 h. 30.

Une loufoquerie digne des *Mare brothers* dans un film tchèque. Agressivité et ravages destructeurs de deux filles qui font les folles et les mal élevées dans le monde sans conscience de la consommation. Le sacage matériel ne mène qu'à l'autodestruction. Vera Chytilova a traité de manière burlesque un sujet sérieux, pour faire réfléchir. Mais réfléchir à quoi ? A la difficulté de vivre en Tchécoslovaquie en 1967 ? On peut s'imaginer les joyeux variations des *Petites marguerites* sans pour cela comprendre des intentions qui se sont perdues au fil des ans.

● LES CRACKS, d'Alex Joffé. — Dimanche 17 avril, TF 1, 17 h. 30.

Le folklore pittoresque de la course cycliste Paris-San Remo en 1901 et les aventures burlesques de Bourvil, contre un maître l'air sur bicyclette d'avant-garde. Références amusantes aux « poursuites » du cinéma muet, mais, en ce qui concerne les gags, le réalisateur ne tient pas le parcours, et c'est dommage.

● LES AVENTURIERS, de Robert Enrico. — Dimanche 17 avril, TF 1, 20 h. 30.

Considérez, il y a dix ans, comme le film le plus original d'Enrico. Humour, aventure, amitié virile, lyrisme et désenchantement. Un tripty-

que sur trois rêveurs : deux hommes d'action à la recherche d'une vie exaltante, une jeune femme, leur compagne en esprit. Mais les idéalistes ne peuvent que se heurter à l'échec. Tour à tour bien avant le *Séret* et le *Vieux* aussi, c'est vraiment un Enrico d'une autre époque.

● LE MORT QUI MARCHÉ, de Michael Curtiz. — Dimanche 17 avril, FR 3, 22 h. 30.

Une rareté du cinéma fantastique américain des années 30. Boris Karloff passe sur la chaise électrique mais un savant lui rend la vie et il se venge de ceux qui l'ont fait condamner à tort. Une mise en scène sans effets de l'impossible, l'idée tragique d'un destin incarné par le célèbre comédien à peine magnifié et d'une puissance de fascination extraordinaire.

● PETULIA, de Richard Lester. — Lundi 18 avril, TF 1, 20 h. 30.

Une histoire d'amour dramatique au bord du mélodrame, présentée en morceaux dispersés. Un puzzle que le spectateur doit reconstituer, à condition qu'il aime les énigmes psychologiques. Richard Lester fait preuve d'une sophistication extrême. On a dit que c'était de la pudeur pour raconter les traumatismes affectifs de Julie Christie, l'angoisse et la mélancolie. Pourquoi ne pas avoir été plus simple ?

● VOICI LE TEMPS DES ASSASSINS, de Julien Duvivier. — Lundi 18 avril, FR 3, 20 h. 30.

Gabin, dont le mythe romantique d'avant-guerre s'effondre dans un sordide fait divers, est aux prises avec Danièle Delorme, petite garce au visage bien trompeur. Jamais un film de Duvivier ne fut aussi pessimiste, aussi noir. Le naturalisme exagéré de la mise en scène fait apparaître un enfer de turpitudes, de perversions, de crimes et des personnages (féminins) terrifiants.

● FRANCE-CULTURE : 12 h. 3. Jacques Paganon reçoit Marie-Claire (mardi), Jean-Denis Bredin (mardi), François Dupuis (mercredi), Roger-Gérard Schwarzenberg (jeudi).

TF 1 et A 2 : 20 h. Valéry Giscard d'Estaing face à quatre journalistes (le 12).

FR 3 : 19 h. 40, la Tribune libre est ouverte à François d'Auboune (jeudi), Évangile et Liberté (mardi), la Fédération des socialistes démocrates (mercredi), la C.G.T. (jeudi), Peuple et Culture (vendredi).

FR 3 : 20 h. 30, Lionel Soléro, Jacques Delors, Jacques Plassard et Philippe Herzog sur « l'emploi » (le 15).

FRANCE-INTER : 17 h. 3, les invités d'Anne Gollard répondent

aux questions des auditeurs sur les plantations (jeudi), la bourse commerciale (mardi), la fête foraine (mercredi), le sucre et la saccharine (jeudi), les chrétiens de gauche (vendredi).

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Trésors orthodoxes ; 9 h. 40, La Libre Pensée française (le 10), La Grande Loge de France ; 10 h., Meste.

● Radioscopies : FRANCE-INTER : 17 h. 3, Jacques Chastot reçoit Jean Carmet (mardi), Henri Baruk (mardi), Henri Guichard (mercredi), Antoine Maillet (jeudi), Henri Virlojeux (vendredi).

● Tribunes et débats : FRANCE-INTER : 17 h. 3, les invités d'Anne Gollard répondent

Samedi 9 avril

Dimanche 10 avril

Lundi 11 avril

Mardi 12 avril

Mercredi 13 avril

مكتبة من الأصل















هكذا من الأصل



# MONDE AUJOURD'HUI

occupe...

[illegible]

# OLISE

[illegible]

**L. E. Moore**

[illegible]

## Théâtre

« Le Cours Pevol », d'Étienne Rebaudengo

[illegible]

## En bref

## Cinéma

« UN TUEUR DANS LA FOULE ». — Cluny-Palace, Ambassade (v.v.), Gaumont-Opéra, Maxéville, Nations, Montparnasse-Pathé, Gaumont-Sed, Welph (v.v.).  
 Du sport, du ■■■■■ et, en conclusion, les tourbillons mortels d'une marée humaine : il ne ■■■■■ un rouage, un ■■■■■ ce film. Cela ■■■■■ Los Angeles, le jour de la finale du championnat de football. Quatre vingt dix mille spectateurs dans la plus ■■■■■ tueur fou ■■■■■ police a repéré, mais qu'elle ne sait comment déloger. C'est là ■■■■■ met à tirer, c'est la panique. Le réalisateur Larry Pierce morcelle l'intrigue, acquiesçant ■■■■■ portraits d'une demi-douzaine ■■■■■ personnages qui seront les victimes du meurtrier. Une femme reproche à son ■■■■■ de ne ■■■■■ vouloir l'épouser. Un ■■■■■ a joué ■■■■■ — at ■■■■■ vie ■■■■■ d'une ■■■■■ équipes. Une jeune fille ■■■■■ de son ■■■■■ de tribune. ■■■■■ Charlton dirige la police locale. John ■■■■■ ■■■■■ le courage, etc. Tout ■■■■■ est ■■■■■ dépourvu d'intérêt. Mais ■■■■■ entrainés ■■■■■ le mou- du film. L'atmosphère, les ■■■■■ d'un grand événement ■■■■■ if, sont fidèlement reconstitués. Et ■■■■■ on finit par ■■■■■ prendre ■■■■■ pléage d'une ■■■■■ gratuite ■■■■■

■■■■■ DE BARONCELLI.

## Expositions

■ PEINTURE ET MYSTIQUE de Jean Béraud — Centre religieux international, Palais des Congrès, porte Maillot, jusqu'au 14 avril inclus.

L'activité de Béraud, à l'Académie française, au Salon des peintres et au monde philosophique chrétien, a le quoi surprendre. A double, mais le peine du la quelle exposition, chez M. Granoff et à l'Orangerie du Luxembourg, qui avait révélé à Béraud le monde naissant de la peinture d'aujourd'hui, une trentaine d'œuvres groupées dans la section — Peinture du Mystique. Car, dit-il — l'acte du peintre (même quand il est un peintre) est un rapport à la vie spirituelle. — Béraud, donc omniprésent, dans son concept de l'esprit contemplatif, l'auteur, de ces épisodes de l'Antique au Nouveau Testament, en même temps que dans ses détails, dans ses lignes, ses touches, ses esquisses, qui ont intentionnellement signifiant, voire allégorique — un monde, humains ou surhumains, les leur correspondance symbolique : le rouge et la souffrance, le vert de la jeunesse éternelle, l'outremer tragique plénier sur Gehennasim, l'orange où baigne Béraud regardant Magdeleine, les yeux sanglants — les traits cravés — sur l'Apocalypse. Les images imaginaires, le balier du Pilate et de Jésus, abondent. Quant

la parole aux images, — pour les explications, au catalogue, qui malheureusement n'est — en couleurs.

TIKIMU FERENCZI

● « NAISSANCE D'UN ART. — Centre culturel du Centre Juqu'au 11 août.

Pour naître, le cinéma a dû maîtriser les techniques de l'animation des images, de la photographie et la projection. Les images peintes du monde à rassembler, les procédés techniques qui tentent, infructueuses qu'ont enfin conduit à un appareil servant à l'obtention de la vision des épreuves chrono-photographiques — les images de la base d'invention de Louis Lumière, dont l'original est exposé ici.

Le parcours d'abord un long couloir — le ciné-tunnel — où sont projetés sur cinq petits écrans vingt courts films de Louis Lumière, parmi lesquels, bien sûr, le plus connu — le nom de l'Arrivée d'un train — la plus célèbre.

La musique de la Belle Époque l'accueille à l'intérieur d'un vaste musée où sont exposées des images collectées entrainées par des théâtres, des phénoscopes, des praxinoscopes, des zootropes, où de nombreuses entrainement l'illustration de la simplicité originelle et du bonheur du cinéma. Le cinéma retrouve ses racines. Une exposition vivante.

T. F.

## Cinéma

**UN FILM SUR L'AFFAIRE LIP**

De nombreuses personnes sur le film de Dominique Dubouché : Hans Lessing et du collectif. Citons, en premier Jean-Luc Godard et son rôle de Sonimage qui ont facilité le démarrage, Yann Leconte qui a tourné plusieurs séquences en foule, Vincent Blanchet, qui est allé à Paris, Paul et Patrick Pélissier, pionniers de la vidéo française, mais on a aussi rencontré... Tous apportent au chômeur une aide matérielle importante. Nulle surprise donc : le produit final sera une œuvre engagée.

Le film, explique la production, « a été réalisé en accord avec les travailleurs de Lip » (ce qui est tout à fait exact) — dont un chômeur — qui a pris une part active à la lutte de 1973-1974. Il s'agit essentiellement d'un documentaire tourné à l'intérieur, pendant les vingt années de l'existence, à la fois de la lutte et de la vie de la plus faible possible d'une pratique démocratique, qui renvoie à une autre conception de l'économie et de la société ». « Le coureur » est une œuvre de la gauche officielle, Dominique Dubouché en a écrit tout ce qui ne s'agit pas de stratégie de programme.

Le titre, repris du titre du syndicaliste C.F.D.T. Georges Flageot entendue dans la même partie, résume parfaitement l'essence du montage. On est dans le générique, les entendons qu'« on ne s'agit pas de problème de salaires, mais d'un problème de classe ». Les parties du récit : la première est celle de la lutte de 1973-1974 et ce qui est en jeu à Lip ; la seconde est celle de 1973-1974. La troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La septième est celle de la lutte de 1973-1974. La huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La onzième est celle de la lutte de 1973-1974. La douzième est celle de la lutte de 1973-1974. La treizième est celle de la lutte de 1973-1974. La quatorzième est celle de la lutte de 1973-1974. La quinzième est celle de la lutte de 1973-1974. La seizième est celle de la lutte de 1973-1974. La dix-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La dix-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La dix-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingtième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La vingt-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La trentième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La trente-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarantième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La quarante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquantième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La cinquante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixantième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-troisième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-quatrième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-cinquième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-sixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-septième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-huitième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-neuvième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-dixième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-et-unième est celle de la lutte de 1973-1974. La soixante-deuxième est celle de la lutte de 1973-1974. La

## Reviews

● **CENTENAIRE DU RING** :  
édité par le **musée d'Opéra**,  
10, rue des Plantes,  
Paris-14<sup>e</sup>. 35 F.

Il y a seulement ou quinze  
ou rougissait d'aimer Wagner ;  
présent, on a peine avouer  
qu'on n'a vu ni **Ring**  
ni les débuts de celui du palais  
Garnier, pas même entendu à la  
radio...

Si cette wagnérienne, attisée  
au feu qui nous brûle bien,  
fait regretter les projets les  
plus **compoteurs** :  
— les trois représentations  
fuites Siegfried puis  
théâtre avec la partition », et si elle  
a l'exagérée inutile, elle  
a moins suscité quelques imi-  
tatives et, parmi elles,  
cette épaisse plaquette brochée,  
presque un livre, ces  
pages illustrées : des pho-  
tos de Bayreuth représentant la « tra-  
dition », opposée  
à celle sur laquelle dès le  
début du siècle ; également l'ère de  
Wieland Wagner — un  
énouveau : la des des  
décora en

— les textes, les  
rigueur (Chéreau, Boulez,  
land Wagner), les témoignages d'Ed-  
rict Varny et de Thomas, on  
relève les signatures de Grétry :  
projet d'un modèle ;  
— l'Or du Rhin ; le Grail ;  
décora (1911),  
opéra de citation de Mottl,  
quie, Nietzsche, Shaw et, naturelle-  
ment, Wagner (Cosima, Richard,  
Siegfried) — on regard d'œr-  
cisties très développés, prin-  
cipalement à Michel Guimara et  
Sadoul. De ce dernier,  
raison analytique le poème  
Wagner — ses sources légendaires  
constitue peut-être l'une origi-  
nalité — plus préliminaire de ce  
recueil qui tient ses jus-  
qu'au bout

... CONDE.

... la musique  
des paroles ; le monde de ca  
... l'Opéra  
... dont ... reconn  
... quelques ... plus p  
fondement par une certaine  
... à casser la continuité, d'inten  
l'identification facile à un sujet ac  
plaire. ... piéges de silence, d  
... visuels, s'in  
... entre des  
où s'illustre Charles Piaget, qu  
... échappé d'une  
... pièces de Bertol  
... d'après Gorki, p  
senté au Berliner Ensemble. Ch  
Brecht, comme au cinéma, s  
... inséparable  
« La ville est concrète »,  
li dans le mille de travail. Ce  
pédagogie rare au cinéma,  
li retient l'attention.

**LOUIS MARCORELLES.**

★ Le Paradis (chaque jour,  
12 h. 30).

(1) Voir L'op : affaire  
ouvrage collectif qui fait la polé-  
de la lutte fin 1978. (Voir Appro  
20 F.).

■ Les projections  
marci noir, à 21 heures, par le  
coiffé Jeanne Clément - Cinéma d'iz  
rest, reprendront le 19 avril m  
s Belamorphoses et de Jacques  
Maurice.

■ Le cinémathèque de  
système français y met un bon  
à Henri Languet, qu'elle  
... la ...  
... et ...  
... l'ensemble ...  
... la cinémathèque française a  
... de quarante ans les  
... produits en ...

**OPERA DE MASSO**  
**THEATRE DES**  
**IRREVO**  
**DERNIERE**

## Théâtre

● « LE LOUP A CINQ PATTES »  
— Thérèse Romain-Rollet, Vil-  
lejuif, 21 h.

clair qui préside à nos  
souffrir ■ contradictions, multiples  
■ engendre ■ le loup  
à cinq pattes. Très au point, dialecti-  
que, ■ pièce ■ Raymond  
fait apparaître un ■  
■ ■ ■ ■ ■ le gouver-  
nement, entre le gangstérisme ■ la  
politique, ■ ■ ■ ■ ■ pressées  
■ la conduite présente.

Ce ■ ■ ■ ■ ■ l'origina-  
■ la démonstration ■ l'on  
■ ■ ■ ■ ■ le loup à cinq  
■ ■ ■ ■ ■ construit comme une  
policrière ■ ■ ■ ■ ■ Si  
■ ■ ■ ■ ■ c'est  
parfaitement agencé, et ■ ■ ■ ■ ■  
scène ■ ■ ■ ■ ■ Tarniz à ■ le rythme,  
■ ■ ■ ■ ■ inventions, l'achèvement techni-  
que d'un ■ film ■ ■ ■ ■ ■  
jouent haut ■ clair, ■ drail,  
épaules dégoçées.

CLAIRE DEVARRIEUX.

**STUDIO CUJAS**

**BARRY LYNDON** v.o.  
— Stanley Kubrick  
A 12 h de jours de nuit, d'un at d'été ;  
**ID! AMIN DADA** v.o.  
20. RUE CUJAS 033-89-22

## SON STÉRÉOPHONIQUE

MARIGNAN PATHÉ - BALZA  
LYSÉES - GAUMONT MADEIRA  
CARAVELLE PATHÉ - MONTPAR  
MASSE 83 - CAMBRONNE  
MURAT - MULTICINÉ Champign  
CLUB Maisons-Afort - TRICYCL  
MARLY Enghien - U.G.C.  
U.G.C. Conflans - AVIATI  
le Bourget.

POUR LA

**1<sup>ère</sup>**  
**FOIS**  
**AU MONDE**  
FILME À NUIT  
LES GRANDS FAUVE  
ATTENDENT DANS LEUR

# LA GRIFFE ET LA DENT



Realisation  
FRANÇOIS BEL / GERARD VIENNE

SON STÉRÉOPHONIQUE

**SUISSE**

**VILLARS-SUR-OLLON**  
altitude 1.300 m

**A VENDRE**

domaine bourgeois privé avec  
environnement protégé

**APPARTEMENTS  
DE LUXE**

chauffés

**CHALETS TYPIQUES**  
de 5 à 10 appart. meublés  
vue PANORAMIQUE

Crédit: jusqu'à 20 ans (taux fixe)  
Taux: 10,50% - 12,50%

**IMMOBILIERE DE VILLARS SA**  
Capital 100.000.000 F

CH-1884 VILLARS-S-OLLON  
Tél. 025/31039 ou 32208

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

IRREVOCABLEMENT  
DERNIERE LE 16 AVRIL

**LES  
BALLETS  
DE  
CHANGHAÏ**

DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE CHINE

9, 12, 13 avril à 20 h 30  
"LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"  
BALLET RÉVOLUTIONNAIRE CONTEMPORAIN

10, 15, 16 avril à 20 h 30. Le 11 à 17 h  
ACTES CHOISIS DU BALLET RÉVOLUTIONNAIRE  
"LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS"  
et MUSIQUES ET DANSES FOLKLORIQUES

LOCATION au Théâtre 15, Avenue Montaigne,  
par téléphone 225.44.36 et Agences.







## D'UNE RÉGION À L'AUTRE

### Nord-Pas-de-Calais

#### Des chances pour demain : la pétrochimie et l'automobile

Lille. — Si les récentes mesures de restructuration de la sidérurgie semblent toucher moins le Nord que la Lorraine, l'ampleur de la récession est pourtant d'une portée comparable dans les deux régions. Cette fois il s'agit, dans le Nord, de la fermeture par Usinor de ses deux laminoirs de Louvroil entraînant la disparition de 732 emplois (le Monde du 5 avril), après qu'ont été décidés, en 1976, une réduction d'effectifs de 2 000 personnes à Valenciennes-Trith-Saint-Léger. Aux difficultés de cette industrie viennent s'ajouter celles du bassin minier et des licenciements dans le textile où les stocks s'accumulent. Le nombre des demandes d'emploi n'a cessé d'augmenter depuis septembre dernier (78 647 demandes dans les deux départements au 28 février 1977), et le taux de chômage s'établit à 5,4 % (moyenne nationale 5 %).

Dans la conjoncture actuelle, peu de solutions se dessinent pour faire face à la crise au plan régional. Le bassin de la Sambre vient d'être classé aux taux maximum des aides de l'Etat mais encore faut-il que des investisseurs se présentent, ce qui n'est pas le cas pour le moment. Pour compenser la fermeture des laminoirs de Louvroil, M. André Chedeville, député de la région, vient d'annoncer que B.S.N. allait créer à Boussois 350 emplois. C'est la seule mesure concrète et immédiate.

Pour le reste, le Nord-Pas-de-Calais fonde des espoirs à plus ou moins longue échéance sur la pétrochimie et l'automobile. En ce qui concerne la chimie, une déception : le projet d'usine d'acrylate envisagé à Mazingarbe dans le Pas-de-Calais est abandonné au profit de la Lorraine (Saint-Avold). En revanche, après la prise de contrôle par C.D.F. Chimie de la société Ripolin, 180 emplois seraient créés à Ruitz et à Drocourt dans le Pas-de-Calais.

Malgré les perspectives les plus vagues seront offertes sans doute par le vapo-craqueur en construction à Dunkerque, et qui sera opérationnel à la fin de l'année 1978. C'est à partir de cette unité de production d'éthylène que l'on envisage, dans le bassin minier, un remplacement progressif de la chimie par la pétrochimie. Le transport de l'éthylène avait été envisagé par barges sur le canal à grand gabarit, mais aujourd'hui on revient à un projet d'éthyloduc. L'oxydure Dunkerque-Danais de la société L'Air liquide actuellement saturé pourrait être utilisé pour le transport de l'éthylène.

#### De notre correspondant

tandis qu'une canalisation nouvelle de plus grande capacité serait mise en place pour acheminer l'oxygène. Des études financières sont en cours.

On fonde de moins grands espoirs sur l'implantation, à Dunkerque, d'une unité par la société anglaise ICI (Imperial Chemical Industry). Les négociations sont en cours au niveau gouvernemental et la décision devrait intervenir avant la fin du mois. On dit que les chances du Nord sont très sérieuses. Il s'agirait d'un investissement de l'ordre de 7 milliards de francs susceptibles d'apporter 3 000 emplois. Pour emporter la décision, il faudra cependant raccorder Dunkerque au réseau européen d'éthylène à Jemeppe (Belgique). L'Etat et l'établissement public régional interviendront dans le financement.

#### Aussi important que le tunnel

Enfin, une installation beaucoup plus considérable est envisagée. Il s'agit de « Corail », nom du projet de construction d'une seconde usine européenne d'enrichissement d'uranium par séparation isotopique. La

société internationale où la France dispose d'une participation majoritaire étudie les sites d'implantation, dont trois en France et trois dans les pays de la C.E.E. La concurrence est vive mais l'un des sites étudiés est situé dans la région de Calais. Il s'agirait, cette fois, d'un investissement de l'ordre de 15 milliards de francs dont on dit qu'il est aussi significatif pour le Calaisais et la région que pourrait l'être la tunnel sous la Manche. Le chantier occuperait, à certaines périodes, six mille personnes. ICI créerait 1 000 emplois et donnerait une assise exceptionnelle à la plate-forme chimique de Dunkerque.

La seconde atout de la région réside la progression de l'industrie automobile. Le calendrier prévu par Chrysler sera tenu (700 emplois nouveaux à Houdain en 1977 et 200 autres en 1978). La firme envisage la création d'une unité d'embouteillage (800 à 1 000 emplois) et, à plus longue échéance, d'une unité d'assemblage (3 000 à 4 000 emplois). Cela devrait, en principe, se réaliser parallèlement à la suppression des emplois sidérurgiques à Trith-Saint-Léger. Par ailleurs, chez Chausson à Maubeuge, on envisage toujours le doublement des effectifs (+ 3 000) dans les années qui viennent.

GEORGES SUEUR.

### Pays de la Loire

#### LE NOUVEAU MAIRE DE NANTES

#### DEMANDE AUDIENCE AU PREMIER MINISTRE

M. Alain Chenard, le nouveau maire socialiste de Nantes, a demandé audience au premier ministre afin d'attirer son attention sur la situation de l'emploi et l'avenir de la construction navale dans la ville.

Six cents ouvriers des chantiers Dubigeon-Normandie ont été avisés, au cours de leur dernier comité d'établissement, qu'ils feraient l'objet, à compter du 18 avril, d'une mesure de chômage partiel un jour par semaine. Cette mesure, qualifiée de « provisoire », pourrait d'ailleurs être aggravée lorsque le comité d'établissement se réunira à nouveau à la fin du mois.

La municipalité de Nantes, dans un communiqué, déclare qu'elle intervient également auprès des ministères concernés « en vue de favoriser au plan national une réunion tripartite », rassemblant des représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats « pour dégager des solutions cohérentes à moyen et long terme pour cette industrie menacée de disparition à Nantes ».

## EQUIPEMENT

#### A PROPOS DE...

#### LES TARIFS AÉRIENS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

#### Air Inter en dessous de la barre

Voyager en avion à l'intérieur de l'Hexagone n'est pas à la portée de n'importe quelle bourse. Pour autant, les tarifs d'Air Inter, qui ont augmenté uniformément de 6,5 % le 1<sup>er</sup> avril dernier, sont-ils nettement supérieurs aux barèmes en vigueur en Europe ou aux Etats-Unis ? Pour répondre à ceux qui entretiennent cette mauvaise réputation, les responsables de la compagnie intérieure viennent de se livrer à de minutieux calculs. Air Inter applique des barèmes en général moins élevés que ceux des transporteurs français et étrangers.

Si, pour le réseau intérieur, l'on se réfère au tarif kilométrique, la France (de 0,81 à 0,90 F/km) se situe, au 1<sup>er</sup> janvier dernier, légèrement en dessous du niveau de l'Allemagne fédérale, au-dessus du niveau de la Grande-Bretagne, largement au-dessus des niveaux espagnol, italien et américain (de 0,39 à 0,53 F/km).

C'est ainsi qu'au début de cette année il en coûtait 359 F à un passager français pour aller de Paris à Toulouse. Pour une distance équivalente — de l'ordre de 540 à 580 kilomètres — un billet Hamburg-Stuttgart valait 448 F, un billet Chicago-Minneapolis 226 F, un billet Londres-Glasgow 203 F.

Considérant une étape d'environ 400 kilomètres, le rapport tarif aérien français sur produit intérieur brut par habitant s'établit à 0,6 pour mille aux Etats-Unis, 1,1 pour mille en France, et 19,2 pour mille en Espagne. C'est dire que, compte tenu des différences de niveau de vie, un Madrid-Málaga peut sembler très bon marché à un Français moyen alors qu'il apparaît hors de prix à son homologue espagnol.

Au cours des cinq dernières années, les barèmes aériens ont augmenté de 60 % en Allemagne, alors que l'indice du coût de la vie, pendant cette même période, s'élevait de 30 % seulement. En Espagne, ces chiffres étaient respectivement de 80 % et 60 %. En France, ces deux évolutions ont été comparables : 65 % et 70 %.

Les responsables d'Air Inter ont également comparé les tarifs intérieurs français aux tarifs court-courriers internationaux.

Nos barèmes sont — quelques réductions exceptées — moins élevés que les barèmes en vigueur sur des lignes internationales de distance et de genre de trafic équivalents, affirmant-ils. Cet écart varie de 10 à 49 %.

Ainsi, de 1972 à 1977, les tarifs d'Air Inter ont progressé moins vite que les tarifs internationaux : un Paris-Genève a augmenté de 52,8 %, un Paris-Amsterdam de 52,4 %. L'écart a donc eu tendance à se creuser entre un voyage à l'intérieur de l'Hexagone et un déplacement hors des frontières.

« La comparaison des différentes réductions offertes sur les lignes domestiques et inter-

nationales montre que les passagers disposent, en régime intérieur, de réductions au moins aussi intéressantes qu'en régime international », notent les auteurs de l'étude. Ils font remarquer que les tarifs « excursions » pratiqués par les transporteurs internationaux sont assortis de conditions d'utilisation très restrictives. Ils indiquent, enfin, que pour les réductions familles, enfants et jeunes, les barèmes d'Air Inter, en intérieur, sont huit fois supérieurs à ceux des autres compagnies.

Beaucoup de passagers sont tentés de quitter les tarifs qui pratiquent Air Inter à ceux qui sont en vigueur sur certains services long-courriers. C'est ainsi qu'un vol Paris-Nice leur paraît exagérément élevé par rapport à un vol Paris-Atlanta ou Paris-New-York. Pour les responsables de la compagnie intérieure, ces deux lignes citées en exemple ne sont « pas représentatives de la tarification internationale ».

Sur la ligne Paris-Atlanta, Air France emploie une mission de service public, et, sur recommandations gouvernementales, elle se doit, à plusieurs reprises, de baisser ses prix afin de rapprocher de la Métropole des départements d'outre-mer. Quant à l'évolution des tarifs sur l'Atlantique nord, elle est indépendante de l'évolution des coûts au stage offert. « Elle est plutôt liée à la concurrence sauvage que se font les compagnies sur ce réseau », précisent les responsables d'Air Inter.

Les conditions d'exploitation des lignes long-courriers internationales et des lignes court-courriers intérieurs sont très différentes. Les gains de productivité sur des lignes très longues et à fort trafic sont considérables lorsqu'on passe d'un avion de cent cinquante places, comme le Boeing-707, à un avion de plus de trois cents places, comme le DC-10 ou le Boeing-747, affirmant les auteurs de l'étude.

Pour le réseau intérieur français, les faibles distances et la nécessité d'assurer un nombre de fréquences minimal ne permettent que des gains de productivité très faibles. Seuls les Marcou et les Airbus nous permettent d'améliorer notre productivité — concluent les responsables d'Air Inter.

JACQUES DE BARRIN.

## ÉCONOMIE

### CONJONCTURE

#### L'emprunt de 2 milliards de francs pour les P.M.E. sera lancé le 18 avril

Un emprunt groupé de 2 milliards de francs sera lancé le 18 avril pour permettre le financement d'investissements des petites et moyennes entreprises, ainsi que de l'artisanat (le Monde du 31 mars).

Un communiqué du ministère de l'économie et des finances indique que les caractéristiques des prêts financés par cet emprunt seront pour l'essentiel identiques à celles de l'emprunt d'octobre 1976. Cependant, leur octroi sera subordonné à la présentation de programmes d'investissement effectif créateurs d'emplois. Ainsi ces financements devront bénéficier d'une priorité accrue par rapport aux programmes d'investissement dans les régions où la situation de l'emploi est particulièrement préoccupante.

D'autre part, une large part des prêts sera mise à la disposition des entreprises artisanales par l'intermédiaire notamment des Banques populaires et du Crédit agricole.

Les entreprises bénéficiaires seront celles qui ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxes inférieur à 100 millions de francs au cours du dernier exercice, qui ne sont pas cotées ou qui ne sont pas filiales de sociétés cotées ou de sociétés réalisant plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires ; les entreprises artisanales bénéficient bien entendu elles aussi de ces prêts. Les investissements devront être engagés avant le 30 septembre 1977. Les opérations nouvelles concernées par cet emprunt sont celles pour lesquelles une décision de principe sera intervenue à compter du 27 mars 1977, pourront bénéficier de financements.

pour une durée de quinze ans, avec un différé de deux ans. Le taux étant de 6,5 % durant les cinq premières années, puis de 11 % durant les dix dernières années.

« Les dossiers peuvent être déposés dès maintenant auprès des établissements prêteurs : Société de développement régional, Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel ; Crédit national ; Groupement interprofessionnel de la petite et moyenne entreprise ; Caisse nationale des marchés de l'Etat ; Institut de développement industriel ; Caisse centrale de crédit coopératif ; Caisse centrale des banques populaires ; Caisse nationale de crédit agricole.

#### LE RALENTISSEMENT DES HAUSSES DE SALAIRES VA S'ACCENTUER estime l'INSEE

Les premiers résultats de l'enquête quadriestrielle effectuée en mars par l'INSEE auprès des industriels montrent que les effectifs « ont légèrement diminué de novembre à mars dans l'ensemble de l'industrie française. La réduction a été plus prononcée dans le secteur des biens intermédiaires que dans les autres groupes d'industries. Elle devrait se poursuivre au cours des prochains mois ».

D'autre part, « d'après les réponses des industriels, les prix à la production ont augmenté en moyenne de 0,5 % par mois du début novembre au début mars, contre 0,7 % par mois de début mars à début novembre. Cette inflexion est la conséquence du programme de lutte contre l'inflation. Les hausses de prix devraient être un peu plus fortes au cours des prochains mois, tout en restant conformes au calendrier des engagements de modulation souscrits à la fin de la période de gel ». Enfin l'INSEE indique que « la hausse moyenne du taux de salaire horaire indiquée par les industriels est de 2,4 % pour la période début novembre-début mars. Après correction du mouvement saisonnier, cette augmentation correspond à un rythme mensuel de 0,7 % succédant à 1 % pour la période fin novembre-début mars. Les industriels prévoient un nouveau ralentissement de l'ensemble des salaires pour les mois à venir. » (1)

(1) Voir le Monde du 3 avril.

#### FISCALITÉ INTERNATIONALE (2<sup>e</sup> Colloque)

SEMINAIRE SERVICES INTERNATIONAL a organisé ces dernières années de nombreux colloques sur les problèmes de fiscalité internationale. L'un d'eux est :

#### « SOUVERAINETÉ FISCALE ET SOCIÉTÉS MULTINATIONALES »

organisé en 1976 à la Faculté de Droit de l'Université de Paris-Val-de-Marne, sous la direction du professeur G. TIXIER, spécialiste français de ces problèmes et auteur de divers traités et ouvrages, a eu un très vif succès. Il sera renouvelé les 21 et 22 avril 1977 à Paris, avec l'étude des problèmes suivants :

- Aspect fiscal des rapports entre sociétés américaines et leur filiales en Europe (M<sup>re</sup> MALLERRE, Belgique) ;
- Régime fiscal des sociétés en France (M. le professeur TIXIER) ;
- Régime fiscal des Français à l'étranger (M. COELAN, France) ;
- Limitation de la double imposition en Allemagne fédérale (Dr RAAS, Allemagne) ;
- Transferts d'actifs et de services entre sociétés dépendantes (M. GARCIA, France) ;
- L'imposition en France des sociétés ayant leur siège dans des pays à faible pression fiscale (M<sup>re</sup> KROGUE, France) ;

Des cas concrets seront exposés permettant d'engager le débat. Les participants se colloqueront autour de la mesure de la perception des différences entre les régimes fiscaux des différents pays et contribueront ainsi à éclairer les gestionnaires des sociétés face aux fiscalités nationales.

Tous renseignements et inscriptions : OFFICE FRANÇAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION 6 rue Soyot - 92200 Neuilly - Tél. 747-24-57

#### ROYAUME HACHEMITE DE JORDANIE

#### APPEL D'OFFRES POUR ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX ET AUTRES

Offres cachetées pour la vente, la fabrication, la livraison, l'installation, la mise en route d'un équipement hospitalier, formation du personnel infirmier, et aménagement et équipement pour le PARASITIC ROYAL JORDANIAN REHABILITATION CENTRE, KING HUSSEIN MEDICAL CENTRE, Amman, Jordanie. Elles seront reçues avant 10 heures du matin, heures locales, à Amman le 11 juillet 1977 et adressées au Directeur des Services Médicaux, Président du Comité, pour cet appel d'offres.

Le travail est divisé en 5 sections. Les offres sont invitées à soumettre des offres cachetées pour chaque section ou pour toutes les sections du travail.

Les formulaires d'appel d'offres, un jeu de plans, et deux jeux de spécifications peuvent être obtenus du bureau du Military Works, Central Headquarters, Jordan Armed Forces, Amman, Jordanie, telex n° 8251200 ou réception d'un montant de 20 Dinars Jordaniens non remboursables, pour le premier jeu, et de 30 Dinars Jordaniens pour le deuxième jeu. Ces formulaires peuvent également être obtenus du « Ezer International Ltd/Amman, 80 West Palestine Street, NW, Atlanta, Georgia 30308, U.S.A., telex n° 54-3105 » et sur réception d'un montant de U.S. Dollars 60 pour le premier jeu, et de U.S. Dollars 30 pour le deuxième jeu.

Le 30 avril 1977 est la dernière date pour avoir les documents. Les documents pourront être examinés soit au Military Works, Amman-Jordanie, soit au bureau de l'Architecte Ingénieur, Atlanta, Georgia, U.S.A.

Les autorités se réservent le droit de rejeter une ou toutes les offres.

## SPORTS

### FOOTBALL

#### Les huitièmes de finale de la Coupe de France Lens, Nantes, Nice, Reims et Saint-Étienne ont pris une option

Après les matches « aller » des huitièmes de finale de la Coupe de France, disputés vendredi 8 avril, cinq clubs semblent avoir de bonnes chances d'obtenir leur qualification pour les quarts de finale. Il s'agit de Lens, vainqueur d'Angers à Angers (1-0) ; de Nantes, qui a battu Strasbourg (2-0) ; de Nice, auteur du score le plus important (4-1) contre Vauxen-Strasbourg, club il est vrai de division d'honneur ; de Reims, qui a pris en Champagne l'avantage (2-0) sur Monaco, et enfin de Saint-Étienne, qui a obtenu un résultat égal (1-1) à Rouen. Les matches « retour » des huitièmes de finale Lens-Angers et Monaco-Reims auront lieu mardi 12 avril, les six autres rencontres mercredi 13 avril.

#### Les « verts » à la recherche de l'efficacité

De notre envoyé spécial

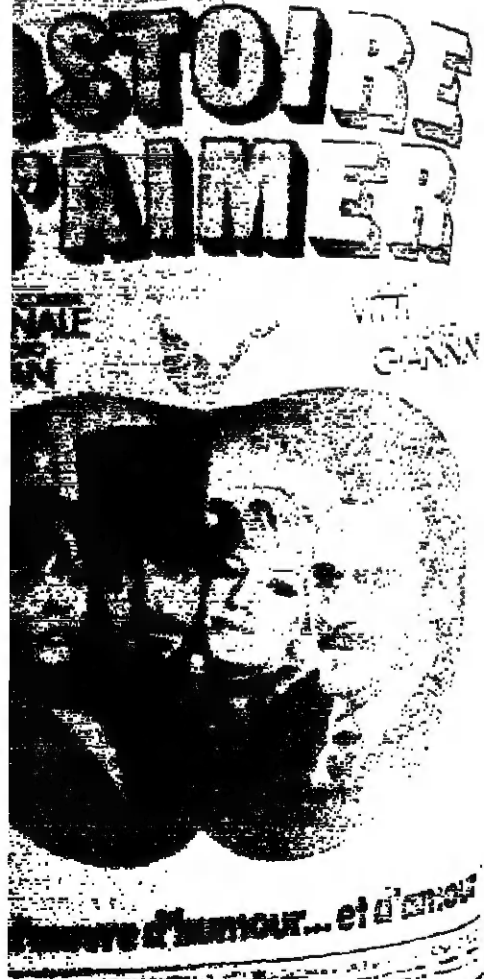
Rouen. — Après Toulouse au début de l'année, la Coupe de France offrait à l'Association sportive de Saint-Étienne l'occasion de reconquérir Rouen, une autre ancienne place forte perdue par la première division de football. Malgré le prix abusif des places (170 000 francs de recettes pour vingt-trois mille huit cents spectateurs, soit 40 francs de moyenne), le stade Robert-Diochon s'était en effet réouvert à un match pour ce match aller des huitièmes de finale. Les Stéphanois, ayant décidé de préparer désormais toutes leurs rencontres de Coupe de France avec le sérieux et la minutie qu'ils accordaient à la Coupe d'Europe, on pouvait croire la partie gagnée d'avance, et on comprend d'autant plus le colère de leur président, M. Roger Rocher, après cet échec.

Après une première mi-temps équilibrée et d'un bon niveau technique, où les Stéphanois prirent même l'avantage par Jean-Michel Larqué (28'), ces derniers durent subir peu à peu l'ascendant d'une équipe rouennaise manœuvrant avec une rare habileté à l'image de Dominique Rocheteau, muselé par l'ancien arrière stéphanois Georges Polny (trente-quatre ans). L'attaque stéphanoise confirmait son incapacité à se créer, voire à exploiter, quelques occasions de but.

Il n'en fallait pas plus pour mettre les Rouennais en confiance et permettre à des techniciens aussi remarquables que l'ancien international Daniel Borjavi, Albert Poli et Armando Bianchi de prendre un ascendant collectif sur les meilleurs de terrain stéphanois, de plus en plus vus, comme Dominique Bathenay, à la recherche de l'exploit personnel qui peut amener le but. Malgré l'égalisation rouennaise par Abdelmalik Bourabou, après une heure de jeu, les Stéphanois peuvent s'estimer heureux du résultat acquis en Normandie. Soulevés par leur public, on peut raisonnablement penser qu'ils donneront au match retour, mercredi 13 avril, un rythme difficile à suivre pour les vieux « cramppons » rouennais. Mais ces derniers n'ont-ils pas déjà gagné leur partie en montrant à vingt-quatre mille spectateurs conquis qu'ils pouvaient encore donner une leçon de technique et de jeu collectif aux finalistes de la Coupe d'Europe 1976 ? — G. A.

#### RÉSULTATS

Lens bat Angers	1-0
Strasbourg bat Paris-St-Germain	1-0
Nantes bat Bordeaux	1-0
Rouen et Saint-Étienne	1-1
Reims bat Monaco	2-0
Nantes bat Strasbourg	2-0
Nice bat Vauxen-Strasbourg	3-1
Gueugnon bat Lorient	3-2





# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS

VERS UNE REPRISE DU TRAVAIL A LA B.N.P.

### « On n'est pas acharné à bouffer du patron, mais... »

Syndicats et direction de la B.N.P. doivent se retrouver mardi 12 avril pour discuter de la remise à jour des classifications dans le secteur informatique, de l'augmentation des salaires et du paiement des jours de grève. Un accord sur la non-remise en cause de l'indemnisation compensatrice temporaire au travail de nuit, à l'origine du conflit, a déjà été trouvé il y a quelques jours. Une assemblée générale est prévue mardi à 13 heures pour décider ou non la reprise du travail dans les services informatiques paralysés par la grève depuis près d'un mois.

« Ma première grève, je l'ai faite il y a exactement trente ans. En 1947, à l'époque, on voulait obtenir de ne pas venir travailler le samedi matin. Les grèves suivantes, j'en ai faites aussi : 1957, 1967. « Chemises ouvrières sous une veste de cuir noir, cheveux poivre et sel, Pierre Marcolini est manifestement heureux de parler à un journaliste. « On n'arrive pas à passer dans la presse ou à la télé », se plaint-il mi-sérieux mi-amusé. « C'est un handicap formidable pour faire avancer nos idées. Et pourtant, bon dieu ! On en a des idées. On mériterait un meilleur sort. »

Depuis trente ans, il travaille au centre mécanographique de Barbes. En 1957, lorsque la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (B.N.C.I.) fusionne avec le Comptoir national d'escompte de Paris (C.N.E.P.) pour former la B.N.P., cela fait belle lurette qu'il milite activement à la C.F.T.C. et des années qu'il est délégué syndical. Trois ans auparavant, lors de la transformation de la C.F.T.C. en C.F.D.T., il hésite puis choisit de rester dans la vieille maison, aujourd'hui installée rue des Ecoles-Saint-Martin. « Il n'en est pas probable, mais de peu pour que j'aille à la C.F.D.T. », se souvient-il. « Mais je tenais — et je tiens encore beaucoup — à l'idéal qu'incarne la C.F.T.C. : le respect de l'être humain, de la cellule familiale et de la tolérance. »

Pierre Marcolini est croyant. Mais, cela précisé, il ajoute : « Attention, je ne suis pas bigot. Et dans le cadre de mon mandat syndical, je fais abstraction de toute croyance. » En 1958, pour la première fois, ce syndicaliste déterminé ne fait pas grève. « Ma Confédération n'était pas favorable au mouvement, fait-il observer. Et moi non plus : tous ces mouvements désordonnés, ces gauchistes qui taient peur... » Et aussi, probablement, mais Pierre Marcolini ne le dit pas tout de suite, la pollution qui, très vite, marqua les journées de mai-juin 68. En tout cas, manifestement, cette période n'a pas été très bien vécue. Mais dès l'année suivante, puis en 1974 et

en 1975, il participe activement aux mouvements revendicatifs qui se déroulent à la B.N.P.

Lorsque, le 10 mars dernier, la grève éclate au centre informatique Barbes pour s'opposer à la remise en cause de certains avantages acquis, la C.F.T.C. est dans l'action. Bien implantée dans ce secteur avec une centaine d'adhérents sur un effectif total de trois cent cinquante informaticiens, presque tous syndiqués, et dont la moyenne d'âge tourne autour de trente ans, elle participe aux côtés de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la F.O. à la mobilisation de l'ensemble du personnel, puis à l'occupation des locaux. « Je peux dire que tous nos syndicats étaient unis pour associer notre sigle à la grève et prouver que nous vivions ces problèmes », note Pierre Marcolini, en ponctuant ses phrases de gestes de la main, comme pour leur donner plus de force.

Trois jours, la direction de la B.N.P. du centre Barbes décide de suspendre huit salariés et en C.F.D.T., il hésite puis choisit de rester dans la vieille maison, aujourd'hui installée rue des Ecoles-Saint-Martin. « Il n'en est pas probable, mais de peu pour que j'aille à la C.F.D.T. », se souvient-il. « Mais je tenais — et je tiens encore beaucoup — à l'idéal qu'incarne la C.F.T.C. : le respect de l'être humain, de la cellule familiale et de la tolérance. »

Durant près d'un mois, celui que certains syndicalistes rivaux appellent amicalement « la vedette de la C.F.T.C. » cède peu et n'oublie qu'il est, lui, de « gauchistes ». Ce militant chrétien de cinquante et un ans, parvient de la gestion à l'élaboration et qui se défont de faire de la politique, nuance aujourd'hui son jugement : « Les vieux comme moi ont du mal à suivre ces gosses. Mais maintenant, je crois qu'ils sont souvent plus purs et moins machéliers que certains états-majors syndicaux. » « Bien sûr, s'empresse-t-il d'ajouter, les états-majors sont nécessaires, mais je conviens qu'il y avait parfois un décalage avec la base. Ces gauchistes, avec des actions dures, arrivent parfois à déboucher des situations et à faire avancer plus vite le mouvement qu'en recourant aux moyens traditionnels. » — E. G.

### A l'exception du Havre

### LES PORTS FRANÇAIS SONT PARALYSÉS PAR UNE NOUVELLE GRÈVE DES DOCKERS

Les consignes d'arrêt de travail de quarante-huit heures données par la fédération nationale C.G.T. des dockers pour soutenir la grève des dockers de Dunkerque en grève depuis plus de quatre semaines ont été suivies vendredi 8 avril et samedi 9 dans tous les ports français, sauf au Havre. Sur la mer du Nord et la Manche, comme sur la côte atlantique et le littoral méditerranéen, la grève est totale et le travail ne doit reprendre que mardi 12 avril. La fédération des ports et docks fera connaître, mardi 12 avril, à Paris, sa position au cours d'une conférence de presse présidée par M. Henri Krasnowski, secrétaire confédéral de la C.G.T. Une réunion de tous les secrétaires généraux des syndicats de dockers est prévue jeudi 14 avril à Paris en vue de prendre de nouvelles initiatives si, d'ici là, une solution n'est pas intervenue dans le conflit qui oppose à Dunkerque les dockers à Usinor.

● A Mâcon (Saône-et-Loire), deux cent quarante mille lettres et journaux sont en souffrance au service de tri, soit un retard de cinq à six jours dans la distribution, déclare la section locale C.G.T. des P.T.T. Elle estime que la situation va encore s'aggraver en raison de l'insuffisance des effectifs.

● A Toulon, six cents ouvriers C.G.T. et C.F.D.T. de l'arsenal ont défilé devant la préfecture maritime pour protester contre l'abrogation du décret du 22 mai 1951 prévoyant l'alignement de leurs salaires sur ceux de la métallurgie parisienne.

● Le tribunal des référés du Mans (Sarthe) a ordonné, vendredi 8 avril l'évacuation, pour le 13 avril, des entreprises Univet (réfrigérateurs) et Boniface (fabrication de matelas) à Yvre-l'Évêque. Des revendications salariales sont à l'origine de ces occupations décidées à l'appel de la C.G.T.

## SIDÉRURGIE

APRÈS L'ANNONCE DE SEIZE MILLE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS D'ICI À 1979

### Les syndicats demandent une réunion tripartite avec les pouvoirs publics et le patronat

Le patronat de la sidérurgie du Nord et de l'Est a fait connaître aux syndicats, le 8 avril, le plan de réduction des effectifs qu'il entend appliquer dans les deux ans à venir. Seize mille emplois seront supprimés d'ici à 1979, dont mille cinq cents en Lorraine. La cessation d'activité à cinquante-six ans et huit mois, avec une garantie de paiement de

70 % du salaire brut jusqu'à la retraite, devrait permettre, selon le patronat, de limiter à environ cinq mille cent cinquante licenciements. Deux mille cent cinquante licenciements supplémentaires seraient nécessaires pour permettre à l'industrie de passer un cap difficile et d'aborder sa restructuration dans de meilleures conditions.

F.O., C.G.C. et C.F.T.C., qui refusent « tout licenciement de fait », ont adressé une lettre à M. Raymond Barre, afin que soit convoquée « une réunion tripartite d'information » avec le patronat et les pouvoirs publics. Pour l'instant, les discussions plénières avec le patronat sont, d'un commun accord, suspendues.

Le plan patronal se présente de la façon suivante :

● **SACILOR-SOLLAC** : 8 700 suppressions d'emplois, 2 650 licenciements. La direction souhaite le départ de 1 800 « agents » n'ayant pas d'ancienneté et ayant une faible ancienneté, c'est-à-dire les travailleurs immigrés cibles ; 1 150 personnes devraient donc être « formées et reconverties » vers de nouveaux emplois grâce à la mise sur pied d'un système de formation professionnelle.

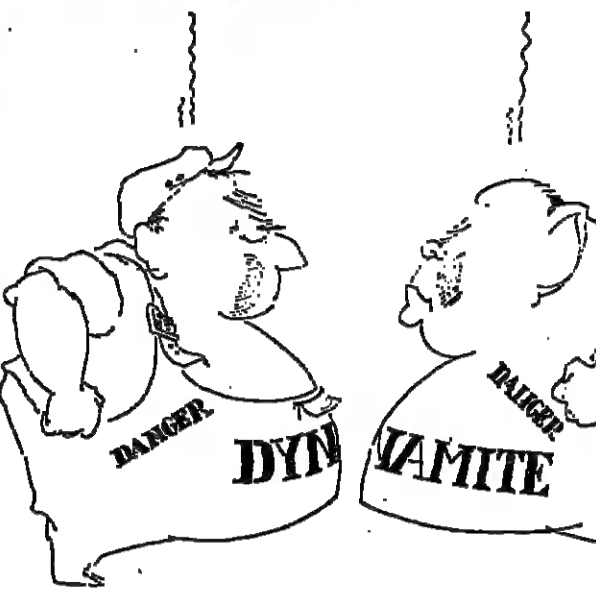
● **USINOR** : Thionville, 3 000 emplois supprimés ; 1 092 licenciements, dont 880 travailleurs immigrés. Lorraine, 720 suppressions de postes ; 190 licenciements. Demain - Valenciennes, 1 200 suppressions d'emplois ; 500 mutations possibles, ce qui permettrait d'éviter les licenciements. Pompey, 800 emplois supprimés sans licenciement.

● **CHIEF** : Longwy, 1 132 emplois supprimés ; 550 licenciements. Blagny (Nord), 200 suppressions d'emplois ; 150 licenciements.

Par ailleurs sont prévues 75 suppressions d'emplois (par départs naturels), à Isbergues, dans le Nord 55 à Fives (Ardennes) ; 50 à Neuf-Maison (Mauricie-et-Moselle). Enfin, bien que ce dossier ne soit pas sur la table des négociations, le patronat a confirmé des suppressions d'emplois sans licenciement dans le reste de la France : 300 à Creusot-Loire, 400 à Montedison, en Normandie.

La C.G.T. et la C.F.D.T. contestent les chiffres avancés par le patronat, estimant que plus de vingt mille emplois seront touchés par ce plan. Au début de la réunion, les cinq syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) avaient, dans une déclaration commune, affirmé leur détermination de résister tout licenciement de fait et, après avoir dénoncé le « coup de force » de la direction d'Usinor pour ses usines de Thionville et Lorraine, formulé trois exigences :

— La connaissance de tous les éléments du dossier sidérurgie ;



« Un beau jour, une explosion se produira... » (André BERGERON.)

— L'extension des discussions à tous les salariés de la sidérurgie et des mines de fer ;

— L'acceptation par le patronat de discuter de l'emploi dans son ensemble, notamment : réduction du temps de travail sans perte de salaire, maintien réel du pouvoir d'achat, avancement de l'âge de la retraite.

Après avoir pris connaissance du plan patronal, les syndicats ont souhaité, avant toute nouvelle séance plénière, la convocation d'une « réunion tripartite d'information » avec les pouvoirs publics pour avoir connaissance de l'ensemble du plan acier.

## FAIT ACCOMPLI

Le premier volet du « plan acier » est maintenant officiellement connu : le patronat, en accord avec les pouvoirs publics, du moins tout le laisse supposer, entend supprimer d'ici à 1979 seize mille emplois dans la sidérurgie, soit plus de 10 % des effectifs. Mais si ce chiffre est inférieur à certaines estimations antérieures — il est d'ailleurs contesté par la C.G.T. et la C.F.D.T. — le coup est rude, surtout pour la Lorraine.

Reste à connaître les deux autres volets du plan : l'aide publique à la sidérurgie et la création de nouveaux emplois dans l'Est. Sur le premier point, des discussions difficiles sont en cours entre le patronat et l'Etat. Le gouvernement veut, en effet, limiter au strict minimum son aide aux maîtres de forges et surtout contrôler son emploi.

Parallèlement, les pouvoirs publics poursuivent avec plusieurs industriels — on parle notamment de Chrysler — des négociations afin de les inciter à s'installer en Lorraine. La plus grande discrétion est observée. Souci de prudence ou désir de provoquer le moment venu — le 19 avril par exemple devant l'Assemblée nationale — un choc psychologique ?

Dans cette affaire, les syndicats — comme les Lorrains — sont placés dans une situation impossible. Le « plan acier » a été conçu, pour l'essentiel, dans les conseils d'administration et les cabinets ministériels. Depuis des mois et vendrait encore, les représentants des travailleurs sont mis pratiquement devant le fait accompli. Comment ne pas approuver leur désir légitime de connaître l'ensemble des dispositions arrêtées par le gouvernement et le patronat ? N'aurait-on pas dû commencer par les associer aux prises de décisions ? — Ph. L.

## ANNONCES CLASSEES

représentation offres

### TECHNICO-COMMERCIAL DE PREMIER PLAN

pour une importante Société Industrielle du Nord. Secteur d'activité : Région Parisienne. Capacité de contacts tous niveaux et toutes industries. Prix prime par objectif, frais, voiture fournie, formation continue, constitueront une excellente situation dans la stabilité.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et références en joignant photo à GABRIEL COPIN, 6, place A-Dumas, 92122. Discretion garantie.

Important fabricant de calendriers publicitaires cherche

REPRÉSENTANTS POUR LA VENTE DIRECTE DE CALENDRIERS AUX INDUSTRIES ET GROSISTES CHACUN AYANT UNE RÉGION PRÉCISE

Si vous êtes intéressés et si vous habitez Paris, Lille, Lyon, Marseille ou Bordeaux

prenez contact avec nous à l'adresse du n° 594652 M Régis-Press, 85 bis, rue Beaumartin, Paris-2°, Q. 12.

### offres d'emploi

VILLE DE CHELLES recherche

UN REDACTEUR pour SERVICE COMPTABILITE

DEUX COMMIS STENOGRAPHE pour SECRETARIAT

Adr. candidature, à M. le Maire, Hôtel de ville, place du Souverain, 77000 CHELLES

### autos-vente

TRES BELLE 504 S.A. 1972. Tél. : 276-49-42 H.B. et 857-31-38. après 20 heures.

## L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive droite

MARAI METRO SAINT-PAUL 3 pièces du style-St-Germaine STUDIO cuisine, salle de bain, w.c., tel. rétel. neut. PRIX INTERESSANT 1, RUE D'ORMESSON SAMEDI-DIMANCHE, 15-18 H.

RUE DE PASSY CALME, SOLEIL 2 P. Prestes SUPERBE URGENT - 214-74-10

locations meublées Offre

Paris

Près TOUR EIFFEL MACON 45, r. Saint-Charles, 75015 Paris tous à la SEMAINE QUINZAINE ou MOIS, STUDIOS et APPTS. - Tél. 577-54-04.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons, ttes banl. Loy. garanti 4.000 F. mand. 283-57-62.

bureaux

224-08-80

Domiciliation, courrier, secrétariat, permanence téléphonique.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

## AFFAIRES

### LES CHARBONNAGES DE FRANCE SONT AUTORISÉS A INVESTIR EN AUSTRALIE

Les Charbonnages de France ont été autorisés, le 7 avril, par les pouvoirs publics, à procéder en Australie aux investissements qu'implique la prise — en compagnie du groupe Imetel — de 50 % des parts de la société australienne Wambo Mining. La mine en question produit actuellement 300 000 tonnes de charbon vendues exclusivement au Japon.

Malgré certaines réticences administratives — dues au lourd déficit des C.D.F. — l'entreprise nationale a donc réussi à faire prévaloir son point de vue selon lequel il est bon de prendre pied à l'étranger, dans un grand pays minier, pour exporter certaines techniques, voir certaines matières premières. L'ensemble de l'opération ne devrait pas coûter plus de 7 millions de francs aux C.D.F.

Les Charbonnages ont déjà pris, en compagnie d'Usinor, le contrôle d'une mine en Virginie occidentale (Etats-Unis). Des grèves sporadiques rendent l'exploitation de cette mine financièrement difficile.

### A L'ÉTRANGER

#### LES ÉTATS-UNIS ANNONCENT DES MESURES DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Washington (A.F.P.). — M. Carter annoncera dans les prochains jours une série de mesures pour combattre l'inflation. Il a déclaré vendredi 8 avril le porte-parole de la Maison Blanche. Ces mesures seront rendues publiques au cours de la conférence de presse que le président des États-Unis donnera à la présidence — au début de la semaine.

Le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que l'augmentation de 1,1 % du coût de la vie au cours du mois de mars était une cause d'inquiétude pour l'administration.

## LES MARCHÉS DES CHANGES

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...

Le franc - Vive hausse de...







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
  - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : l'enquête sur l'assassinat du procureur Buback.
  - TCHÉCOSLOVAQUIE : les journalistes étrangers doivent éviter d'entrer en contact avec les éléments antisocialistes.
3. AMÉRIQUES
  - CHILI : l'épiscopat se prononce en faveur d'une Constitution ratifiée par le peuple.
4. DIPLOMATIE
  - PROCHE-ORIENT : le président Carter a déclaré, vendredi, à propos des futures négociations de Genève, que le peuple palestinien devrait être représenté, mais qu'il ne pouvait être représenté par un délégué palestinien ou par l'intermédiaire d'un « mandataire ».
5. AFRIQUE
  - LIBRES OPINIONS : « Les vents du Conseil de Paris », par Daniel Morlé.
  - L'actualisation du programme commun.
6. ÉDUCATION
  - Les motifs de l'enseignement privé face à la nationalisation.
7. JEUNESSE
  - Au centre Jacob à Paris, des « pueuses » par dizaines.
8. SCIENCES
  - Mort de l'inventeur Bartholin.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

- FAOBS 7 A 14
- Au fil de la semaine : L'actualité par Pierre Vianney-Pont.
  - Lettre de Béni-Abbas, par Yves Jourdan.
  - La philosophie, par Jean Lacroix.
  - La vie de langage, par Jacques Chiffard.
  - RADIO-TELEVISION : Michel Pann, la musique et l'image, par Anna Bey.
  - France-Inter, Europe 1 et RTL, par Marie-Françoise Levy.
- 15-16. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : un film sur l'œuvre de Lip.
17. ÉQUIPEMENT
17. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
17. SPORTS
- Coupe de France de football.
- 17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- Vers une reprise du travail à la S.N.P.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (9 à 12)
- Annonces classées (18) : Carant (19) ; Informations pratiques (24) ; « Journal officiel » (14) ; Médiocrité (14) ; Mots croisés (24) ; La semaine financière (10).

## LA FIN DE MAIGRET

De notre correspondant

Reims. — En arrêtant Maigret, les policiers du service régional de la police judiciaire de Reims ont mis fin aux agissements d'un cambrioleur de taille à rivaliser avec son célèbre homonyme. Agé de trente ans, père d'une fille, M. Jacky Maigret vivait dans un appartement de grand standing à Reims, dans une villa où il recevait ses amis. Maigret s'était fait remarquer de ses voisins, sans que la police n'ait jamais eu à s'intéresser à lui. Pourtant, à la suite d'investigations précises, et au terme de quarante-huit heures de garde à vue, les enquêteurs ont établi un état impressionnant des cambriolages commis dans les hauteurs rémoises par cet ingénieur, et talentueux bricoleur, fils d'un officier supérieur aujourd'hui en retraite.

Depuis un an, l'archevêché, les appartements de la sous-préfecture, la centre des impôts, une maison de campagne, des appartements d'avocats et de médecins ont subi sa visite, sans qu'aucun effraction ait jamais été commise. Il déroba, par exemple, la nuit, dans les appartements de la sous-préfecture, les bijoux de l'épouse du sous-préfet. Ces bijoux ont été broyés. M. Maigret voulait les fondre pour fabriquer une boule en or massif dont il avait eu toujours rêvé.

Autodidacte de la cambriole, il ne travailla plus depuis plusieurs années. Il passait ses jours à lire et à relire les aventures d'Arène Lupin, les en-

## Le président Carter déclare que les Palestiniens devraient être représentés à la conférence de Genève

Le président Carter a déclaré, vendredi 8 avril, à propos des futures négociations de Genève, que le peuple palestinien devrait être représenté, mais qu'il ne pouvait être représenté par un délégué palestinien ou par l'intermédiaire d'un « mandataire ».

Il a ajouté qu'il avait bon espoir que cette question pourrait être résolue d'ici-là, mais que c'était avant tout la responsabilité des pays arabes eux-mêmes.

Au cours d'une brève conférence de presse, tenue à la base aérienne de Dobbins, près de Clahoum, où il passe le week-end de Pâques, M. Carter a déclaré que les Palestiniens devraient être représentés d'une manière ou d'une autre à la conférence de Genève. À ce propos, il a rendu hommage au président Sadate pour avoir eu le « courage » de suggérer que des liens institutionnels soient établis entre une entité palestinienne et la Jordanie.

Le roi Hussein aura la possibilité d'évoquer cette éventualité avec le président Carter lors de la visite qu'il fera à Washington du 23 au 25 avril. Le souverain jordanien, suivant en cela l'exemple du président Sadate, a l'intention de s'arrêter à Paris sur le chemin des États-Unis. On lui prête le désir de séjourner pendant une semaine dans la capitale française, où il sera sans doute reçu par M. Giscard d'Estaing.

A peu près à la même époque, « au cours de la dernière quinzaine d'avril », précise-t-on de source officielle à Damas — le président Assad se rendra à Moscou à la tête d'une importante délégation comprenant des dirigeants du parti Baas et des membres du gouvernement syrien.

À l'issue de sa visite à Moscou, le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a exprimé sa grande satisfaction devant les résultats des conversations avec M. Brejnev.

Selon une dépêche de l'agence palestinienne Wafa, datée de la capitale soviétique, le secrétaire général du parti communiste d'Israël, M. Arafat, a refusé de participer à la conférence de Genève si l'O.L.P. n'y « fait pas représenté ».

Cette information n'a pas été confirmée par les organes de presse soviétiques. Si elle devait se révéler exacte, elle traduirait un changement dans la position de Kevmlin, qui s'était prononcé antérieurement pour la reprise de la conférence de Genève, dans un premier temps, avec ou sans la participation de la « centrale » des fedayins.

Avant de rentrer à Beyrouth, le vendredi 8 avril, M. Arafat a déclaré à l'agence Tass que ses entretiens à Moscou ont été « fructueux et utiles », et qu'il a été particulièrement impressionné par ses conversations avec M. Brejnev.

Il avait par ailleurs insisté sur les résultats positifs de ces entretiens, et sur la connaissance des habitudes de ceux travaillant dans les locaux qui recevaient sa visite. De l'extérieur, il enregistrait les conversations et le brouillage des coffres, dont il reconstituait la combinaison.

A son domicile confortable, les policiers ont fait d'importantes découvertes (livres, notes, collections de timbres, pièces d'or, armes de collection) et un fichier dans lequel, par ordre alphabétique, il avait classé le nom des clients correspondants aux portes des appartements et administrations visités. Plus étonnant encore, lorsque les enquêteurs ont voulu déplacer le lit rond de la chambre à coucher, ils ont aperçu que, par un système très perfectionné, ce lit tournait dans un sens permettant d'ouvrir et d'accéder à une cache secrète. D'après les premières constatations, M. Maigret disposait par ses activités d'un revenu mensuel de 50 000 F.

Présenté au parquet, il a été écroué cet après-midi par un juge d'instruction de Reims.

Jusqu'à présent, les autorités américaines n'avaient jamais rien dit sur ce problème très sensible et s'étaient bornées à indiquer que « les intérêts légitimes des Palestiniens doivent être pris en considération dans le cadre d'un règlement final au Proche-Orient ».

La nouvelle « petite phrase » du président Carter sera sans doute interprétée comme un pas supplémentaire des États-Unis en direction des thèses arabes.

Carter, qui a déclaré vendredi, au cours de sa conférence de presse à la base de Dobbins, que la démission de M. Rabin n'affecterait pas les négociations de paix, il a exprimé la conviction que tous les dirigeants israéliens comprennent la nécessité de la paix, et que s'ils la laissent passer, il faudrait longtemps avant qu'une pareille occasion se représente.

Les combats au Sud-Liban

Tandis que les combats se poursuivent au Sud-Liban, où les forces chrétiennes de droite continuent de subir de sérieux revers, les responsables israéliens s'efforcent de « dédramatiser » la situation. Un porte-parole militaire israélien a déclaré que les chrétiens ne courent, pour le moment, ni le moindre danger réel, et qu'ils pourront se maintenir dans leurs villages, même si leur tentative d'établir une continuité territoriale entre leurs principales enclaves ont échoué. L'ampleur des combats, a encore estimé le porte-parole israélien, a été fortement exagérée.

Les répercussions de la crise israélienne

La crise politique qui sévit en Israël (lire page 2) a fait l'objet, vendredi, d'un bref commentaire d'un porte-parole de l'O.L.P., qui a déclaré que la démission de M. Rabin ne conduira qu'à la substitution d'une figure de paille à une autre. Ce changement symbolique ne modifiera en rien la politique syrienne. Un porte-parole du gouvernement égyptien a estimé, pour sa part, que le retrait de M. Rabin n'est qu'une manifestation supplémentaire de la « dégradation » de la société israélienne. Il a exprimé la crainte que la crise israélienne ne freine le processus de paix au Proche-Orient.

Tel n'est pas l'avis du président

Le remplacement des Caravelle d'Air France

Plusieurs solutions restent envisagées, déclare M. Cavallé

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a confirmé, le vendredi 8 avril à Toulouse, qu'aucune autorisation n'avait été donnée par le gouvernement à

Air France pour remplacer ses Caravelle par des Boeing 737. « J'ai demandé à la direction d'Air France, a-t-il précisé, de me fournir un inventaire détaillé des besoins de avions moyen-courriers dans les années 80. C'est à la lumière de ce planning prospectif qu'un prochain conseil interministériel prendra une décision dont personne, pour l'instant, ne peut préjuger. Toutefois, a ajouté M. Cavallé, il est évident que la fois des intérêts de notre industrie nationale et de ceux légitimes d'Air France de remplacer ses avions moyen-courriers ».

Plusieurs solutions sont, à cet égard, envisagées, dont la remotorisation — des Caravelle. « Cette opération, a-t-il précisé, est très coûteuse, par une dépense de 12 millions de francs par avion ».

Le remplacement progressif des Caravelle par des Airbus est également une éventualité. « Le gouvernement, a-t-il précisé, est prêt à lancer la version B 10 de l'Airbus (200 places) et quelques compagnies aériennes étrangères maintiennent leur intérêt pour cette formule ».

En conclusion, M. Cavallé rappelle que le gouvernement « ne s'engageait pas à soutenir financièrement un programme nouveau d'actions moyennes ».

La position du P.C.

Le bureau politique du parti communiste évoquant un tel côté cette question dans un communiqué considère « comme nécessaire la mise en construction immédiate d'un moyen-courrier français de cent à cent cinquante places. Les projets existants, indique le P.C., dans un communiqué, l'Airbus spatiale pourrait la construire dans un délai de trois ans. Cette construction s'intégrerait dans une démarche globale de développement de notre industrie aéronautique des moyens de développer sa production dans ce type d'appareil, à partir des résultats remportés par Caravelle ».

Le grève de British Airways

Malgré la grève de ses techniciens sur l'aéroport londonien de Heathrow, British Airways espère exploiter, le mardi 12 avril, certains de ses vols à destination de Londres au départ de Paris, Nice, Marseille, Lyon et Bordeaux. Les passagers sont invités à appeler la compagnie britannique au 260-36-40 à Paris ou les agences British Airways en province.

Le numéro du « Monde » daté 9 avril 1977 a été tiré à 534 073 exemplaires.

## Un tournant dans l'affaire de Broglie

- Le docteur Azerad est incarcéré
- L'avocat de Pierre de Varga, M<sup>re</sup> Beaumier, est inculpé

M. Guy Floch, juge d'instruction, chargé de l'affaire de Broglie, a inculpé, vendredi 8 avril, à la requête du parquet, le docteur Nelly Azerad sur la base de l'article 439 du code pénal (1) pour destruction de documents, et M<sup>re</sup> Alain Beaumier, l'avocat de Pierre de Varga, de subornation de témoin, de complicité de destruction de document et de destruction de document. Ce dernier a été laissé en liberté, alors que le parquet avait requis contre lui un mandat de dépôt. Quant à Mme Azerad, elle a été écrouée à la prison de Fleury-Mérogis.

D'autre part, M. Jean Boizeau, directeur de l'hebdomadaire « Minute », a opposé, vendredi après-midi 8 avril, un « démenti formel » aux déclarations faites dans la matinée par M<sup>re</sup> Alain Beaumier. Ce dernier avait annoncé qu'il avait déposé chez M. Floch un mémoire faisant état « des pratiques journalistiques douteuses de certains membres de la rédaction de « Minute » (nos dernières éditions). M. Boizeau a indiqué qu'il avait demandé « aux conseils habituels de « Minute » de donner une suite judiciaire aux déclarations diffamatoires de M<sup>re</sup> Beaumier qui mettaient gravement, mais bien inutilement, en cause l'honorabilité professionnelle de deux de ses collaborateurs ».

## Un « Machiavel du crime »

Après les incriminations prononcées contre le docteur Nelly Azerad et M<sup>re</sup> Alain Beaumier, l'enquête sur l'assassinat de Jean de Broglie entre dans une nouvelle phase. Ce rebondissement pourrait représenter un élément à charge supplémentaire contre Pierre de Varga, sans toutefois constituer une preuve suffisante permettant de confondre cet escroc que les policiers qualifient de « Machiavel du crime ». Les indices de la carte de la rue de la République, que l'on a pu voir, et les révélations faites par l'hebdomadaire « Minute » étaient exactes ?

Selon les enquêteurs, une partie des propos de l'ancien médecin des prisons, rapportés par le journaliste Jacques Tillier, ont été confirmés par Mme Azerad. Elle a notamment reconnu avoir rédigé la lettre publiée par « Minute » dans laquelle elle affirmait que M<sup>re</sup> Alain Beaumier était venu la trouver pour lui proposer « entre autres d'arranger un alibi » en faveur de Varga.

Quant à l'agenda de rendez-vous, il a effectivement disparu et, avec lui, ceux des dix ou sept années précédentes. Pourquoi s'en est-elle tout à coup séparée et qu'en est-il devenu ? L'ami de Mme Azerad, à qui cette dernière a présenté, avant son arrestation, un magnétophone contenant la liste des rendez-vous, a déclaré que la liste des rendez-vous de Jean de Broglie avait été brûlée par la brigade criminelle pendant quarante-huit heures. La contestation jusqu'au bout.

Toujours est-il que le premier trimestre de l'année 1976 ne permettrait pas d'établir que Jean de Broglie avait téléphoné le 6 décembre pour prendre rendez-vous avec Mme Azerad. M. Guy Floch, juge d'instruction, a indiqué que Jean de Broglie avait été arrêté le 6 décembre, jour où il avait été inculpé pour destruction de documents. Rappelons que si ce jour avait été le 6 décembre, Pierre de Varga n'aurait pu être inculpé pour destruction de documents.

Le soupçon

Rien ne va plus et tout paraît normal, banal, ordinaire et admissible. Un médecin, chargé d'une mission de service public à l'administration pénitentiaire, est aujourd'hui (et qu'apprend-on demain ?) accusé d'avoir dissimulé, sinon détruit, des pièces pouvant servir à une instruction criminelle. Qui s'en soucie ?

Un avocat, chargé par essence d'une mission d'intérêt public, conscient, en principe, d'une certaine moralité, est inculpé de subornation de témoin. A peine si l'on s'en étonne. Il agit pourtant d'une incitation à trahir la vérité, à maquiller les faits.

Cartes, le conseil de l'ordre des avocats parisiens, compétent à titre disciplinaire, a désigné un rapporteur. Les bornes de la connivence sont-elles pour autant franchies ? N'a-t-il pas toujours soigneusement mesuré la portée de ses sévérités ?

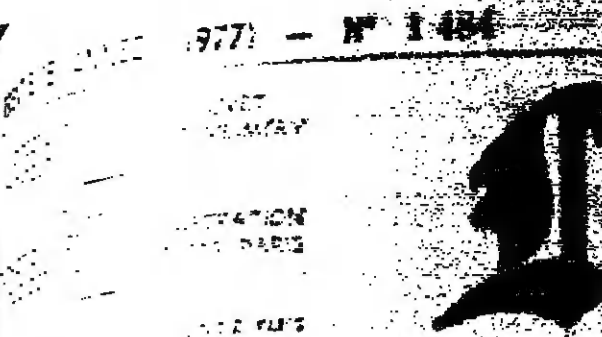
Le soupçon est partout. Ici, une avocate prend tant à cœur sa mission qu'elle recherche des témoins dont il est établi qu'ils n'existent pas ; une autre se voit accusée (mais le rassemblement ainsi ?) d'avoir favorisé la sortie d'un livre qui est une apologie du crime. Sans parler des innombrables remarques faites à l'égard de ceux qui, par leur silence, ont permis à des individus qui sont accusés de crimes de se faire des avocats dans le trafic des grâces judiciaires.

Marginales, ces bavures ? Bien entendu. Sur les douze mille ou treize mille avocats français, les exemples cités ne sauraient être considérés en termes de statistiques. Ils doivent être en terme de symbolique. — Ph. B.

ATTENTAT MORTEL SUR LE CAMPUS DE GRENOBLE

Quatre personnes appartenant à des mouvements d'extrême droite ont été inculpées, samedi matin 9 avril, après l'attentat commis dans la nuit contre le local de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.) sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères à Grenoble, où a causé la mort d'un homme. La police s'interroge sur le rôle qui a joué la victime dans les faits, et le président de l'U.N.E.F. a été inculpé d'incitation à la haine raciale.

Un autre attentat avait été commis, dans la nuit du 7 au 8 avril, dans les locaux des éditions Verté de Rhône-Alpes, dont le président est M. Jean-Paul Sartre. Une grenade incendiaire avait été lancée dans les bureaux, ne provoquant cependant que peu de dégâts. — (Corresp.)



## Le transport de l'armée de l'air

- Le transport de l'armée de l'air
- L'Anjou proteste

Le transport de l'armée de l'air, le 8 avril, a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.

L'Anjou proteste

L'Anjou a protesté contre la décision du gouvernement de transférer la base de l'armée de l'air de Nantes à Angers. Les habitants d'Angers ont exprimé leur opposition à ce projet.

Le transport de l'armée de l'air

Le transport de l'armée de l'air a été l'objet d'une opération de transport de matériel militaire. Les avions de transport ont été utilisés pour transporter du matériel militaire vers les bases de l'armée de l'air.